



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 3 MAI 1902.

AVIS DU GOUVERNEMENT

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

1739

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du vingt et un mars 1902, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Beauce, George Garant, rentier; Acadius Fortier, Maxime Bégin, cultivateurs, de Saint-Samuel, et Alexandre Lacourcière, propriétaire, à Saint-Samuel Station, comté de Beauce.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 21 mars 1902, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Gaspé, John McCallum et Henry Lawrence, cultivateurs, de Saint-Pierre de Malbaie No 1, et John James Baleine, cultivateur, de l'Anse du Cap, comté de Gaspé.

1697

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 28 avril dernier (1902), de nommer commissaire d'éco-

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 3rd MAY, 1902.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

1740

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty-one of March, 1902, to associate to the commission of the peace for the district of Beauce, George Garant, rentier; Acadius Fortier, Maxime Bégin, farmers, of Saint Samuel, and Alexandre Lacourcière, proprietor, at Saint Samuel Station, county of Beauce.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty-first of March 1902, to associate the following persons to the commission of the peace for the district of Gaspé, John McCallum and Henry Lawrence, farmer, of Saint Pierre de Malbaie No. 1, and John James Baleine, farmer, of Cap Cove, county of Gaspé.

1698

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 28th of April last, 1902, to appoint school commissioner

les de la municipalité de Roberval, comté du Lac Saint-Jean, M. L. P. Bilodeau, en remplacement de M. Clovis Audet, qui a donné sa démission, la nomination de son remplaçant n'ayant pas eu lieu dans les délais prescrits par la loi. 1733

of the municipality of Roberval, county of Lake Saint John, Mr. L. P. Bilodeau, to replace Mr. Clovis Audet, who has resigned, the appointment of his successor having not been made in the delays prescribed by law. 1734

Proclamation

Canada }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec }
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DEUXIEME jour de MAI dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le DEUXIEME jour du mois de MAI, mil neuf cent deux, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le ONZIEME jour du mois de JUIN prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

A FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce DIX-HUITIEME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

1631

Proclamation

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Québec. }
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the SECOND day of the month of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the SECOND day of the month of MAY, one thousand nine hundred and two, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Québec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on ELEVENTH day of the month of JUNE next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Québec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province, this EIGHTEENTH day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, and in the second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

1632

Avis du Gouvernement

No 268.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Témiscamingue, comté de Pontiac, les lots Nos 59, 60, 61, 62 et 63 des rangs VI et VII, du canton Duhamel, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité scolaire du canton Guigues, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, (1902).

1707

No 125.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la cité de Montréal, le territoire suivant, savoir : borné au nord-ouest par les anciennes limites de la cité de Montréal, au sud-est par la rue Sherbrooke, au sud-ouest par l'avenue ouest du Parc Lafontaine et au nord-est par l'ancienne ligne de division entre la cité de Montréal et le village d'Hochelaga, laquelle partie de la municipalité scolaire de Montréal se trouve dans la paroisse de "Saint-Grégoire le Thaumaturge", et comprend les propriétés connues et désignées sous les numéros 1 à 22, du lot No 1212, et No 92 de la subdivision du lot 1155, et le No 1213 du cadastre officiel du quartier Saint-Jacques ; aussi les numéros 1 à 121 de la subdivision du No 1136 et une partie du lot 1136, les numéros 1137 à 1142, les parties des Nos 1225 et 1226, les Nos 1227 à 1291, les Nos 1 à 28 de la subdivision du lot 1299. Les Nos 10 à 30 de la subdivision du lot 1298, le No 1300 et les parties des Nos 1301 et 1358 du cadastre officiel du quartier Sainte-Marie, inclusivement, et les annexer, pour les fins scolaires à la municipalité de "Saint-Grégoire le Thaumaturge", pour les catholiques seulement.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devra prendre effet que le premier juillet prochain (1902).

1731

No 1071.98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Notre-Dame de Bonsecours, Ottawa, les lots Nos 1 jusqu'à 51 inclusivement, et les ériger en municipalités scolaire distincte, sous le nom de "Papineau", dans le dit comté d'Ottawa.

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1902.

Les avis publiés dans la *Gazette Officielle* des 29 mars et 5 avril derniers, sont nuls.

1775

No 706.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Léonard de Port-Maurice, comté d'Hochelaga, le lot No 488 du cadastre de la paroisse

Government Notices

No. 268.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the municipality of Témiscamingue, county of Pontiac, lots 59, 60, 61, 62 and 63 of ranges VI and VII, of the township Duhamel, and to annex them, for school purposes, to the municipality of township Guigues, in the same county.

This annexation, if it is authorized, will come into effect only on the 1st of July next, (1902).

1708

No. 125.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of the city of Montreal, the following territory, to wit : bounded to the north west by the former boundaries of the city of Montreal, to the south east by Sherbrooke street, to the south west by the west avenue of Parc Lafontaine, and to the north east by the former division line between the city of Montreal and the village of Hochelaga, which part of the school municipality of Montreal is in the parish of "Saint Grégoire le Thaumaturge," and comprise the properties known and designated under numbers 1 to 22 of lot 1212, and No. 92 of the subdivision of lot 1155, and lot No. 1213 of the official cadastre of Saint James ward ; also the numbers 1 to 121 of the subdivision of No. 1136, and a part of lot 1136, the numbers 1137 to 1142, the parts of Nos. 1225 and 1226, the Nos. 1227 to 1291, the Nos. 1 to 28 of the subdivision of lot 1299. The Nos. 10 to 30 of the subdivision of lot 1298, the No. 1300 and the parts of Nos. 1301 and 1358 of the official cadastre of Saint Mary's ward, inclusively, and to annex them, for school purposes to the municipality of "Saint Grégoire le Thaumaturge"; for the catholics only.

This annexation, if it is authorized, will take effect on the first of July next, 1902.

1732

No. 1071.98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

Application is made to detach from the municipality of Notre Dame de Bonsecours, Ottawa, lots Nos. 1 to 51 included, and to erect them into a distinct school municipality by the name of "Papineau", in the said county of Ottawa.

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902.

The notices published in the *Official Gazette*, on the 29th of March and 5th of April last, are null.

1776

No. 706.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Application for the erection of a new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Léonard de Port Maurice, county of Hochelaga, lot No. 488, of the cadastre of

du Sault au Récollet, même comté, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Parc Amherst".

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

1685-2

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Duquen.

Rang C.

Lot 22, à Alex. St. Pierre.
Lot 25, à Onés. Cloutier.
Lot 26, à Ls. Lavoie.
Lot 27, à Fred. Lavoie.
Lot 28, à l'abbé S. Gagnon.
Lot 29, à Ludger Laprise.
Lot 30, à Frs. Laprise.

5e rang.

Lot 14, à Et. Allard.
Lot 16, à Et. Allard.
Lot 22, à Télésp. St. Pierre.
Lot 23, à Nap. St. Pierre.
Lot 25, à Onés. Bouchard.
Lot 26, à Ls. Lavoie.
Lot 27, à Ferd. Lavoie.
Lot 28, à l'abbé S. Gagnon.
Lot 29, à Ludger Laprise.
Lot 30, à Frs. Laprise.

Canton Normandin.

Lot 58, du 10e rang, à Alfred Jean.

Canton Demeules.

Lot 32, du 5e rang, à Ulysse Tremblay.

Canton Neigette.

½ N. E. du lot 1, du 5e rang, à Léon Perron.

E. E. TACHÉ,

Sous ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.

Québec, 3 mai 1902.

1759

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7217.

Addington.

Lots 46 et 47, du 9e rang, à Ignace Amédée Leduc.

E. E. TACHÉ,

Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.

Québec, 28 avril 1902.

1709

L'association "The Ladies of the Maccabees of the World" a été autorisée à faire des opérations dans la province.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les actions ou procédures exercées contre elle, est M. Edward H. Hollingsworth, de Montréal.

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, ce trentième jour d'avril 1902. 1735

the parish of Sault au Récollet, same county, and to erect it into a distinct school municipality by name of "Amherst Park".

This erection, if it is authorized, is to take effect only on the 1st of July next, 1902.

1686

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Duquen.

Range C.

Lot 22, to Alex. St. Pierre.
Lot 25, to Onés. Cloutier.
Lot 26, to Ls. Lavoie.
Lot 27, to Ferd. Lavoie.
Lot 28, to l'abbé S. Gagnon.
Lot 29, to Ludger Laprise.
Lot 30, to Frs. Laprise.

5th range.

Lot 14, to Et. Allard.
Lot 16, to Et. Allard.
Lot 22, to Télésp. St. Pierre.
Lot 23, to Nap. St. Pierre.
Lot 25, to Onés. Bouchard.
Lot 26, to Ls. Lavoie.
Lot 27, to Ferd. Lavoie.
Lot 28, to l'abbé S. Gagnon.
Lot 29, to Ludger Laprise.
Lot 30, to Frs. Laprise.

Township Normandin.

Lot 58, of 10th range, to Alfred Jean.

Township Demeules.

Lot 32, of 5th range, to Ulysse Tremblay.

Township Neigette.

N. E. ½ of lot 1, of 5th range, to Léon Perron.

E. E. TACHÉ,

Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries

Quebec, 3rd May, 1902.

1760

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Land, Mines and Fisheries

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7217.

Addington.

Lots 46 and 47, in 9th range, to Ignace Amédée Leduc.

E. E. TACHÉ,

Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.

Quebec, 28th April, 1902.

1710

The association "The Ladies of the Maccabees of the World" has been authorized to carry on business in the province.

Its chief agent for the purposes to receive the assignments in the actions or proceedings against the association is Mr. Edward H. Hollingsworth, of Montreal.

JOS. BOIVIN,

Deputy provincial secretary.

Quebec, this thirtieth day of April, 1902 1736

Québec, 30 avril 1902.

Avis est par le présent donné que "La Compagnie limitée d'Aqueduc générale de Sainte-Thécle," devant être conduite conformément aux articles 4794 des S. R. P. Q. et suivantes, section 6, amendé, intitulé "Des Compagnies pour le gaz et l'eau" s'est conformée aux formalités prescrites par la loi.

JOS. BOIVIN,

1741

Sous-secrétaire de la province.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE

Québec, 23 avril 1902.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du village de Villers, comté de Nicolet, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

ADELARD TURGEON,

1695

Secrétaire de la province.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 22 avril 1902.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Zéphirin Napoléon Raymond, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant à Saint-Placide, comté des Deux Montagnes, dans le district de Terrebonne, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Amable Bernard, en son vivant, notaire public, de la paroisse de Saint Placide, comté des Deux Montagnes, district de Terrebonne, en vertu des dispositions du code du notariat.

ADELARD TURGEON,

1645-2

Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dix-septième jour d'avril 1902, incorporant George Patrick Mathewman, dentiste; Ernest Edmond Bérubé, commerçant; Frank Samuel Mattman, fabricant de bière; Fred Augustus Heney, propriétaire d'immeubles, tous de la cité d'Ottawa; Pierre Henri Durocher, épicière; François Albert Labelle, notaire public; Joseph Caron, marchand; Hector Edouard Laffamme, agent d'assurance, et Pelmont Latremouille, conducteur de voiture, dans les buts suivants, savoir: la fabrication, vente et achat de bière (malt, beer, ale, lager beer, porter, etc., etc., etc.) et accessoires s'y rapportant, sous le nom de "The Hull Brewing and Malting Company," avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00) divisé en deux cents actions (200) de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce premier jour de mai 1902.

JOS. BOIVIN,

1767

Sous-Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-sixième jour d'avril 1902, incorporant Charles Francis Moore, marchand; Robert Alfred Ernest Greenshields, avocat; Arnold Wainwright, étudiant; Holsey Lorne Mitchell, commis, et Alexander Wardrope Greenshields Macalister, avocat, tous des cités et district de Montréal, pour les fins suivantes: d'acheter et vendre du bois, charbon, coke, foin, grain et aliment de toutes sortes; de faire en général les affaires d'entrepreneur, de drayeur et charroyeur sous le nom de "The T. F. Moore Company,"

Quebec, 30th April, 1902.

Notice is hereby given that "La Compagnie Limitée d'Aqueduc Générale de Sainte-Thécle," to be conducted in conformity to article 4794 and following of the R. S. P. Q., section 6, amended, intituled: "Gas and water companies act," has complied with the formalities prescribed by law.

JOS. BOIVIN,

1742

Deputy provincial secretary.

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 23rd April, 1902.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant Governor in Council, by the municipality of the village of Villers, county of Nicolet, to obtain the authorization to publish in french language only all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

All representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

ADELARD TURGEON,

1696

Provincial secretary.

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 22nd April, 1902.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, by Zéphirin Napoléon Raymond, esquire, notary public, and practicing at Saint Placide, county of Terrebonne, district of Terrebonne, by which he asks for the transfert in his favor of the minutes, repertory and index of the late Amable Bernard, in his lifetime notary public, of the parish of Saint Placide, county of Two Mountains, district of Terrebonne, in virtue of the provisions of the notarial Code.

ADELARD TURGEON,

1646

Provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the seventeenth day of April, 1902, incorporating George Patrick Mathewman, dentist; Ernest Edmond Bérubé, trader; Frank Samuel Mattman, brewery; Fred Augustus Heney, real estate proprietor, all of the city of Ottawa; Pierre Henri Durocher, grocer; François Albert Labelle, notary public; Jos. Caron, merchant; Hector Edouard Laffamme, insurance agent, and Pelmont Latremouille, driver, all of the city of Hull, for the following purposes, viz: the manufacturing, selling and purchasing of malt, beer, ale, lager beer, porter, &c., &c., &c; and the accessories for the same, under the name of "The Hull Brewing and Malting Company", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00) divided, into two hundred shares (200) of fifty dollars (\$50.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this 1st day of May, 1902.

JOS. BOIVIN,

1768

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1902, incorporating Charles Francis Moore, merchant; Robert Alfred Ernest Greenshields, advocate; Arnold Wainwright, student; Holsey Lorne Mitchell, clerk, and Alexander Wardrope Greenshields Macalister, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes, viz: to buy and sell wood, coal, coke, hay, grain and feed of all kinds; to do a general contracting, dredging and cartage business, under the name of "The T. F. Moore Company" with a capital

avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-huitième jour d'avril 1902.

JOS. BOIVIN,
1705 Sous-secrétaire de la province.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 27 mars 1902.

Présent : le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné que les règlements concernant les établissements industriels de la province de Québec, approuvés par les ordres en conseil numéro 376 du 19 juillet 1894 et numéro 404 du 31 octobre 1895, soient rescindés et annulés, et que les "Règlements concernant les établissements industriels de la province de Québec," suivants, soient approuvés et déclarés obligatoires sous l'autorité de l'acte 57 Vict., ch. 30; tel qu'amendé par l'acte 63 Vict., ch. 23.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier Conseil Exécutif.

REGLEMENTS CONCERNANT LES ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Approuvés par le Lieutenant-gouverneur en conseil, le 27 mars 1902, conformément aux dispositions de l'acte 57 Vict., chap. 30, tel qu'amendé par l'acte 63 Vict., chap. 23.

INSTALLATION ET ENTRETIEN

No 1. Installation et entretien.—Les établissements industriels, avec tous les meubles et immeubles qui en dépendent, doivent être installés et entretenus de telle sorte que la santé et la vie des ouvriers soient aussi largement et efficacement que possible protégées contre les risques professionnels.

No 2. La construction des bâtiments, de même que les changements et modifications qui peuvent y être apportés, doivent être faits de façon à écarter, dès l'origine, les vices d'aménagement, de sécurité et de salubrité auxquels il serait très difficile de remédier plus tard. Dans ce but, des plans d'architectes doivent être préalablement soumis à l'inspecteur.

No 3. Les établissements actuels qui demanderaient des frais trop considérables pour être conformes aux prescriptions de la loi et des règlements faits sous son autorité, doivent cependant l'être autant que possible, à la satisfaction de l'inspecteur.

No 4. Si un établissement (bâtiment) change de destination, de manière à exiger plus de solidité, un certificat démontrant telle solidité doit être donné par l'architecte à l'inspecteur.

No 5. Si l'inspecteur a lieu de douter de la solidité d'une construction, il pourra exiger un certificat d'architecte.

LIEU DE TRAVAIL A L'EXTERIEUR DES BATIMENTS.

Passages de circulation.

No 6. Les passages pour la circulation des ouvriers à l'extérieur doivent être tenus libres

stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred shares (100) of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty-eighth day of April, 1902.

JOS. BOIVIN,
1706 Deputy Provincial secretary.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 27th March, 1902.

Present :—The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

It is ordered that the regulations respecting industrial establishments, approved by the orders in council number 376, of the 19th of July, 1894, and number 404, of the 31st of October, 1895, be rescinded and annulled, and that the "Regulations respecting industrial establishments of the province of Quebec" be approved and declared obligatory under the authority of the act 57 Vict., ch. 30, such as amended by the act 63 Vict., ch. 23.

GUSTAVE GRENIER,
Clerk Executive Council.

REGULATIONS RESPECTING INDUS- TRIAL ESTABLISHMENTS IN THE PROVINCE OF QUEBEC.

Approved by the Lieutenant Governor in Council, the 27th March, 1902, in accordance with the provisions of the act 57 Vict., chap. 30, as amended by the act 63 Vict., chap. 23.

INSTALLATION AND MAINTENANCE.

No. 1. Installation and maintenance.—Industrial establishments, with all movables and immovables belonging to them, must be so installed and maintained that the health and lives of the workmen shall be protected as efficiently and to as great an extent as possible against the risks of trade.

No. 2. In the erection of buildings, as well as in alterations or modifications to the same, care must be taken to avoid, at the very outset, all defects in connection with their laying out, their safety and their salubrity, which it would be difficult to remedy later on. For that purpose, the architects' plans should be first submitted to the inspector.

No. 3. The establishments already in existence, which it would require too heavy an outlay to alter so as to make them conformable to law and the regulations made under its authority, must, however, be made as far as possible conform to the same, to the satisfaction of the inspector.

No. 4. If the destination of the building of an establishment is altered so as to require greater solidity a certificate from an architect establishing such solidity must be delivered to the inspector.

No. 5. If the inspector has any reason to suspect the solidity of a building, he may require an architect's certificate.

WORKING PLACES OUTSIDE OF BUILDINGS.

Passage-ways.

Passage-ways used by workmen, outside of buildings, must be kept free from snow and

de neige ou de tous autres objets étrangers au travail.

No 7. Les lieux d'aisance situés au dehors devront être solidement construits, être munis d'un siège convenable, et être ventilés à la satisfaction de l'inspecteur.

No 8. Les excavations, puits, bassins, coursiers d'eau devront être entourés de balustrades ou recouverts.

No 9. Monte-charges. — Les plateformes des monte-charges situées à l'extérieur des bâtiments, doivent être munies d'un grillage solide ou d'une clôture.

No 10. Grues et Treuils. — Les grues et treuils à manivelle doivent être munis d'un dispositif d'arrêt. Si la charge doit descendre par son propre poids, ils doivent être munis de freins et de couvercles sur les engrenages.

No 11. Les diverses parties de ces appareils doivent être soumises à des inspections fréquentes par une personne compétente.

INTERIEUR DES BATIMENTS.

Portes et issues.

No 12. Si les issues ne sont pas suffisantes, l'inspecteur pourra ordonner qu'il en soit construit d'autres à l'intérieur, et, dans le cas où cela serait trop difficile, des ouvrages pour rendre facile la sortie des personnes seront exécutés à l'extérieur.

No 13. Les principales portes d'issues doivent s'ouvrir sur le sens de la sortie, et être tenues libres pendant toute la durée du travail.

No 14. La largeur de ces portes ne doit pas avoir moins de 48 pouces, et la hauteur moins de 7 pieds.

No 15. Les portes servant d'issue à des corridors, passages, allées ou escaliers, n'auront pas une largeur moindre que la largeur de ces passages, et si elles servent d'issue en cas de panique, elles devront s'ouvrir sur les deux sens et être maintenues fermées au moyen de poids ou de ressorts.

No 16. La largeur des passages principaux doit être d'au moins 48 pouces, et celle des passages secondaires d'au moins 24 pouces. Ces passages doivent être libres.

No 17. Passages aériens, plateformes. — Les passages aériens, plateformes, rampes inclinées, ponts volants ou fixes, planches de passage, échafaudages, doivent être munis de balustrades composées d'une main courante ayant au bas une planchette destinée à empêcher la chute des objets. Cette prescription ne s'applique qu'aux plateformes dont le niveau au-dessus du sol est supérieur à 6 pieds.

ESCALIERS.

No 18. Les principaux escaliers ne doivent pas avoir moins de 4 pieds de largeur et pas plus de 12 pieds entre chaque palier, et être assez nombreux pour permettre l'évacuation immédiate et facile de l'établissement.

No 19. Les escaliers doivent être maintenus en bon état, munis de gardes et de rampes et ayant un plafond convenable.

ECLAIRAGE.

No 20. Les salles, escaliers, passages, monte-charges, ascenseurs, issues, et tous les endroits où se trouvent les commandes des di-

clear of all material not required in working operations.

No. 7. Privies situated outside must be substantially built, furnished with a proper seat, and ventilated to the satisfaction of the inspector.

No. 8. Excavations, wells, basins, mill-races, (flumes) must be fenced in or covered.

No. 9. Hoists. — The platform of hoists situated outside of buildings shall be furnished with a strong wire grating or a fence.

No. 10. Cranes and derricks. — Cranes and derricks worked by hand must be provided with pawls. If the load is to descend by its own weight, they will be provided with a brake and covers for the gears.

No. 11. The several parts of these apparatuses must be frequently inspected by some competent person.

INTERIOR OF BUILDINGS.

Doors and exits

No. 12. If the exits are insufficient, the inspector may give orders to build others inside, and, in the event of this being too difficult, arrangements must be made on the outside, to facilitate egress.

No. 13. The main doors of egress must open outwards, and be left free during the entire working time.

No. 14. The width of these doors must not be less than 48 inches and their height not less than 7 feet.

No. 15. Doors serving as means of egress for corridors, passages, alleys or staircases, shall not be of less width than such passages; and, if they serve as exits in case of panic, they must swing both ways be kept closed by weights or springs.

No. 16. The width of main passages must be at least 48 inches, and that of side passages at least 24 inches. These passages must be kept clear.

No. 17. Elevated passage-ways, platforms. — Elevated passage-ways, platforms, sloping gang-ways, flying or stationary bridges, crossing planks, scaffoldings, must be provided with guards consisting of a handrail and a cross-piece to prevent objects from falling. This prescription applies only to platforms whose level above the ground exceeds six feet.

STAIRCASES.

No. 18. The main staircases must not be more than twelve feet between the landing places, nor less than four feet wide, and there must be a sufficient number of such staircases to allow of the building being immediately and easily cleared.

No. 19. Staircases must be kept in good order, provided with suitable railings and balusters, and a ceiling.

LIGHT

No. 20. The workrooms, staircases, passages, elevators, exits, and all places where the apparatus for signalling to stop machinery,

vers signaux d'arrêt et de mise en train des machines, doivent être convenablement éclairés.

No 21. Salle de la chaudière.—La salle, en général, le manomètre et l'indicateur de niveaux en particulier, doivent être tout spécialement éclairés.

No 22. Lieux d'aisance ou cabinets.—Ils doivent être constamment éclairés pendant les heures du travail si l'inspecteur l'exige.

MONTE-CHARGES.

No 23. Les ascenseurs devront être pourvus, à chaque étage que l'ascenseur traversera, de portes solides disposées de manière à se fermer et à s'ouvrir automatiquement à chaque fois que la voiture de l'ascenseur montera ou descendra.

No 24. Les monte-charges et ascenseurs, devront être pourvus d'un dispositif d'arrêt pour maintenir la voiture du monte-charge au cas où il surviendrait une rupture du câble.

No 25. Les industriels feront périodiquement inspecter les diverses parties de leurs monte-charges ou ascenseurs par le mécanicien de l'établissement.

No 26. Dans les villes où il y aura un service municipal des ascenseurs, l'industriel devra fournir un certificat d'inspection de son ascenseur ou monte-charge chaque fois qu'il en sera requis par l'inspecteur des établissements industriels.

No 27. Le fonctionnement des ascenseurs ou monte-charges peut même être arrêté par l'inspecteur si les conditions nécessaires de sécurité ne sont pas observées.

ENDROITS DANGEREUX

No 28. Les fosses pour les volants et autres pièces mobiles, les ouvertures dans les planchers, murs, puits, trappes, cuves, bassins, réservoirs de liquides corrosifs ou chauds et autres endroits ou objets dangereux, doivent être entourés de clôtures à la satisfaction de l'inspecteur.

MESURES DE SURETE RELATIVES AUX CHAUDIERES PLACEES A DEMEURE

No 29. Dans les établissements nouveaux, à moins d'une autorisation spéciale de l'inspecteur, les chaudières à vapeur devront être installées en dehors de la bâtisse principale.

No 30.—Dans les établissements industriels actuellement en existence, les chaudières à vapeur et moteurs doivent être installés, s'il y a nécessité de le faire, dans des locaux séparés fermés du côté où le travail s'effectue.

SOUPAPES

No 31. Chaque chaudière doit être munie d'une soupape de sûreté, chargée de manière à laisser la vapeur s'écouler dès que sa pression effective atteint la limite maxima indiquée sur le certificat de la dernière inspection.

No 32. L'orifice de la soupape doit suffire à maintenir la vapeur dans la chaudière à un degré de pression qui n'excède pour aucun cas la limite ci-dessus.

No 33. Chaque chaudière doit être munie d'un appareil de retenue (soupape, clapet ou

or, set it in motion, are placed, must be properly lighted.

No 21. Boiler room.—The room generally, the steam gauge and water gauge must be specially lighted.

No 22. Privies.—They must be constantly lighted during working hours if so required by the inspector.

HOISTS

No 23. At each storey to which the hoist shall pass, there shall be provided substantial trap-doors disposed so that they shall open and shut automatically every time that the car shall pass up and down.

No 24. Elevators and hoists shall be provided with safety catches, destined to hold the car in the even of the breaking of the cable.

No 25. Employers will see that the different parts of their hoists or elevators receive a periodical inspection by the engineer of the establishment.

No 26. In cities where a municipal inspection service exists, the employer, when requested by the inspector, of industrial establishments shall furnish a certificate of inspection of his hoist or elevator.

No 27. The working of any hoists or elevator may be stopped by the inspector, if the necessary conditions of safety required are not observed.

DANGEROUS SPOTS

No 28. Pits for fly-wheels and other movable pieces of machinery, openings in the floors, walls, wells, traps, vats, basins, tanks of corrosive or heated liquids, and other dangerous spots or objects must be fenced in at the satisfaction of the Inspector.

SAFETY MEASURED RESPECTING STATIONARY BOILERS

No 29. In new establishments, unless specially authorized by the Inspector, steam boilers must be located out side of the main building.

No 30. In existing industrial establishments, the steam boiler and other motors must, if necessary, be put in separate places closed in on the side where the work is done.

SAFETY VALVES

No 31. Every boiler must be provided with one safety valve so loaded as to allow the steam to escape as soon as its effective pressure attains the maximum limit specified in the certificate of the last inspection.

No 32. The opening of each valve be sufficient to maintain the steam in the boiler at a degree of pressure not exceeding the above limit in any case.

No 33. Every boiler must be provided with a check-valve, or apparatus working auto-

autres) fonctionnant automatiquement et placé au point d'intersection du tuyau d'alimentation qui lui est propre.

No 34. La charge de la soupape de sûreté doit être d'un poids unique et ne doit jamais être modifiée.

MANOMETRES

No 35. Toute chaudière doit être munie d'un manomètre en bon état placé en vue du chauffeur et gradué de manière à indiquer en livres la pression effective de la vapeur dans la chaudière.

INDICATEURS

No 36. L'indicateur est un tube en verre disposé bien en vue et de manière à pouvoir être facilement nettoyé et remplacé au besoin.

No 37. Pour les chaudières verticales de grande hauteur, le tube en verre est remplacé par un appareil disposé de manière à reporter à la vue de l'ouvrier chargé de l'alimentation, l'indication du niveau de l'eau dans la chaudière.

No 38. Robinets-jauges.—Des robinets seront placés sur les chaudières à des hauteurs différentes. Le niveau de l'eau doit se trouver constamment entre ces robinets.

INSPECTION DES CHAUDIERES A VAPEUR

No 39. Toute chaudière neuve et appareil dont la pression de vapeur dépassera six livres devra, avant d'être mise en service, mais après avoir été installée, être inspectée et approuvée suivant la loi et les règlements.

No 40. La même formalité sera exigée après une réparation notable.

INSPECTEURS

No 41. Nul ne peut remplir les fonctions d'inspecteurs de chaudières à vapeur s'il ne remplit pas les conditions suivantes, savoir : 1o être âgé de 21 ans révolus ; 2o justifier d'une bonne conduite ; 3o parler la français et l'anglais, et écrire l'une de ces langues d'une manière satisfaisante ; 4o être porteur d'un certificat de compétence donné par les examinateurs nommés pour cette fin.

No 42. Les examinateurs d'inspecteurs de chaudières à vapeur pour la province seront au nombre de cinq.

No 43. Les examens pour le diplôme d'inspecteur de chaudières devront être subis devant au moins trois des examinateurs.

No 44. Le diplôme décerné aux inspecteurs de chaudières peut être révoqué en tout temps par le ministre de la Colonisation et des Travaux publics.

No 45. Nul inspecteur ne pourra donner un certificat s'il est intéressé directement ou indirectement dans la construction ou la vente des chaudières à vapeur à examiner, ou dans les établissements où ces chaudières sont placées.

No 46. Si l'inspecteur des chaudières à vapeur est satisfait, il délivrera un certificat en duplicata de la forme suivante :

atically and placed at the point of intersection of the feed pipe to which it belongs.

No 34 The load of the safety valve must be of one weight and never altered.

STEAM-GAUGES

No 35 Every boiler must be provided with a steam-gauge in good order placed in full view of the stoker, and so graduated as to indicate in pounds the working pressure of the steam in the boiler.

WATER-GAUGES

No 36 The water-gauge shall consist of a glass tube placed conspicuously and of easy access, so that it may be cleaned or changed when required.

No 37 For boilers of great height, the glass tube is replaced by an apparatus so arranged so as to show the workman in charge of the feeding, the level of the water in the boiler.

No 38 Try-cocks.—Cocks shall be placed on boilers at different heights. The water level must always be between these cocks.

BOILER INSPECTION

No 39 All new boilers and apparatus whose steam pressure exceeds 6 pounds shall, before being used, but after being put up, be inspected and approved according to law and to the Regulations.

No 40 The same formality will be required after any important repairs have been made.

INSPECTORS

No 41 No one can perform the duties of boiler Inspector unless he fulfils the following conditions, viz : 1o. He must be of the full age of twenty-one years ; 2o. He must prove that his conduct is good ; 3o. He must speak French and English, and write at least one of these languages in a satisfactory manner ; 4o. He must hold a certificate of competency from an examiner appointed for that purpose.

No 42 There shall be five examiners of inspectors of boilers for the Province of Quebec.

No 43 Examinations for the diploma of boiler inspectors shall be held in presence of at least three of the examiners.

No 44 The diplomas awarded to boiler inspectors can be cancelled at any time by the Minister of Colonization and of Public Works.

No 45 No inspector can give a certificate if he is directly or indirectly interested in the construction or sale of the boiler to be examined, or in the establishment in which such boilers are placed.

No 46 If the boiler inspector is satisfied he will deliver a certificate in duplicate as follows :

CERTIFICAT D'INSPECTION DE CHAUDIÈRES A VAPEUR

.....19

Je, soussigné, certifie avoir examiné et éprouvé par pression hydrostatique la chaudière à vapeur de

Nom. Industrie.
Ville. Paroisse.
Comté.

..... à une pression
(.....) livres au pouce carré, et qu'elle peut porter avec sûreté une pression n'excédant pas (.....)

Soupapes de sûreté
Soupapes de vidanges
Soupape d'arrêt.
Manomètre.
Robinet d'épreuve
Appareil alimentaire
do sous pression.
Soin général
Nom du chauffeur

Certificat de 1ère, 2ème, 3ème, 4ème classe

Age de la chaudière
Etat de la chaudière
Quand réparée
Indicateur du niveau de l'eau.
Remarques.

Personnel de l'établissement : Hommes
Femmes. Jeunes filles
Jeunes garçons
Honoraires \$ Transport \$

Ce certificat est retournable immédiatement à l'inspecteur des établissements industriels.

Inspecteur des chaudières à vapeur

Ce certificat doit être affiché dans la chambre des chaudières.

LES INGENIEURS MECANICIENS ET CHAUFFEURS, ET LEURS DEVOIRS

No 47. Pour remplir les fonctions d'ingénieur mécanicien ou chauffeur, il faut fournir les preuves d'une bonne conduite et de connaissances techniques suffisantes.

No 48. L'inspecteur des établissements industriels peut exiger que l'ingénieur mécanicien ou chauffeur, ou toute autre personne responsable du maniement de la chaudière soit en possession d'un certificat donné soit par un examinateur d'inspecteur de chaudières à vapeur, soit par un inspecteur de chaudières diplômé.

No 49. Nettoyage et réparation des chaudières.—En cas de réparation d'une chaudière, il faut avoir soin de l'isoler, au moyen de garnitures d'étoupe, des autres chaudières restées en feu. L'isolement au moyen de robinets, de soupapes ordinaires, est insuffisant. Il est nécessaire d'enlever avec le plus grands soin les incrustations et les dépôts de tartre.

No 50. Une carte d'instructions pour la direction du chauffeur doit être affichée dans la salle de la chaudière.

CERTIFICATE OF INSPECTOR OF STEAM-BOILER

..... 19

I, the undersigned, certify having examined and tested by hydrostatic pressure, the steam-boiler of M.

Name Industry
City Parish
County.

..... to a pressure of
(.....) pounds to the square inch, and the same can carry with safety a pressure of pounds

of steam and no more.
Safety valve
Steam gauge
Blow off valve
Stop valve.
Try valve.
Feed apparatus
Apparatus under pressure
General care
Name of fireman.

Certificate 1st, 2d, 3d, or 4th classe

Age of boiler
Condition of boiler
When repaired
Water gauge
Remarks.

Persons employed in establishment : Men..
..... Women. Young girls....
Young Boys Fees Travelling
expenses.

This certificate must be returned at once to the Inspector of Industrial Establishments.
(Date)

Boiler Inspector.

This certificate must be posted up in the boiler room.

ENGINEERS, STOKERS AND THEIR DUTIES

No 47 To perform the duties of Engineer or Stoker, it is necessary to give evidence of good conduct and sufficient technical knowledge.

No 48 The Inspectors of Industrial Establishments may require that the Engineer or stoker, or any other person responsible for the care of the steam-boiler, shall hold a certificate given either by an examiner or a duly qualified inspector of boilers.

No 49 Cleaning and repairing of boilers.—When a boiler is repaired, care must be taken to isolate it by means of tow-packing from other boilers remaining under pressure. Isolation by means of ordinary cocks and valves is insufficient. It is necessary to remove with the greatest care all incrustations and scales.

No 50 A card of instructions for the guidance of the stoker shall be posted in the boiler room.

APPAREILS SOUS PRESSION

No 51. Tous les appareils sous pression doivent être munis de manomètres et de soupapes de sûreté et être soumis à des revisions périodiques.

No 52. Accessoires des roues et turbines.—Les vannes doivent être étanches. Les arbres doivent être munis des freins permettant d'arrêter l'appareil dès que l'on suspend l'arrivée de l'eau.

CONDUITE DE MACHINES MOTRICES ET TRANSMISSION

No 53. Quand un même moteur actionne des transmissions placées dans des locaux distincts, chaque transmission doit être munie, soit d'un débrayage, soit d'un signal permettant de commander au moteur l'arrêt ou la mise en marche.

No 54. La mise en train et l'arrêt des machines doivent toujours être précédés d'un signal convenu.

No 55. Arrêt et mise en mouvement de machines à volants.—La mise en mouvement à bras d'homme d'un moteur qui est à un point mort, ne doit être effectuée que lorsque la soupape d'admission de vapeur aura été fermée.

DISPOSITIONS PROTECTRICES CONTRE LES TRANSMISSIONS, MACHINES, ETC.

No 56. Les transmissions par courroies, câbles ou arbres et engrenages ou roues dentées qui se trouvent dans un espace où les ouvriers sont appelés à circuler, doivent être enfermées dans des caisses ou dans des gaines jusqu'à une hauteur de cinq pieds au-dessus du sol.

No 57. Les arbres verticaux et les courroies ou câbles qui passent d'un étage à un autre, doivent être entourés, jusqu'à la hauteur de cinq pieds, d'une gaine fixée au sol.

No 58. Les engrenages, saillies de têtes de boulons, écrous, clavettes, rouleaux d'entraînement, offrant des dangers aux ouvriers chargés, soit du soin des machines, du huilage des transmissions ou de la réparation des courroies, devront être protégés à la satisfaction de l'inspecteur.

No 59. Dispositions protectrices contre les pièces en mouvement. — Les volants, manivelles, bielles, tiges passantes, etc., doivent être munis d'appareils protecteurs.

MACHINES.—OUTILS EN GENERAL.

No 60. Toutes les machines-outils actionnées par un arbre de transmission, à moins d'être contrôlables par une pédale ou un accouplement à friction, seront munies de poulies fixes et folles et d'un bras de désembrayage facilement manœuvrable de la place qu'occupe l'ouvrier.

No 61. Dans les machines à forer, le porte-forêt doit être maintenu en bon état et ne présenter aucune saillie.

MACHINES-OUTILS TRAVAILLANT LE BOIS

No 62. Les industriels devront adopter les meilleures dispositions pour protéger les ouvriers contre les accidents sur les machines à

APPARATUS UNDER PRESSURE

No 51 All apparatus under pressure must be provided with a steam gauge and safety valves, and be subjected to periodical inspection.

No 52 Accessories of wheels and turbines.—The sluice-gates must be water tight. The shaft must be provided with breaks, to stop the machinery as soon as the water is turned off.

MANAGEMENT OF DRIVING MACHINERY AND TRANSMISSIONS.

No 53 When the same motor drives several transmissions in different places, each transmission must be provided either with a disconnecting apparatus or with a signal for stopping the machinery, or for putting it in motion.

No 54 The putting in motion or stopping of the machine must always be preceded by a signal agreed upon.

No 55 Starting and stopping fly-wheels.—When the fly-wheel of an engine at dead centre is being moved by hand, care must be taken that the steam valve has been securely closed before hand.

PROTECTIVE PROVISIONS WITH REFERENCE TO TRANSMISSIONS, MACHINES, ETC

No 56 Transmissions of power by belting, cables, shafting, gearing or cog-wheels in a place through which workmen have to pass, must be closed up in boxes or encased to a height of five feet above the ground.

No 57 Vertical shafting, belting or cables, running from one storey to another must be enclosed in a box fastened to the ground to a height of five feet.

No 58 Gears, bolts, nuts, keys, feed rolls, offering danger to workmen, charged with the care of oiling the machinery or shafting, as of the repairing of belts, must be securely guarded to the satisfaction of the Inspector.

No 59 Protective provisions respecting machinery in motion.—Fly-wheels, cranks, connecting rods, guiding rods, etc., must be provided with protective apparatus.

MACHINE.—TOOLS IN GENERAL.

No 60 All machine tools driven by shafting, unless controlled by a pedal or a friction clutch, shall be provided with a fast and loose pulley and belt shifter easily worked from the spot occupied by the workmen.

No 61 In drilling machines, the drill stock must be smooth, free from projections, and kept in good order.

WOOD WORKING MACHINERY

No 62 Employers shall adopt the best means for the protection of their employees against accidents on their wood working ma-

bois, les scies à ruban et autres, les dégauchisseuses (buzz-planer), les toupies à cône (shaper), etc., devront être protégées à la satisfaction de l'inspecteur.

MEULES D'EMERY, MEULES A AIGUISER, ROUES DE POLISSAGE

No 63. Avant d'installer une meule nouvelle sur une machine, les contremaîtres ou surveillants devront d'abord vérifier la vitesse de la machine au moyen d'un indicateur. La vitesse maxima de la machine ne devra jamais dépasser le nombre de révolutions indiquées sur l'étiquette que les fabricants fixent sur chaque meule.

No 64. Lorsqu'une meule a un faux rond ou ne tourne pas juste, il faut procéder de suite à son redressage.

No 65. Les plateaux doivent être de bonne grandeur et le porte-outils bien ajusté et tenu constamment aussi près de la circonférence de la meule que possible.

No 66. L'inspecteur pourra ordonner l'installation d'appareils de protection contre l'éclatement des meules, et les moyens de ventilation des poussières qu'il jugera les plus efficaces.

MEULES A AIGUISER DE GRANDE DIMENSION.

No 67.—Avant l'installation d'une meule à aiguiser, celle-ci devra préalablement être suspendue, sondée au marteau, et examinée soigneusement.

No 68.—Il est défendu de laisser tremper les meules ; les auges seront vidées après chaque journée.

Chaque banc d'affileur doit être solidement ancré au bâti de la machine par une forte chaîne.

No 69.—Les cuirs de polissage sur les roues en bois doivent être posés solidement et de manière à ne laisser aucun joint ouvert sur la circonférence de la roue.

MANIEMENT DES COURROIES.

No 70.—L'inspecteur pourra ordonner l'installation de monte-courroies, passe-courroies, et autres appareils pour la manipulation des courroies sur les arbres de couche, et les contremaîtres devront en enseigner le fonctionnement aux employés chargés du maniement des courroies. Il est strictement défendu d'embrayer une courroie à la main de plus de trois pouces, à moins qu'on n'ait fait modérer le pouvoir.

SIGNAUX.

No 71.—Signaux à établir entre la machine et la chaudière.—De tels signaux doivent être établis quand la machine est éloignée de la chaudière.

No 72. Signaux à l'intérieur du local des machines motrices.—De tels signaux sont destinés à annoncer le commencement ou la fin du mouvement des transmissions.

SIGNAUX ENTRE LES DIFFERENTS LOCAUX OU L'ON A TRANSPORTE LA FORCE A DISTANCE

No 73. Ces signaux permettant aux ouvriers qui se trouvent dans les locaux conte-

chines, buzz-saws and others, buzz planers, shapers, etc., must be guarded to the satisfaction of the Inspector.

EMERY WHEELS, GRINDSTONES, AND BUFFING WHEELS

No 63 Before fitting on a new stone upon the machine, the foreman or overseer shall first verify the speed of the machine by means of an indicator. The maximum speed of the machine shall not exceed the number of revolutions marked on the label that makers have posted on each stone.

No. 64. When stones become uneven or cease to run level, they should be immediately dressed.

No. 65. The flanges must be of suitable size and the tool rest should be well adjusted and kept as close to the cutting face of the stone as possible.

No 66 The Inspector can order the installation of protective appliances against the bursting of stones, as well as the most efficient means of removing the dust generated.

LARGE GRIND STONES

No 67. Before putting a new grind stone in use, the same should first be hung up, and sounded with a hammer and be carefully examined.

No 68. It is forbidden to allow stones to soak. The troughs must be emptied after work each day.

The grinders' bench must be securely held to the frame of the machine by a strong anchor chain.

No 69. The leather covering of buffing wheels must be securely fixed to the wheel, leaving no open joints on the buffing face.

HANDLING BELTS

No 70. The inspector may order that and other apparatus be put up for handling belts on shafts and the foremen must explain the working of these to the workman charged with handling the belts. It is strictly forbidden to connect by hand a belt of more than three inches, unless the power has been lessened.

SIGNALS

No 71. Signals to be established between the machine and the boiler.—Such signals must be established when the machine is at a distance from the boiler.

No 72. Signals for the interior of engine or motor rooms.—Such signals are intended to convey a notice of the beginning or ending of the motion of transmissions.

SIGNALS BETWEEN THE DIFFERENT PLACES WHERE THE POWER IS CONVEYED TO A DISTANCE

No 73. Such signals enabling the workmen in the places containing machinery

nant les machines réceptrices, de commander l'arrêt ou la mise en mouvement au mécanicien qui dirige la machine génératrice de la force, devront être ou bien des coups de cloche, ou bien des coups de sifflet, ou une sonnerie électrique, excepté dans les cas où des appareils permettent l'arrêt à certaine distance des moteurs ou des transmissions.

GRAISSAGE, NETTOYAGE ET REPARATIONS

No 74. Les ouvriers ne doivent procéder au graissage, à la visite, au nettoyage ou à la réparation des machines ou mécanismes en mouvement qu'après en avoir été autorisés par le surveillant ou le contremaître.

No 75. Les parties en mouvement doivent être munies de graisseurs automatiques ; sinon le graissage n'est autorisé pendant que les pièces sont en mouvement que si elles sont pourvues d'appareils protecteurs mettant l'ouvrier à l'abri de tout danger. Tous les coussinets et paliers doivent être munis de graisseurs automatiques.

No 76. Le nettoyage des arbres, ainsi que des poulies à cable ou à courroies, lorsque le système est en mouvement, ne doit être effectué qu'en se plaçant soit sur le sol de l'atelier, soit sur des plateformes solides ; et, dans ces deux cas, on doit procéder à l'aide de balais, brosses, crochets, etc., munis d'une poignée de longueur convenable, et il est formellement interdit de se servir de gants ou de mitaines et d'opérer pendant le mouvement ou le nettoyage à la main à l'aide d'étaupe, de chiffons ou de papier d'emery.

PRECAUTIONS CONTRE L'INCENDIE

No 77. L'inspecteur pourra ordonner aux patrons de faire tous les arrangements intérieurs et d'avoir les appareils nécessaires pour prévenir les incendies.

No 78. Conservation de matières inflammables.—Les débris de chiffons imbibés d'huile doivent être gardés dans des caisses munies de couvercles, et des écriteaux portant le mot "inflammable" doivent être placés sur les matières qui présentent le danger d'incendie.

PRECAUTIONS EN CAS D'INCENDIE OU DE PANIQUE

No 79. Dans les établissements à trois étages ou plus, où les ouvriers travaillent au-dessus du deuxième étage, l'inspecteur pourra exiger la construction d'issues additionnelles et même d'escaliers de sauvetage à l'extérieur si les issues ordinaires de chaque côté de l'établissement ne sont pas suffisantes.

No 80. Ces issues doivent consister en ouvertures, portes ou fenêtres ouvrant sur le sens de la sortie, communiquant à des balcons ou galeries placés en dehors de l'établissement, dont une partie au moins ne doit pas être construite immédiatement au-dessus d'une ouverture d'un étage inférieur.

No 81. Un indicateur portant les mots "issue en cas de panique" doit indiquer l'accès de ces issues.

No 82. L'angle des escaliers ne doit guère dépasser 45 degrés.

driven to order the stoppage or starting of the motive power to the engineer who controls the machine generating power, consist either in striking a bell, blowing a whistle or sounding an electric bell, except in cases where the apparatus allows of stopping the motors or transmissions at a distance

OILING, CLEANING AND REPAIRS

No 74 Workmen shall not undertake to oil, inspect, clean or repair machines in motion or moving parts of machinery unless previously authorized to do so by the foreman or overseer.

No 75. Parts of machinery in motion must be provided with automatic lubricators ; otherwise the oiling of such parts, when in motion, will be permitted only if they are provided with protective apparatus, keeping the workmen safe from all danger. All the pillow-blocks and bearings must be provided with automatic libricators.

No. 76. Cleaning of shafts and the pulleys for cables or belting when the machine is in motion must be done only while standing on the floor of the workshop or on a solid platform. In either case brooms, brushes, hooks, etc., with handles should be used. It is expressly forbidden to wear gloves or mittens or to clean machinery in motion by hand with tow waste or emery cloth.

PRECAUTIONS AGAINST FIRE.

No. 77. The inspector may order the employer to make all interior arrangement and to provide all apparatus necessary for preventing fires.

No. 78. Keeping of inflammable materials.—Waste and rags saturated with oil must be kept in boxes with self closing covers, and notices with the printed word "Inflammables" shall be posted on materials of a highly combustible nature.

PRECAUTIONS IN CASE OF FIRE OR PANIC.

No. 79. In establishments three storeys high and over, where the operatives work above the second story, inspector may require the construction of additional exists and even of fire escape stairs on the outside, if the ordinary exists at each end of the establishment are insufficient.

No. 80. These exists shall consist of openings doors or windows opening outwards, leading to balconies or galleries of the establishment. A portion at least of which must not be built immediately over an opening in the lower storey.

No. 81. A notice with the word "Exit in case of panic", must indicate the way to such exists.

No. 82. The angle of the stairs should barely exceed 45 degrees.

No 83. Les balcons, galeries, échelles et escaliers doivent être construits en fer, et ces derniers doivent descendre jusqu'au sol. Cependant, la base de ces escaliers pourra être mobile.

No 84. Ces balcons, galeries et escaliers seront construits de la manière et aux endroits désignés par l'inspecteur.

No 85. Lorsque les fenêtres ou autres issues donnant sur les escaliers de sauvetage sont à plus de deux pieds de hauteur du plancher, on devra établir des gradins pour permettre aux occupants d'atteindre facilement ces issues.

No 86. Ces issues de sauvetage doivent toujours être tenues en bon état et libres de tout embarras ou de toute obstruction quelconque.

No 87. Dans le cas d'édifices à toit plat, une échelle de la largeur de 24 pouces devra communiquer du balcon le plus élevé au sommet du bâtiment et excéder le toit d'au moins 24 pouces.

No 88. L'inspecteur peut exiger l'adoption d'appareils spéciaux de sauvetage lorsque la situation particulière du local ou le nombre des personnes le rendent nécessaire.

No 89. Cependant, lorsque l'inspecteur jugera que la situation et l'installation des issues ordinaires sera suffisante, il pourra dispenser le patron de l'observation des prescriptions ci-dessus.

MESURES D'HYGIENE

No 90. Aérage.—Tous les locaux doivent être bien aérés, notamment ceux qui contiennent des forges, des fonderies, des meules, des couleurs et vernis, et ceux dans lesquels on manie les acides ou dans lesquels se dégagent des gaz délétères.

No 91. Thermomètre.—Afin de juger du degré de la température, des thermomètres seront placés en nombre suffisant aux endroits désignés par l'inspecteur.

No 92. Travaux dangereux.—Les travaux dans les conduites de gaz, canaux de fumée et appareils contenant des gaz délétères, ne doivent être entrepris qu'avec l'autorisation d'un surveillant préposé à ces appareils. On devra procéder au préalable à l'épreuve de l'atmosphère contenue dans ces derniers et attacher les ouvriers appelés à y travailler à l'aide d'une ceinture de sûreté.

BIEN-ETRE DES EMPLOYES.

No 93. Les patrons, dans le but d'atténuer, autant que possible les fatigues des ouvriers et ouvrières, et leur assurer le bien-être dans une juste mesure, devront se conformer aux prescriptions suivantes :

(a) Mettre à la disposition de leur personnel de l'eau de bonne qualité et les moyens d'assurer la propreté individuelle.

(b) Les ouvriers et ouvrières dont le travail leur permet de s'asseoir, devront être pourvus de chaises convenables avec un bon dossier.

(c) En tenant compte du nombre des employés, l'inspecteur pourra exiger que le patron donne aux employés un local propre pour prendre leurs repas, et un vestiaire convenable pour y déposer et remettre leurs vêtements de sortie.

No 83. The balconies, galleries, ladders and stairs must be made of iron and there latter must go down to the ground. The lower end of the stairs however may be movable.

No 84. These balconies, galleries and stairs shall be built at the places and in the manner indicated by the inspector.

No 85. When windows or other exits leading to the fire escape stairs are more than two feet above the floor steps must be placed to enable the inmates to easily reach such exits.

No 86. These safety exits must always be kept in good order and clear of all impediments or obstructions whatsoever.

No 87. In the case of buildings with flat roofs a ladder 24 inches wide must give communication from the highest balcony to the top of the building and exceed the roof by at least 24 inches.

No 88. The inspector may insist upon special safety appliances being adopted, when the particular situation of the premises or the number of persons renders the same necessary.

No 89. Nevertheless when the inspector considers that the situation and installation of the usual exits are sufficient he may dispense the employer from observing the above prescriptions.

SANITARY MEASURES.

No 90. Ventilation.—All work rooms must be well aired, especially such as contain forges, foundries, grind stones, paints and varnishes, and those in which acids are handled, or in which deleterious gases are generated.

No 91. Thermometer.—Thermometers to indicate the degree of temperature shall be placed in sufficient number at the spots indicated by inspector.

No 92. Dangerous work.—Work in gas mains, smoke flues, and apparatus containing deleterious gases, must not be undertaken without the authorization of a person placed in charge of the same. The air contained in them must first be tested, and the workmen who have to work in them, must be secured by means of a safety belt.

COMFORT OF EMPLOYEES.

No 93. In order to relieve their employees as much as possible of their fatigue, and provide in an adequate manner for their personal comfort, employers will conform with the following prescriptions, viz :

(a) Give their employees facilities for securing individual cleanliness and water of good quality.

(b) Employees of both sexes whose occupations permit of their sitting down shall be provided with chairs furnished with a suitable back.

(c) Taking an account of the number of employees, inspectors may require employers to provide suitable places where the employees can take their meals and change their clothing.

(d) Ils devront faire installer des crachoirs en nombre suffisant dans les différentes parties de l'atelier et de la fabrique qui leur seront désignées par l'inspecteur.

(e) Lorsque le travail se prolonge après six heures du soir, en vertu de la permission accordée par l'inspecteur, sous l'autorité de l'article 3026 de la loi, un intervalle d'au moins 30 minutes sera accordé aux employés pour prendre leur repas, et un avis signé par l'inspecteur, informant les employés du changement des heures de travail, devra être affiché.

(Formule)

AVIS.

En vertu de la loi des établissements industriels, article 3026, sections a, b, c, concernant les heures supplémentaires de travail qu'il est permis de faire faire aux enfants, femmes, filles.

Avis est donné aux intéressés qu'à partir de la date ci-dessous, le travail pourra être prolongé jusqu'à 9 heures du soir pour une période de six semaines seulement.

Nombre total d'heures par semaine.

Daté à ce jour de

Signature du patron.

Signature de l'inspecteur.

No 94. Les employés ne devront point prendre leurs repas dans les ateliers ni dans aucun local affecté au travail, si l'inspecteur le défend. Mais dans tous les cas, les ouvriers doivent avoir un endroit où ils pourront faire chauffer leurs aliments, et, par les temps rigoureux, prendre leurs repas à l'abri du froid, de la pluie et de la neige.

LIEUX D'AISANCE.

No 95. Chaque établissement doit être pourvu d'urinoirs dans la proportion de un par cinquante hommes et garçons, ou moins, y employés, et de cabinets d'aisance inodores ("earth closets" ou "water closets") dans la proportion de une par vingt-cinq personnes, ou moins, y employées.

No 96. Dans les établissements pourvus de closets avec sièges se relevant, ceux-ci seront requis dans la proportion de un par vingt-cinq personnes. Dans ce cas, les urinoirs ne seront pas nécessaires.

No 97. Ces cabinets d'aisance ne devront pas avoir moins de 30 pouces de largeur par 45 pouces de profondeur.

No 98. L'inspecteur peut prescrire quelles seront la forme, la situation et les dimensions de tels urinoirs et cabinets, déterminer le choix des matériaux avec lesquels ils devront être construits, et donner toute direction qu'il jugera nécessaire.

No 99. L'inspecteur a le droit de condamner les urinoirs et cabinets s'ils ne sont pas construits d'après ses directions et les dispositions des règlements, ou s'il trouve que les lieux d'aisance destinés à l'usage de chaque sexe n'ont pas une entrée ou accès séparé et convenable.

No 100. Les portes d'entrées des cabinets des ouvriers et des ouvrières devront être dissimulées par un cloisonnement ou de toute autre manière désignée par l'inspecteur.

(d) Provide a sufficient number of spit-cups and place the same in the different parts of the factory designated by the inspector.

(e) When working operations are carried on after six o'clock of the evening, according to the overtime permit, granted under provisions of article 3026 of the Act, and interval of at least thirty minutes shall be granted to the employees for their evening meal. A notice informing the employees of the change in the hours of work signed by the inspector shall be posted up.

(Formula)

NOTICE

In virtue of the Industrial Establishments Act, article 3026, sections a, b, c, concerning the supplementary hours of work of children, girls and women.

Notice is hereby given that beginning from the undermentioned date the work may be carried on until nine o'clock in the evening for a period not exceeding six weeks.

Total number of hours each week.

Dated this day

of

Employer's signature.

Inspector's signature.

No. 94. Workmen must not take their meals in the workshop, or any place where work is carried on, when forbidden by the inspector. They shall, however, in all cases, have a place where they can warm their food, and in bad weather take their meals sheltered from coal, rain or snow.

CLOSETS.

No. 95. Each establishment must be provided with urinals in the proportion of at least one to every twenty-five persons therein employed.

No. 96. Water closets with lifting seats.—In establishments provided with water closets with lifting seats, the latter must be in proportion of one to every twenty-five persons. In this case, urinals are not necessary.

No. 97. Dimensions of closets.—These closets must not be less than 30 inches in width by 45 in depth.

No. 98. Forms and dimensions.—The inspector may prescribe the form of such urinals and closets, their location, dimensions and material of which they are to be built, and give all such directions as he may deem necessary.

No. 99. The inspector has the right to condemn the urinals and closets if they are not built in accordance with the requirements of these regulations, or if he finds that the closets of each sex have not a separate and suitable access or entrance.

No. 100. The doors access to the closets for the use of male and female employees shall screened by a partition or in manner prescribed by the inspector.

EQUIPEMENT PERSONNEL DES OUVRIERS

No 101. Vêtements.—Les vêtements des ouvriers qui se tiennent près des appareils en mouvement, et plus particulièrement de ceux qui sont chargés de huiler ou réparer les machines, doivent être boutonnés et collants.

No 102. Gants, mitaines.—Il est défendu de porter des gants ou des mitaines dans le maniement des scies ou la manipulation des courroies.

No 103. Les cheveux des filles ou femmes employées dans les établissements industriels devront être nattés et retenus sur la tête de manière à ne pouvoir venir en contact avec les transmissions ou les machines en mouvement, ou même avec les matières ou substances qu'elles sont appelées à manipuler.

No 104. Lunettes.—Les ouvriers qui sont attachés au service d'appareils lançant des étincelles ou des éclats doivent être pourvus de lunettes, et, dans les établissements où se dégagent des gaz délétères et où se répandent des poussières nuisibles, les ouvriers devront être pourvus d'appareils respiratoires approuvés par l'inspecteur.

SOINS AUX MALADES ET AUX BLESSES

No 105. Advenant un accident, on doit appeler le médecin en toute hâte.

No 106. Dans les grandes usines, l'inspecteur pourra exiger que quelques personnes aient reçu des instructions nécessaires pour pouvoir donner les premiers soins tel qu'indiqué ci-après :

PREMIERS SOINS A DONNER AUX BLESSES EN ATTENDANT L'ARRI- VEE DU MEDECIN

Blessures.

1. Arrêter l'écoulement du sang avec des compresses imbibées d'eau légèrement mélangée de tannin ; si le sang sort par jet appliquer sur l'ouverture un tampon de coton absorbant imbibé de liqueur de perchlorure de fer, et l'y retenir au moyen d'un bandage.

2. Pour une coupure peu profonde, rapprocher la peau et la retenir en place au moyen de bandelettes de taffetas gommé (plaster).

3. Pour une plaie où la peau est ou emportée, broyée, panser avec de la charpie trempée dans une solution d'acide carbonique, (une cuillerée à thé par chopine d'eau).

4. Pour une contusion sans déchirure, laver la plaie avec de l'eau fraîche et la couvrir avec une compresse imbibée d'un mélange d'une cuillerée à thé de sucre de plomb dans un verre d'eau.

5. Stimulant.—De toute façon, lorsqu'il y aura syncope, fatigue et éblouissement, étendre le malade de tout son long et voir à ce que ses habillements ne gênent nullement sa respiration ; lui faire prendre un petit verre de bon cognac ou whiskey ; lui faire respirer du carbonate d'ammoniac.

Brulures.

Appliquer un liniment, moitié eau de chaux et moitié huile d'olive, bien mélangé, envelopper les parties brûlées de coton absorbant,

PERSONAL EQUIPMENT OF EMPLOYEES

No. 101. Clothing.—The clothing of employees having to work around moving parts of machinery and particularly those whose duty it is to oil up and repair machines, must be buttoned and close fitting.

No. 102. Gloves and mittens.—It is forbidden to wear gloves or mittens when working at saws or handling belts.

No. 103. Girls and women employed in Industrial establishments shall wear their hair plaited and fastened to their heads, so that it will not come in contact either with the moving shafting or machines or with the substances or material which they are handling.

No. 104. Spectacles.—Workmen employed at machines emitting sparks or splinters, must be provided with spectacles, and in establishments where deleterious gases or dusts are generated, the employee shall be provided with respirator masks, approved by the inspector.

CARE OF THE SICK AND WOUNDED.

No. 105. When an accident happens, the doctor must be called in at once.

No. 106. In large establishments, the inspector may require that some persons shall have acquired the necessary instructions to be able to give the first care as hereinafter mentioned.

FIRST CARE TO BE GIVEN TO THE WOUNDED PENDING THE ARRIVAL OF THE PHYSICIAN.

Wounds

1. Stop the flow of blood by means of compresses saturated with water mixed with a small quantity of tannin. If the blood flows in jets or spurts, place on the wound a plug or topper of absorbent cotton saturated with a solution of perchloride of iron and tie it on with a bandage.

2. If the cut is not deep, bring the edges of the wound together by means of strips of adhesive plaster.

3. When the skin is lacerated or torn, dress with lint saturated with a solution of carbolic acid (a teaspoonful to a pint of water).

4. For a contusion when the skin is not broken, wash with cold water and keep covered with a cloth saturated with a solution of spoonful of sugar of lead in a tumbler of water.

5. Stimulant.—Whenever there is any syncope or fainting, exhaustion and giddiness, stretch the patient out at full length and see that this clothing does not interfere with his breathing ; give him a small quantity of good brandy or whiskey and make him inhale carbonate of ammonia.

Burns

Apply a mixture of equal parts of lime water and olive oil well mixed, wrap the burned parts with absorbent cotton and keep

et retenir le tout au moyen de bandages.

Comme stimulant, employez les mêmes moyens qu'au No 5.

Foulures, Entorses.

S'il y a peu d'inflammation, envelopper le membre lésé avec une bande fortement fixée ; si l'on craint l'inflammation, appliquer de la glace ou neige enveloppée, et à défaut de l'eau très froide souvent renouvelée.

Stimulant, comme au No 5.

Fractures.

Placer le malade dans une position horizontale, mettre le membre cassé dans une position naturelle, le soutenir dans cette position avec des coussins et clisses de bois.

Stimulant, comme au No 5.

Coups sur la tête.

Coucher le malade la tête élevée et faire application de neige ou de glace enveloppée, ou à défaut d'eau très froide souvent renouvelée.

Celui qui est appelé à panser une plaie, doit, autant que possible, avant d'agir se laver les mains dans une solution d'acide carbolique (une cuillerée à thé à la chopine).

Pour tous les lavages de surfaces ulcérées, l'eau doit être mélangée d'acide carbolique, liquide, dans la proportion d'une cuillerée à thé pour une chopine d'eau.

No 107. Ecriteaux indiquant les soins à donner aux blessés.—Des écriteaux indiquant les soins à donner aux blessés, tel qu'indiqué ci-dessus, doivent être apposés dans les ateliers.

No 108. Médicaments, etc.—Des médicaments, bandages, etc., tel qu'indiqué ci-dessus, devront, si l'inspecteur l'exige, être placés dans l'atelier pour permettre de donner les premiers soins. L'avis qui doit être envoyé à l'inspecteur après un accident, conformément à la loi, aura la forme suivante :

A M.

Inspecteur des établissements
Industriels.

Avis vous est par les présentes donné conformément à l'art. 3027 par. 2, de la loi des Etablissements Industriels 1894, d'un accident arrivé dans l'établissement ci-dessus mentionné et dont voici les détails :

- 1.—Nom et âge de la personne blessée.
- 2.—Résidence. . . Rue. . . Ville. . Comté. . .
- 3.—Localité et nom de l'établissement.
- 4.—Date de l'accident.
- 5.—Cause de l'accident.
- 6.—Résultats de l'accident.
- 7.—Où la personne blessée a été transportée.
- 8.—Remarques.

Daté. jour de 190.

Signature du Patron ou Agent.

the whole in place with bandages.

For a stimulant use the same means as indicated in No. 5 above.

Sprains

If there is no inflammation, bandage the wounded limb with a tight bandage. If there is any fear of inflammation, apply ice or snow wrapped in a cloth, or if this cannot be procured apply very cold water which should be frequently changed.

For stimulant as indicated in No. 5.

Fractures

Lay the patient in a horizontal position, place the broken limb in a natural position and maintain it in that position by means of pillows or cushions and wooden splints.

For stimulant as indicated in No. 5.

Blows on the head

Lay the patient down and keep his head raised, apply ice or snow wrapped in a cloth or if this cannot be procured bathe with very cold water which should be frequently changed.

The person who has to dress a wound should, if possible, before doing so, wash his hands in a solution of carbolic acid (a teaspoonful to a pint of water).

In washing ulcerated surface the water should be mixed with liquid carbolic acid in the proportion of a teaspoonful to a pint of water.

No. 107. Placards indicating the care to be given to the wounded.—Placards indicating care to be given to the wounded, as above stated, must be posted up in the workshop.

No. 108. Medicines, etc.—The medicines, bandages, etc., as indicated above, must, if the inspector requires, be kept in the workshop to enable the first care to be given. The notice to be sent to the inspector according to law, after an accident will be in the following form :

To Mr.

Inspector of Industrial
Establishments.

You are hereby notified, pursuant to Art. 3027. Par. 2, of the Industrial Establishment Act, 1894, of the happening of an accident in the establishment hereunder mentioned, whereof the following are the particulars :

- 1.—Name and age of person injured.
- 2.—Residing on. . . Street. . . City. . . County. . .
- 3.—Location and name of establishment.
- 4.—Date of accident.
- 5.—Cause of accident.
- 6.—Injuries resulting therefrom.
- 7.—Where injured person sent.
- 8.—Remarks.

Dated at. this. day of. 190.

Signature of Employee or Agent,

PRECAUTIONS DIVERSES

No 109. On doit enseigner à tous les ouvriers de l'atelier l'usage du système ou signal leur permettant de provoquer, en cas d'accident, l'arrêt de toutes les machines.

No 110. Quand une courroie n'est pas en service, il faut la suspendre à une place telle que la poulie ou les arbres ne puissent la saisir d'eux-mêmes.

No 111. Les opérations relatives aux courroies ou autres modes de transmission doivent être interdites aux femmes, filles et enfants, et confiées à des ouvriers adultes.

No 112. Déplacement des objets d'un poids considérable.—Une personne expérimentée doit être préposée à surveiller l'opération. Ce travail ne sera entrepris qu'après vérification des câbles, chaînes, moutures, palans et autres appareils de levage.

No 113. Le maniement des courroies.—Les patrons devront se conformer aux indications qui leur seront fournies par les inspecteurs et adopter le meilleur système possible pour le maniement des courroies. Ils devront installer des monte-courroies et porte-courroies et en enseigner le fonctionnement aux employés chargés de ce service.

DISPOSITIONS SPECIALES

No 114. L'inspecteur, après avoir signalé au patron les défauts soit dans la construction ou l'entretien des bâtisses, soit dans l'installation et l'entretien de l'établissement, ou autres défauts résultant de l'absence de ce qui est nécessaire pour protéger la vie et la santé des ouvriers, devra suggérer les ouvrages qui lui paraîtront nécessaires, laissant cependant au patron le choix des changements à faire pour que son établissement soit tenu en conformité de la loi et des règlements.

No 115. Après réception des présents règlements, tout intéressé aura le droit de provoquer, par une demande à l'inspecteur de la division, une visite de son établissement par le service d'inspection, et de se faire indiquer par ce service les dispositions qui seraient considérées comme ne remplissant pas les conditions de salubrité et de sécurité exigées par les règlements.

No 116. Si l'application des prescriptions des règlements nécessite une modification notable des dispositions de l'établissement, il sera accordé un premier sursis d'office calculé d'après l'importance des modifications jugées nécessaires. Passé le délai fixé par ce sursis, les présents règlements recevront leur pleine et entière exécution.

No 117. Le délai accordé aux patrons pour se mettre en règle sera à la discrétion de l'inspecteur.

Formule des certificats d'âge des enfants ou jeunes filles employés dans les fabriques.

Article 3023, S. R. P. Q.

Questions.

Réponses.

Nom du père
Nom de la mère
Nom du gardien ou tuteur
Nom de l'enfant ou jeune fille

VARIOUS PRECAUTIONS

No. 109. All workmen in the shop must be taught how to make use of the system or signal, by which all the machine can be stopped, in case of accident.

No. 110. When a belt is not in use, it must be hung up in a place where it cannot be caught by the pulleys or shafts.

No. 111. Women, girls and children must be forbidden to do any operations connected with belting or other modes of transmission. This should be done by adult workmen.

No. 112. Moving of heavy objects.—An experienced person must superintend the operation which shall not be undertaken until after the cables, chains, chain blocks, winches and other lifting apparatus have been examined.

No. 113. Handling of belts.—Employer shall conform with inspector's requests and adopt the best system possible of handling belts; they should provide fixe and hand belt mounters and see that the employees charged with this work are instructed in the use of the same.

SPECIAL PROVISIONS

No. 114. The inspector, after pointing out to the employer any defect that may exist in the construction or the maintenance of the buildings, or in the installation and maintenance of the establishments, or other defects resulting from the absence of what is necessary for protecting the lives and health of workmen, must suggest the works he may consider necessary, leaving, however, the employer to choose the alteration to be made in order that his establishment may in everything be comfortable to law and to regulations.

No. 115. On receipt of the present regulations every person interested shall have the right to apply to the inspector of the district to visit his establishment and have him point out the arrangements which might be considered as not complying with the conditions as to safety and salubrity required by the regulations.

No. 116. If the application of the prescriptions of the regulations necessitate a considerable alteration in the arrangements of the establishment, a first respite shall be granted calculated according to the extent of the alterations considered necessary. When the delay fixed by this respite has expired, the present regulations shall be fully and completely carried out.

No. 117. The delay granted to the employer to comply with the regulations shall be at the discretion of the inspector.

Form of certificate of age, Art. 3023. Revised Statutes of the Province of Quebec. Children and young girls employed in the establishment.

57 Vict., Cap. 30, Art 3023 R. S. P. Q.
Certificate of age

Questions

Answers

Name of father
Name of mother
Name of guardian or tutor
Name in full (child or young girl)

Date de la naissance.
 Age
 Lieu de naissance
 Résidence
 Employé comme
 Nom du patron, son adresse.

Je certifie par ces présentes que les réponses aux questions faites ci-dessus, sont en tout point conformes à la vérité.

(Cette déclaration doit être signée par le père ou la mère, ou à leur défaut par le tuteur, le gardien ou le médecin de l'enfant ou jeune fille, avec l'adresse du signataire et la date.

Signature.
 Adresse.
 Date.



PROVINCE DE QUÉBEC.

DÉPARTEMENT DES TERRES, MINES ET PÊCHERIES.

SECTION DES BOIS ET FORÊTS.

Québec, 19 avril 1902.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus de la province de Québec, les limites à bois ci-après désignées, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, et dans l'état où elles sont actuellement, seront offertes en vente à l'enchère, au bureau du Ministre des Terres, Mines et Pêcheries, en cette ville, le MARDI, TROISIÈME jour de JUIN 1902, à ONZE heures de l'avant-midi.

OTTAWA SUPERIEUR.

	Superficie Milles carrés.
Rivière du Lièvre, branche N. O. 3.....	50
Rivière du Lièvre, branche N. O. 4.....	50

OTTAWA INFÉRIEUR.

Harrington, Est Rivière Rouge.....	6 1/5
Harrington, Ouest Rivière Rouge.....	2 1/2

SAINT-MAURICE.

Manouan 1 Nord.....	50
Manouan 2 Nord.....	24
Manouan 3 Nord.....	35
Manouan 1 Sud.....	50
Manouan 2 Sud.....	50
Manouan 3 Sud.....	45
Manouan 8 Sud.....	30
Manouan 9 Sud.....	21
Arrière Manouan 3 Nord.....	30
Arrière Manouan A. Nord.....	40
Arrière Manouan B. Nord.....	49
Arrière Manouan C. Nord.....	50
Arrière Manouan D. Nord.....	50
Ile Bostonnais.....	10
Bostonnais 3 Nord.....	40
Haut Saint-Maurice Nos 1 à 40, chacune.....	50

SAINT-CHARLES.

Rivière à Mars 3.....	20
Rivière du Moulin 4.....	12
Rivière Jacques-Cartier Branche N. O. 2.....	37
Rivière Jacques-Cartier 2 Ouest.....	42
" " " 2 Est.....	38

Date of birth.
 Age
 Where born
 Residence
 To be employed as
 Name and address of employer.

I hereby certify that the answers to the above questions are true in every particular.

(Signed by father or mother or by the guardian tutor or certifying doctor.)

Signature, of father or mother.
 Address.
 Date.



PROVINCE OF QUEBEC

DEPARTMENT OF LANDS, MINES AND FISHERIES.

WOODS AND FORESTS.

Quebec, 19th April, 1902.

Notice is hereby given that, conformably to sections 1334, 1335 and 1336 of the consolidated statutes of the province of Quebec, the timber limits hereinafter mentioned, at their estimated area, more or less, and in their present state, will be offered for sale, at public auction, in the Department of Lands, Mines and Fisheries, in this city, on TUESDAY, the THIRD day of JUNE 1902, at ELEVEN o'clock A. M.

UPPER OTTAWA

	Area Square Miles.
River du Lièvre, N. W. Branch 3.....	50
River du Lièvre, N. W. Branch 4.....	50

LOWER OTTAWA.

Harrington East River Rouge.....	6 1/5
Harrington West River Rouge.....	2 1/2

SAINT MAURICE.

Manouan 1 North.....	50
Manouan 2 North.....	24
Manouan 3 North.....	35
Manouan 1 South.....	50
Manouan 2 South.....	50
Manouan 3 South.....	45
Manouan 8 South.....	30
Manouan 9 South.....	21
Rear Manouan 3 North.....	30
Rear Manouan A. North.....	40
Rear Manouan B. North.....	49
Rear Manouan C. North.....	50
Rear Manouan D. North.....	50
Bostonnais Island.....	10
Bostonnais 3 North.....	40
Upper Saint Maurice Nos. 1 to 40, each.....	50

SAINT CHARLES.

River à Mars 3.....	20
River du Moulin 4.....	12
River Jacques Cartier N. W. Branch 2.....	37
River Jacques Cartier 2 West.....	42
" " " 2 East.....	38

	Superficie Milles carrés.
Rivière Jacques-Cartier 3.....	30
" " " Branche N. E., 1	
" " " Ouest.....	42
" " " Branche N. E., 1 Est	31
" " " Branche N. E., 2 Est	50

LAC SAINT-JEAN CENTRE.

Canton Dequen, rang 4.....	1
Canton Métabetchouan, 1.....	1½
Rivière Ouatichouan, 141.....	19½
Rivière Ouatichouan, 142.....	25

LAC SAINT-JEAN OUEST.

Canton Charlevoix 2.....	1½
--------------------------	----

LAC SAINT-JEAN NORD-OUEST.

Rang 1, Nord du Lac Saint-Jean, 2.....	31
" " " 3.....	29
Rang 2, Nord du Lac Saint-Jean, 3.....	18
" " " 4.....	25
Rang 3, Nord du Lac Saint-Jean, 4.....	28
Rivière Mistassini, 4.....	13½
Petite Rivière Péribonka.....	29
Rivière au Saumon, 1.....	46
" " 2.....	49
" " 3.....	41½

SAGUENAY.

Rivière à la Chasse et aux Anglais.....	34
" Saint-Laurent, Ouest.....	30
" Mistassini et Sheldrake, 1.....	32½
" Saint-Nicolas, Ouest.....	25½
" Saint-Nicolas 2 Est.....	7½
" Saint-Jean 7.....	12
" Saint-Jean 8.....	12
Rivière Saint-Jean Branche Est 1.....	22
" Saint-Jean Branche Est 2.....	18
" Saint-Jean Branche Est 3.....	30
Rivière au Saumon 1.....	34
Rivière Manicouagan 3.....	24
Rivière Manicouagan 4.....	27
Rivière Manicouagan 6.....	58
Rivière Manicouagan, Nos 7 à 28, chacune..	50
Partie de Saguenay Est A.....	7
Saguenay Ouest 1 A.....	10
Partie de Saguenay 3 et 4 Ouest.....	49
Canton Albert 88.....	20½
Rivière Magpie 3.....	32
" " 4.....	32
" " 5.....	32
" " 6.....	32
" " 7.....	32
" " 8.....	32
Escoumains 5 Est.....	34
Sault au Mouton 3.....	36
Rivière Malbaie 8 A.....	40
" " 9 A.....	53
" " 10.....	60
" " 11.....	57
" " 12.....	54
" " 13.....	49
" " 14.....	26
" " 15.....	45
" " 16.....	32
Canton Callières.....	15
Sault au Cochon 1 Est.....	30
Rivière Portneuf Branche Nord Est.....	50
Rivière Marguerite 1 Ouest.....	25
" " 2.....	20
" " 3.....	20
" " 4.....	20
" " 5.....	15
" " 1 Est.....	25
" " 2.....	20
" " 3.....	20
" " 4.....	20
" " 5.....	15

	Area Square miles.
River Jacques Cartier 3.....	30
" " " N. E. Branch, 1 West.	42
" " " N. E. Branch, 1 East.	31
" " " N. E. Branch, 2 East..	50

LAKE SAINT JOHN CENTRE.

Township Dequen, range 4.....	1
Township Metabetchouan, 1.....	1½
River Ouatichouan, 141.....	19½
River Ouatichouan, 142.....	25

LAKE SAINT JOHN WEST.

Township Charlevoix, 2.....	1½
-----------------------------	----

LAKE SAINT JOHN NORTH WEST

Range 1, North of Lake Saint John, 2.....	31
" " " 3.....	29
Range 2, North of Lake Saint John, 3.....	18
" " " 4.....	25
Range 3, North of Lake Saint John, 4.....	28
River Mistassini 4.....	13½
Little River Péribonka.....	29
River au Saumon, 1.....	46
" " 2.....	49
" " 3.....	41½

SAGUENAY.

River à la Chasse et aux Anglais.....	34
" Saint Lawrence, West.....	30
" Mistassini & Sheldrake, 1.....	32½
" Saint Nicolas West.....	25½
" Saint Nicholas 2 East.....	7½
" Saint John 7.....	12
" Saint John 8.....	12
River Saint John East Branche 1.....	22
" Saint John East Branche 2.....	18
" Saint John East Branche 3.....	30
River au Saumon 1.....	34
River Manicouagan 3.....	24
River Manicouagan 4.....	27
River Manicouagan 6.....	58
River Manicouagan, Nos 7 to 28, each.....	50
Part of Saguenay East A.....	7
Saguenay West 1 A.....	10
Part of Saguenay 3 and 4 West.....	49
Township Albert 88.....	20½
River Magpie 3.....	32
" " 4.....	32
" " 5.....	32
" " 6.....	32
" " 7.....	32
" " 8.....	32
Escoumains 5 East.....	34
Sault au Mouton 3.....	36
River Malbaie 8 A.....	40
" " 9 A.....	53
" " 10.....	60
" " 11.....	57
" " 12.....	54
" " 13.....	49
" " 14.....	26
" " 15.....	45
" " 16.....	32
Township Callières.....	15
Sault au Cochon 1 East.....	30
River Portneuf North East Branch.....	50
River Marguerite 1 West.....	25
" " 2.....	20
" " 3.....	20
" " 4.....	20
" " 5.....	15
" " 1 East.....	25
" " 2.....	20
" " 3.....	20
" " 4.....	20
" " 5.....	15

VALLEE DE METAPEDIA.

	Superficie Milles carrés.
Canton Matalik 1.....	18
Canton Matalik 2.....	18½

RIMOUSKI OUEST.

Canton Neigette 2.....	3
Arrière Mistigouèche.....	35
Canton Macpès 5.....	3½
Canton Fleuriault.....	1

RIMOUSKI EST.

Canton Matane 4.....	2
----------------------	---

BONAVENTURE OUEST.

Rivière Escuminac Nord 3.....	12
Rivière Nouvelle 1.....	50
Rivière Nouvelle 4.....	16
Grande Cascapédia 1.....	14½
“ “ 2.....	21
“ “ 3.....	31
“ “ 4.....	18
“ “ 7.....	18
Turner's Brook.....	32
Joshua Brook.....	27
Petite Cascapédia 1.....	15
Petite Cascapédia 2.....	28
Clark's Brook 2.....	4
Flatlands Brook 2.....	2
Canton Ristigouche.....	2
Rivière André Branche Ouest 2.....	3½
Rivière Assemetquagan.....	10
Stuart Brook 1.....	3½
Stuart Brook 2.....	10½
Rivière Skimenac Branche Ouest.....	3½
Rivière Skimenac Branche Sud.....	9½
Canton Angers 2.....	8
Mann Brook Est.....	7
Canton Carleton 5.....	3½
Canton Carleton 3.....	4
Rivière André Branche Ouest Canton Ristigouche.....	4

GASPE OUEST.

Rivière Cap-Chat 1.....	48
Rivière Cap-Chat 2.....	45
Rivière Madeleine 2 Nord.....	50
“ “ 3 Nord.....	50
“ “ 4 Nord.....	50
“ “ 5 Nord.....	50
“ “ 6 Nord.....	50
“ “ 1 Sud.....	50
“ “ 2 Sud.....	50
“ “ 3 Sud.....	50
Canton Denoue.....	19
Canton Taschereau.....	48

GASPE CENTRE.

Baie de Gaspé Sud 3.....	10
Baie de Gaspé Nord 1.....	14½
Canton Fox 4.....	7
Canton Sydenham Nord.....	10

CONDITIONS DE LA VENTE.

Aucune limite ne sera adjugée à un prix moindre que le minimum fixé par le département.

Les limites seront adjugées au plus haut enchérisseur, sur le paiement du prix d'achat, en espèces ou par chèque accepté par une banque incorporée. A défaut de paiement, elles seront immédiatement remises à l'enchère.

La rente foncière annuelle de trois piastres par mille, ainsi que la taxe de feu, est aussi payable immédiatement.

MATAPEDIA VALLEY

	Area Square Miles.
Township Matalik 1.....	18
Township Matalik 2.....	18½

RIMOUSKI WEST

Township Neigette 2.....	3
Rear Mistigouèche.....	35
Township Macpès 5.....	3½
Township Fleuriault.....	1

RIMOUSKI EAST

Township Matane 4.....	2
------------------------	---

BONAVENTURE WEST

River Escuminac North 3.....	12
River Nouvelle 1.....	50
River Nouvelle 4.....	16
Grand Cascapédia 1.....	14½
“ “ 2.....	21
“ “ 3.....	31
“ “ 4.....	18
“ “ 7.....	18
Turner's Brook.....	32
Joshua Brook.....	27
Little Cascapédia 1.....	15
Little Cascapédia 2.....	28
Clark's Brook 2.....	4
Flatlands Brook 2.....	2
Township Ristigouche.....	2
River André, West Branch 2.....	3½
River Assemetquagan.....	10
Stuart Brook 1.....	3½
Stuart Brook 2.....	10½
River Skimenac West Branch.....	3½
River Skimenac South Branch.....	9½
Township Angers 2.....	8
Mann Brook East.....	7
Township Carleton 5.....	3½
Township Carleton 3.....	4
River André, West Branch, township Ristigouche.....	4

GASPE WEST.

River Cap-Chat 1.....	48
River Cap-Chat 2.....	45
River Magdalen 2 North.....	50
“ “ 3 North.....	50
“ “ 4 North.....	50
“ “ 5 North.....	50
“ “ 6 North.....	50
“ “ 1 South.....	50
“ “ 2 South.....	50
“ “ 3 South.....	50
Township Denoue.....	19
Township Taschereau.....	48

GASPE CENTRE.

Gaspé Bay South 3.....	10
Gaspé Bay North 1.....	14½
Township Fox 4.....	7
Township Sydenham North.....	10

CONDITIONS OF SALE.

No limit will be adjudged at less than the minimum price fixed by the department.

The limits will be adjudged to the highest bidder on payment of the purchase price, in cash or by cheque accepted by a duly incorporated bank. Failing payment, they will be immediately re-offered for sale.

The annual ground rent of three dollars per mile, with fire tax, is also payable immediately.

Les limites, une fois adjugées, seront sujettes aux dispositions des règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en force ou qui pourront le devenir plus tard.

Des plans, indiquant les limites ci-dessus désignées, sont déposés au département des Terres, Mines et Pêcheries, en cette ville, et au bureau des agents des terres et des bois pour les diverses agences où sont situées ces limites, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

N. B.—Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

S. N. PARENT,

Ministre des Terres,
Mines et Pêcheries.

1545

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte inférieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal où il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne

Those timber limits, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plans of limits offered for sale are opened for inspection in the Department of Lands, Mines and Fisheries, in this city, and at the office of the Crown lands and timber agents in the different agencies in which said limits are situated, up to the day of sale.

N. B.—No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized by the department.

S. N. PARENT,

Minister of Lands,
Mines and Fisheries

1546

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53 whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or altering any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public.

doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de verser au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de ce bill ne doivent pas déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des membres en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'expression du bill dans le volume des statuts et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

Accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the bill in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

1737

LOUIS FRECHETTE,

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

1738

LOUIS FRECHETTE,

G. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres Permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de villes ou de compagnies à fonds social ou de compagnie de chemins de fer ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires à l'Acte des clauses générales des corporations de villes ou à l'Acte des clauses générales des compagnies à fonds social, ou à l'Acte général des chemins de fer de Québec, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements. (B. 615, 639, 657.)

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporation of Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from "The Town Corporations General Clauses Act", or from "The Joint Stock Companies General Clauses Act", or from "The Quebec Consolidated Railway Act, 1880", as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such new provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies, shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales."

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

1409

Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Saint-François, } *Cour Supérieure.*
No 523.

Dame Esther Emaline Macrae a, ce jour, pour-sui-vi en séparation de biens son époux, Albert Burton Waldron, marchand du township de Clifton, dans le dit district.

ST. PIERRE & VERRET,
Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 24 avril 1902.

1725

Canada, }
Province de Québec, }
District de St François, } *Cour Supérieure.*
No 334.

Dame Théo. Dona Sisco, du canton de Barnston, dans le district de Saint-François, épouse com-

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

1410

Clerk of the Legislative Assembly.

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Saint Francis, } *Superior Court.*
No. 523.

Dame Esther Emaline Macrae has, this day, sued for separation as to property her husband, Albert Burton Waldron, trader, of the township of Clifton, in said district.

ST. PIERRE & VERRET,
Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 24th April, 1902.

1726

Canada, }
Province of Quebec, }
District of St Francis, } *Superior Court.*
No. 334.

Dame Théo. Dona Sisco, of the township of Barnston, in the district of Saint Francis, wife common

mune en biens de Elgin J. Heath, du même lieu, commis voyageur, et dûment autorisée à l'effet des présentes,
Demanderesse ;

vs.

Elgin J. Heath, du dit canton de Barnston,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

M. F. HACKETT,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 19 novembre 1901. 1623-2

Province de Québec, }
District de Pontiac. } *Cour Supérieure, Bryson.*
No 586.

Dame Rebecca Létourneau, épouse de Pierre Plouffe, commerçant, du canton de Thorne, district de Pontiac, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Pierre Plouffe, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-un mars 1902.

D. N. BARRY,

Procureur de la demanderesse.

1605.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 379.

Dame Zénaïde Roy, de la paroisse de Saint-Bruno, dans le district de Montréal, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens à son époux Napoléon Bachand, cultivateur, du même lieu.

GLOBENSKY & LAMARRE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 19 avril 1902. 1659-2

Cour Supérieure.—Quebec.

No 523.

Dame Délina Guay, de la ville de Lévis, épouse commune en biens de Jean Bolduc, meublier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Jean Bolduc, Défendeur ;

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le quatrième jour d'avril 1902.

BELLEAU & BELLEAU,

Procureurs de la Demanderesse.

Québec, 5 avril 1902. 1439.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 329.

Dame Sophie Demers, épouse commune en biens de Joseph Deslauriers, de la paroisse de Saint-Paul, district de Montréal, entrepreneur, autorisée à ester en justice, a poursuivi, ce jour, en séparation de biens, son mari, Joseph Deslauriers, du même lieu.

BISSONNET & GEOFFRION,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 7 avril 1902. 1447-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1024.

Dame Mary Ann Thompson, de la ville de Saint-Paul, dans le district de Montréal, épouse de Alphonse N. Brunet,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Alphonse N. Brunet, Défendeur.

Avis public est par le présent donné qu'une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, entre les susdites parties.

SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 2 avril 1902. 1393.5

as to property of Elgin J. Heath, of the same place, commercial traveller, and duly authorized for the purposes hereof,
Plaintiff ;

vs.

Elgin J. Heath, of the said township of Barnston,
Defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

M. F. HACKETT,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 19th November, 1901. 1624

Province of Quebec, }
District of Pontiac. } *Superior Court, Bryson.*
No. 586.

Dame Rebecca Létourneau, wife of Pierre Plouffe, trader of the township of Thorne, in the district of Pontiac, duly authorized to sue in justice,
Plaintiff ;

vs.

The said Pierre Plouffe, Defendant.

An action in separation of property has been instituted in this cause, the twenty-first day of March, 1902.

D. N. BARRY,

Plaintiff's attorney

1606

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 379.

Dame Zénaïde Roy, of the parish of Saint Bruno, district of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to property, against her husband, Napoléon Bachand, farmer, of the same place.

GLOBENSKY & LAMARRE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 19th April, 1902. 1660

Superior Court.—Quebec.

No. 523.

Dame Délina Guay, of the town of Lévis, wife common in property of Jean Bolduc, cabinet-maker, of the same place, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs.

The said Jean Bolduc, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the fourth day of April, 1902.

BELLEAU & BELLEAU,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 5th April, 1902. 1440

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 329.

Dame Sophie Demers, wife common as to property of Joseph Deslauriers, of the parish of Saint Paul, district of Montreal, contractor, duly authorized to ester en justice, has, to-day, sued for separation as to property, her husband, Joseph Deslauriers, of the same place.

BISSONNET & GEOFFRION,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 7th April, 1902. 1448

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1024.

Dame Mary Ann Thompson, of the town of Saint Paul, in the district of Montreal, wife of Alphonse N. Brunet,
Plaintiff ;

vs.

The said Alphonse N. Brunet, Defendant.

Public notice is hereby given that an action for separation of property has been, this day, instituted between the above parties.

SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 2nd April, 1902. 1394

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 30.

Dame Arthémias Cormier, épouse commune en biens de David Smith, de la paroisse de Sainte-Anne du Sault, et le dit David Smith, pour autoriser son épouse aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs.
Le dit David Smith, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-septième jour de mars mil neuf cent deux.

J. E. METH T,
Procureur de la demanderesse.

Daté ce 3 avril 1902. 1473-4

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No. 31.

Dame Léonie Cormier, épouse commune en biens de Emile Larivière, de la paroisse de Sainte Anne du Sault, et le dit Emile Larivière pour autoriser son épouse aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs.
Le dit Emile Larivière, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-septième jour de mars mil-neuf-cent deux.

J. E. METHOT,
Procureur de la demanderesse.

Daté ce 3 avril, 1902. 1471-4

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 3328.

Dame Ovéline Laporte dit St. George, épouse de Pierre Beaudoin, gentilhomme, de la ville et du district de Joliette, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.
Le dit Pierre Beaudoin, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le septième jour d'avril mil neuf cent deux.

J. A. DUBEAU,
Procureur de la demanderesse.

Joliette, 7 avril 1902. 1481-4

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 1141.

Dame Hermine Paré, de la cité de Québec, couturière, épouse commune en biens de Royer Grenon, du même lieu, journalier, dûment autorisée à ester en justice par jugement de la cour supérieure, honorable L. B. Caron, juge,
Demanderesse ;

vs.
Roger Grenon, de la cité de Québec, journalier, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

CARON, PENTLAND,
STUART & BRODIE,
Procureurs de la demanderesse.

Québec, 1er mai 1902. 1757

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 6932.

Dame Rosilda Bouchard, de la paroisse de Notre-Dame de Stanbridge, dans le dit district, épouse commune en biens de Joseph Chevalier, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée à l'effet des présentes,
Demanderesse ;

vs.
Le dit Joseph Chevalier, Défendeur.

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 30.

Dame Arthémias Cormier, wife commune en biens of David Smith, of the parish of Sainte-Anne du Sault, duly authorized by said David Smith, for the purposes hereof,
Plaintiff ;

vs.
The said David Smith, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has, the seventeenth day of March last, been instituted in this case.

J. E. METHOT,
Attorney for plaintiff.

Dated this 3rd April 1902. 1474

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No 31.

Dame Léonie Cormier, wife commune en biens of Emile Larivière, of the parish of Saint Anne du Sault, duly authorized by said Emile Larivière for the purpose hereof,
Plaintiff ;

vs.
The said Emile Larivière, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has, the seventeenth day of March last, been instituted in this case.

J. E. METHOT,
Attorney for plaintiff.

Dated this 3rd April, 1902. 1472

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 3328.

Dame Ovéline Laporte dit St. George, wife of Pierre Beaudoin, gentleman, of the town and district of Joliette, duly authorized to appear in judicial proceedings,
Plaintiff ;

vs.
The said Pierre Beaudoin, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause, on the seventh day of April, one thousand nine hundred and two.

J. A. DUBEAU,
Attorney for plaintiff

Joliette, 7th April, 1902. 1482

[Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 1141.

Dame Hermine Paré, of the city of Quebec, seamstress, wife commune en biens of Roger Grenon, of the same place, laborer, duly authorized to ester en justice by judgment of the superior court, honorable L. B. Caron, judge,
Plaintiff ;

vs.
Roger Grenon, of the city of Quebec, laborer, Defendant.

An action for separation from bed and board has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

CARON, PENTLAND,
STUART & BRODIE,
Attorneys for plaintiff.

Quebec, 1st May, 1902. 1758

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court*
No. 6932.

Dame Rosilda Bouchard, of the parish of Notre-Dame de Stanbridge, in the said district, wife common as to property of Joseph Chevalier, of the same place, farmer, duly authorized for the purposes hereof,
Plaintiff ;

vs.
The said Joseph Chevalier, Defendant.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

Z. E. CORNELL,

Procureur de la demanderesse.

Sweetsburg, 14 avril 1902.

1639-2

Province de Québec,
District de Montréal.

Cour Supérieure.

Stephens Murphy, épiciier, de la cité et du district de Montréal,

Demandeur;

vs.

Hattie alias Harriet Adams, épouse commune en biens du dit Stephens Murphy, dûment autorisée par un ordre de la cour supérieure, à ester en justice, du même lieu.

Défenderesse.

Une action en séparation de corps et de biens a été, ce jour, intentée par le demandeur contre la défenderesse.

BISAILLON & BROSSARD,

Avocats du demandeur.

Montréal 7 mars 1902.

1385.5

Avis est par les présentes donné que Dame Rose Modérie, épouse de Joseph Paquette, de Buckingham, district d'Ottawa, présentera, le 5 juin 1902, à 10 heures de l'avant-midi, ou aussitôt après qu'il pourra être entendu, à la cour supérieure, siégeant dans et pour le district d'Ottawa, au palais de justice, dans la cité de Hull, une requête aux fins d'obtenir une ordonnance enjoignant au registrateur de la division d'enregistrement de Labelle, d'enregistrer l'acte intitulé: "Vente par Alfred S. Hewson à Dame Agnès M. Gilmour, épouse d'Alfred Beaujean, affectant deux lots du village de Buckingham, connus et décrits sur les plan du cadastre et livre de renvoi comme suit: le lot numéro trois cent cinquante-cinq (355), sur le côté est de la rue Charles, et le lot numéro trois cent vingt-huit (328), sur le côté ouest de la rue Pine et faisant remonter cet enregistrement au 29 septembre 1886.

JOACHIM TALBOT,

Procureur de la défenderesse.

Hull, 30 avril 1902.

1753

Avis est par le présent donné que, sous un moi après la publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés:

1° Le nom collectif de la compagnie sera "The Sainte Anne Power Co."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est d'acquérir, vendre, louer ou autrement disposer des biens meubles et des biens immeubles, d'acquérir, posséder, opérer ou autrement, d'utiliser et vendre des pouvoirs hydrauliques, électriques ou à vapeur; de manufacturer du bois de pulpe et de papier, de manufacturer de la pulpe, de construire des moulins, usines et chaufferies pour cette fin, d'acheter, posséder, acquérir, vendre ou autrement disposer des limites à bois, de bois, de la pulpe et du papier; de construire et posséder des moulins, manufactures et tout l'outillage nécessaire pour les fins de cette section; de manufacturer du bois et de faire le commerce de bois dans toutes ces branches et de construire des quais, maisons et entrepôts.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera à l'endroit appelé Beaupré, dans le comté de Montmorency, ou à tout autre endroit que les directeurs pourront déterminer.

4° Le montant proposé du fond social sera de \$150,000.00, divisé en parts de cent piastres chacune.

5° Les noms au long, adresse et occupation des requérants sont comme suit: Oscar W. Ordway,

An action for separation from bed and board has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

Z. E. CORNELL,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 14th April, 1902.

1640

Province of Quebec,
District of Montreal.

Superior Court

Stephens Murphy, grocer, of the city and district of Montreal,

Plaintiff;

vs.

Hattie alias Harriet Adams, wife commune en biens of the said Stephens Murphy, duly authorized by an order of the superior court, to ester in justice, of the same place.

Defendant.

An action for separation from bed and board has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

BISAILLON & BROSSARD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 7th March, 1902.

1386

Notice is hereby given that Dame Rose Modérie, wife of Joseph Paquette, of Buckingham, district of Ottawa, will present, on the 5th of June, 1902, at the hour of ten in the forenoon, or as soon thereafter as counsel can be heard, present to the superior court or a judge thereof, sitting in and for the district of Ottawa, at the court house, in the city of Hull, a petition for the purpose of obtaining an order enjoining the registrar of the registration division of Labelle, to register an act intituled sale by Alfred S. Hewson to Dame Agnès M. Gilmour, wife of Alfred Beaujean, affecting two lots of the village of Buckingham, known and described on the cadastral plan and book of reference as follows: lot number three hundred and fifty-five (355), on the east side of Charles street, and lot number three hundred and twenty-eight (328), on the west side of the Pine street, and ordering that such registration shall date from the 29th of September, 1886.

JOACHIM TALBOT,

Attorney for defendant.

Hull, 30th April, 1902.

1754

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent of the province of Quebec, under the provisions of the joint stock companies' act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned:

1. The proposed name of the company is to be The Sainte Anne Power Co.

2. The object for which the incorporation is sought is to acquire, sell, lease or otherwise dispose of movables and immovables, to acquire, own, operate or otherwise utilize and sell electric, hydraulic powers or steam powers; to manufacture pulp wood and paper, to manufacture pulp, to construct mills, workshops and dams for this purpose, to buy, own, acquire, sell or otherwise dispose of timber limits, wood, pulp and paper; to construct and own mills, manufactures and all the material needed for the purposes of this section; to manufacture lumber and to deal in lumber in all its branches, and to build wharves, houses and warehouses.

3. The principal place of business of the company will be at the place called Beaupré, in the county of Montmorency, or at any place which the directors may determine.

4. The proposed amount of the capital stock will be of \$150,000.00, divided in shares of one hundred dollars each.

5. The names in full, address and calling of the applicants are as follows: Oscar W. Ordway,

marchand, de Beauré, dans le comté de Montmorency : John R. Loomis, marchand, de Glens Falls, dans l'état de New-York ; Elzéar Fortier, de Sainte-Anne de Beauré, marchand ; Téléphore Laverdière, forgeron, de Beauré, dans le comté de Montmorency, et Edouard Morel, cultivateur, de Beauré, dans le comté de Montmorency.

6° La dite incorporation sera demandée conjointement et avec le consentement de la Canadian Electric Light Co. en vertu des pouvoirs que lui donne sa charte et les amendements à icelle.

7° Que les dits Oscar Ordway, John R. Loomis, Elzéar Fortier, Téléphore Laverdière et Edouard Morel seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

**DROUIN, PELLETIER
& BAILLARGEON,**
Procureurs des requérants.

Québec, avril 1902.

1721

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, section 4694 et suivantes des statuts révisés de la province de Québec, constituant les requérants ci-après nommés et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie proposée sera "The Quebec Building Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acheter, arpenter, tracer, améliorer, construire, vendre, louer, hypothéquer des immeubles, terrains, maisons et bâtisses de toute description situés dans la province de Québec et en faire le commerce.

(b) D'ériger et construire des maisons, magasins et toute sorte de bâtisses sur le terrain de la compagnie ou de toute autre personne ou corporation et en général de faire les affaires d'entrepreneurs et de constructeurs dans la province de Québec.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de \$200,000.00.

5° Le nombre d'actions sera de 2,000 et le montant de chaque action sera de \$100.00.

6 Les noms au long, résidence et profession de chacun des requérants sont comme suit : Percy C. Ryan, Victor E. Mitchell, Edouard F. Surveyer, Douglas Armour, Lawrence Macfarlane, tous de la cité de Montréal, province de Québec, avocats. Les dits Percy C. Ryan, Victor E. Mitchell et Edouard F. Surveyer seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

**McGIBBON, CASGRAIN,
RYAN & MITCHELL,**
Procureurs des requérants.

1711

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication du dit avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de Québec, aux fins d'obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes, qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés.

1° Le nom proposé de la compagnie sera "White Elephant Club."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de se récréer et s'instruire, avoir un local pour y avoir gymnase, jeux, billards, salle de

merchant, of Beauré, in the county of Montmorency ; John R. Loomis, merchant, of Glens Falls, in the estate of New York ; Elzéar Fortier, of Sainte Anne de Beauré, merchant ; Téléphore Laverdière, blacksmith, of Beauré, in the county of Montmorency, and Edouard Morel, farmer, of Beauré, in the county of Montmorency.

6. The said incorporation is asked jointly and with the consent of the Canadian Electric Light Co. in virtue of the powers which its charter and the amendments thereto give to the company.

7. That the said Oscar Ordway, John R. Loomis, Elzéar Fortier, Téléphore Laverdière and Edouard Morel will be the first or provisional directors of the said company.

**DROUIN, PELLETIER
& BAILLARGEON,**
Attorneys for applicants.

Quebec, april, 1902.

1722

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act, section 4694 and following, of the revised Statutes of the province of Québec, constituting the applicants hereinafter described and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the proposed company is to be "The Quebec Building Company."

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To carry on the business of buying, surveying, laying out, improving, building upon, selling, leasing, mortgaging and generally dealing with and in immoveable properties, lands, houses and buildings of every description, situate in the province of Québec.

(b) To erect and build houses, stores and any description of building upon land belonging to the company or to any other person or corporation, and, generally, to carry on the business of contractors and builders in the province of Québec.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Québec.

4. The amount of capital stock of the said company, is to be \$200,000.00.

5. The number of shares is to be 2,000 and the amount of each share \$100.00.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Percy C. Ryan, Victor E. Mitchell, Edouard F. Surveyer, Douglas Armour, Lawrence Macfarlane, all of the city of Montreal, province of Québec, advocates, and of whom Percy C. Ryan, Victor E. Mitchell and Edouard F. Surveyer are to be the first or provisional directors of the said company.

**McGIBBON, CASGRAIN,
RYAN & MITCHELL,**
Attorneys for applicants.

1712

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in council, for a charter of incorporation by letters patent of the province of Québec, under the provisions of the joint stock companies' act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purpose hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is to be "White Elephant Club."

2. The purposes for which incorporation is sought are : to divert, recreate and instruct oneself ; to have a house for the purpose of making a gymnas-

lecture; construire, meubler, posséder, mettre en opération, maintenir, conduire, un restaurant et toutes affaires y ayant rapport, y compris le droit de vendre des liqueurs de toutes sortes sous licence, pour l'usage des membres du dit "White Elephant Club."

3° Le principale place d'affaires du dit club sera dans la cité de Lachine, province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de trois mille dollars courant, divisé en trois cents actions de dix dollars chacune.

5° Les noms au long, résidence et occupation des requérants, qui seront les premiers directeurs du dit club, lesquels sont tous sujets britanniques, demeurant en Canada, sont les suivants: Alcide Leclaire, commerçant; James Ramsay, contre-maître; Léopold Léger, maître-charretier; Alfred Martin, marchand, tous quatre de la ville de Lachine, et James Quinn, contracteur, de la cité de Montréal.

ALFRED MACKAY,

Procureur des requérants.

Montréal, 30 avril 1902.

1751

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes sous le grand Sceau:

1° Le nom de la compagnie proposée sera: "The Matane Gold Copper Mining Company Limited".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont: de louer ou acquérir par achat, échange ou autrement, posséder ou aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, minerais, droits de préemption ou tout intérêt en iceux, les mettre en opération ou les faire exploiter, les louer et avoir et exercer tous les pouvoirs, droits et privilèges mentionnés dans la loi des compagnies minières de la province de Québec, et conférés par icelles.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera au village de Saint-Jérôme, dans le comté de Matane, district de Rimouski.

4° Le fonds social sera de un million de dollars (\$1,000,000.00), divisé en un million d'actions de une piastre (\$1.00) chacune.

5° Les requérants sont: Jean-Baptiste Saucier, registrateur, J. Ernest Saucier, courtier, P. S. P. Smith, gérant de la maison Price Bros & Co., Gustave A. Côté, médecin, J. Abel Marquis, marchand, Joseph Etienne Gagnon, notaire, Louis Joseph Levasseur, marchand, Jean Baptiste Desrosier, cultivateur, tous de Saint-Jérôme de Matane, et Théodore Jean Lamontagne, de Sainte-Anne des Monts, dans le comté de Gaspé, marchand.

6° Les requérants, tous sujets de Sa Majesté, et résidant en Canada, seront les premiers directeurs de la compagnie.

Daté à Québec, le quinze avril l'an mil neuf cent deux.

L. DIONNE,

1525-3

Procureur des requérants.

Avis public est par les présentes donné qu'une application sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en vertu de la loi relative à la constitution en corporation des compagnies à fonds social pour l'exploitation d'une ligne de téléphone, dans les limites du comté d'Ottawa et les comtés avoisinants.

1° Le nom social de la compagnie projetée sera "La Compagnie de téléphone de La Petite Nation."

2° L'objet de l'incorporation est le suivant: exploiter une ligne de téléphone dans le comté d'Ottawa, et pour cette fin acheter la ligne de télégraphe qui relie Papineauville à Cheneville et appartenant à la compagnie du Pacifique Canadien; construire, acheter ou louer des lignes téléphoniques; faire avec toutes autres compagnies de téléphone et de télégraphie des arrangements pour la transmission des messages, se fusionner avec elles; acheter, recevoir, posséder et transporter des biens-fonds nécessaires pour transiger commodément les opérations de la compagnie.

ium game, and billiards, a reading room; to build, furnish, possess, operate, maintain a restaurant and all pertaining thereto, also the right to sell liquors of all kinds with license, for the use of the members of said "White Elephant Club."

3. The chief place of business of the said club is to be in the city of Lachine, province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock is to be three thousand dollars currency, divided into three hundred shares of ten dollars each.

5. The full names, residence and calling of the petitioners who will be the first directors of the said club, and all of whom are british subjects, resident in Canada, are as follows: Alcide Leclaire, trader, James Ramsay, foreman, Leopold Léger, master-carter, Alfred Martin, merchant, all four of the town of Lachine, and James Quinn, contractor, of the city of Montreal.

ALFRED MACKAY,

Attorney for petitioners.

Montreal, 30th April, 1902.

1752

Public notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the great Seal:

1. The corporate name of the company will be "The Matane Gold Mining Copper Company Limited."

2. The objects for which the incorporation is sought, are: to lease and acquire by purchase, exchange or otherwise, to hold or convey mines, mining lands, mining rights, ores, rights of preemption or any interest therein, to work them or have them worked, to lease them and to have and exercise all the powers, rights and privileges mentioned in the Quebec Mining Companies' Act, and conferred thereby.

3. The principal place of business of the company will be in the village of Saint Jerome de Matane, in the county of Matane, district of Rimouski.

4. The capital stock of the company will be one million dollars (\$1,000,000.00), divided into one million shares of one dollar (\$1.00) each.

5. The petitioners are: Jean Baptiste Saucier registrar, J. Ernest Saucier, broker, P. S. P. Smith, manager for the firm of Price Bros & Co, Gustave A. Côté, physician, J. Abel Marquis, merchant, Joseph Etienne Gagnon, notary, Louis Joseph Levasseur, merchant, Jean-Baptiste Desrosier, farmer, all of Saint Jerome de Matane, and Theodore Jean Lamontagne, of Sainte Anne des Monts, in the county of Gaspé.

6. The petitioners, all subjects of His Majesty, and residing in Canada, will be the first directors of the company.

Dated at Quebec, the fifteenth of April one thousand nine hundred and two.

L. DIONNE,

1526

Attorney for petitioners.

Public notice is hereby given that application will be made to Lieutenant Governor of the province of Quebec, under the joint stock companies incorporation act to operate a telephone line, within the limits of the county of Ottawa, and adjoining counties.

1. The firm name of the intended company shall be "The Telephone Company of La Petite Nation".

2. The object of the incorporation of said company is: to establish and run a telephone line in the county of Ottawa, and to purchase for that purpose the telegraph line between Papineauville and Cheneville, belonging to the Canadian Pacific Railway Company; to build, purchase or rent telephone lines; to enter into agreement with all other telephone or telegraph companies to transmit messages to amalgamate with them; to purchase, receive, possess and transfer real property in order to facilitate the working of the company.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera au village de Cheneville, dans le canton d'Hartwell, district d'Ottawa, province de Québec.

4° Le chiffre projeté du fonds social est de \$5,000.

5° Le nombre des actions sera de 200 et le montant de chaque action sera de (\$25.00) vingt-cinq dollars.

6° Les noms, adresse et profession des requérants, et premiers directeurs de la compagnie sont comme suit: Révérend Vital Pilon, curé de Saint-Emile de Suffolk, Révérend Adrien C. Guillaume, curé, Henri Lefebvre, arpenteur, Hygius Locas, marchand, de Cheneville, Albert Aubry, médecin, J.-B. St. Pierre, notaire, de Ripon, Joseph Baulne, médecin, Nicholas Chéné, marchand, Avila Telmoosse, vétérinaire, de Saint-André Avellin, tous du comté d'Ottawa, dans la province de Québec.

H. A. FORTIER,
(Avocat des requérants.
1533-3

Hull, 14 avril 1902.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la Compagnie sera "Canadian Pneumatic Tool Company."

2° Les objets en vertu des dispositions de l'Acte pour lesquels l'incorporation est demandée sont de manufacturer, acheter et vendre des outils, appareils et machines pneumatiques ou autres, et de représenter les manufacturiers canadiens et étrangers de tels articles.

3° Le principal bureau de la dite compagnie sera dans la cité et district de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de dix mille piastres (\$10,000.00.)

5° Le nombre d'actions sera de deux cents (200) de la valeur au pair de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit: Sydney Allan Stephens, sr., des cité et district de Montréal, agent manufacturier; James Henry Elliott, du même lieu, gentilhomme; Frank Percy Jones, du même lieu, marchand; Sydney Allan Stephens, jr., du même lieu, marchand, et Elisabeth Ann Stephens, épouse séparée de biens du dit Sydney Allan Stephens, sr., et autorisée par son dit mari à l'effet des présentes.

7° Les dits Sydney Allan Stephens, sr., James Henry Elliott et Frank Percy Jones seront les premiers ou directeurs provisoires de la dite compagnie, tous sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

BLAIR & LAVERTY,
Procureurs des requérants.

Montréal, 2 avril 1902.

1569.3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

3. The principal place of business of said company will be at the village of Cheneville, in the township of Hartwell, district of Ottawa, and province of Quebec.

4. The proposed capital stock of said company shall be of \$5,000.

5. There shall be 200 shares of \$25.00 each.

6. The names, address and occupation of the said petitioners and first directors of said company, are: Reverend Vital Pilon, parish priest of Saint Emile de Suffolk, Reverend Adrien C. Guillaume, curate, Henri Lefebvre, land surveyor, Hygius Locas, trader, of Cheneville, Albert Aubry, physician, J. B. St. Pierre, notary, of Ripon, Joseph Baulne, physician, Nicholas Chéné, trader, Avila Telmoosse, veterinary surgeon, of Saint André Avellin, all of the county of Ottawa, in the province of Quebec.

H. A. FORTIER,
Attorney for petitioners.
1534

Hull, 14th April, 1902.

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the "Joint Stock Companies' Act," incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "Canadian Pneumatic Tool Company."

2. The purposes within the provisions of the Act for which incorporation is sought are to manufacture, purchase and sell tools, appliances and machinery, pneumatic or otherwise, and to represent canadian and foreign manufacturers of such articles.

3. The head office of the said company shall be in the city and district of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company shall be ten thousand dollars (\$10,000.00.)

5. The number of shares shall be two hundred (200) of the par value of fifty dollars (\$50.00) each.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows: Sydney Allan Stephens, sr., of the city and district of Montreal, manufacturers agent; James Henry Elliott, of the same place, gentleman; Frank Percy Jones, of the same place, salesman; Sydney Allan Stephens, jr., of the same place, salesman, and Elisabeth Ann Stephens, wife separate as to property of the said Sydney Allan Stephens, sr., and hereby authorized by her said husband for the purposes hereof.

7. The said Sydney Allan Stephens, sr., James Henry Elliott and Frank Percy Jones shall be the first or provisional directors of the said company, all of whom are residents of Canada and subjects of His Majesty.

BLAIR & LAVERTY,
Attorneys for petitioners

Montreal, 2nd April, 1902.

1570

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of "The Joint Stock Companies' Act," incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company corporate and politic under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "Canadian Aluminum Works."

2° Les objets en vertu des dispositions de l'acte pour lesquels l'incorporation est demandée sont de prendre les affaires de la société commerciale de "Canadian Aluminum Works," faisant ci-devant affaires dans les cité et district de Montréal et de faire les affaires de manufacture, d'achat et de vente de l'aluminium et autres articles en métal de toute sorte, et de représenter les manufacturiers et commerçants canadiens et étrangers dans les dits articles.

3° Le principal bureau de la dite compagnie sera dans les dits cité et districts de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cent mille piastres (\$100,000.00).

5° Le nombre d'actions sera de mille (1000), de cent piastree (\$100.00) chacune.

6° Les noms au long, profession et résidences des requérants sont comme suit : James Edward Shoemaker, de la cité de Montréal, manufacturier ; Henry Cornelius Dodds, de la cité de Montréal, manufacturier ; Sheldon Shoemaker, du village de Chambly Canton, dans la province de Québec, manufacturier ; Samuel Thomas Willett, du village de Chambly Canton, manufacturier, et George Hugo Maurer, des cité et district de Montréal, courtier.

7° Les dits James Edward Shoemaker, Henry Cornelius Dodds et Sheldon Shoemaker seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

BLAIR & LAVERTY,

Procureurs des requérants.

Montréal, 8 avril 1902.

1451-4

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, sous le grand Sceau.

1° Le nom collectif de la compagnie sera "The Howard Trust and Investment Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : d'acheter, vendre, posséder, administrer et exploiter des biens meubles et immeubles, stocks et obligations d'autres compagnies et corporations et de faire toutes autres choses en rapport avec les dits objets de la compagnie.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans le canton de Howard, dans le comté d'Argenteuil.

4° Le fonds social de la compagnie sera de \$250,000 divisé en 2500 actions de \$100.00 chacune.

5° Les requérants sont John, Dougall Cameron, avocat ; Georges Avila Marsan, avocat ; Charles Adamson Low Fisher, agent, et Clément Brodie Allardice, journaliste, tous des cité et district de Montréal.

6° Les requérants sont tous sujets anglais et résidents en Canada, et seront les premiers directeurs de la compagnie.

W. A. WEIR,

Procureurs des requérants.

Montréal, 9 avril 1902.

1475-4

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite par les personnes ci-après mentionnées à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de l'acte des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, sous le nom et pour les fins ci-après mentionnées :

1° Le nom corporatif de la compagnie sera "La Compagnie du Pionnier."

1. The proposed corporate name of the company is "Canadian Aluminum Works."

2. The purposes within the provisions of the act for which incorporation is sought are to take over the business of the commercial firm of "Canadian Aluminum Works," heretofore trading at the city and district of Montreal, and to carry on the business of the manufacture, purchase and sale of aluminum and other metal goods of all kinds, and to represent canadian and foreign manufacturers and dealers in such articles.

3. The head office of the said company will be at the city and district of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock of the said company will be one hundred thousand dollars (\$100,000.00.)

5. The number of shares is to be one thousand (1000) shares, of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : James Edward Shoemaker, of the city of Montreal, manufacturer ; Henry Cornelius Dodds, of the city of Montreal, manufacturer ; Sheldon Shoemaker, of the village of Chambly Canton, in the province of Quebec, manufacturer ; Samuel Thomas Willett, of the village of Chambly Canton, manufacturer, and George Hugo Maurer, of the city and district of Montreal, broker.

7. The said James Edward Shoemaker, Henry Cornelius Dodds and Sheldon Shoemaker shall be the first or provisional directors of the said company, all of whom are residents of Canada and subjects of His Majesty.

BLAIR & LAVERTY,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 8th April, 1902.

1452

"Public notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the great Seal ;

1. The corporate name of the company will be "The Howard Trust and Investment Company."

2. The objects for which the incorporation is sought are : the buying, selling, holding, managing and working of moveable and real property, of stocks and bonds of other companies and corporations and to do all other things connected with the said objects of the company.

3. The company's chief place of business will be in the township of Howard, in the county of Argenteuil.

4. The capital stock of the company will be \$250,000, divided into 2500 shares of \$100.00 each.

5. The petitioners are John Dougall Cameron, advocate ; Georges Avila Marsan, advocate ; Charles Adamson Low Fisher, agent, and Clement Brodie Allardice, journalist, all of the city and district of Montreal.

6. The petitioners, who are all british subjects, and reside in Canada, will be the first directors of the company.

W. A. WEIR,

Attorney for petitioners.

Montreal, 9th April, 1902.

1476

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for the granting of a charter of incorporation under the Joint Stock Companies Incorporation Act, constituting them and such others as may hereinafter become shareholders in the company to be incorporated by such letters patent, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is to be "La Compagnie du Pionnier."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de publier le journal *Le Pionnier*, en la cité de Montréal, et d'y faire valoir un atelier d'imprimerie et de publication.

3° Le bureau principal de la dite compagnie sera en la cité de Montréal.

4° Le chiffre du capital-actions de la dite compagnie sera de vingt mille piastres, divisé en deux mille actions de dix piastres chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession de chacun des requérants sont comme suit : Guillaume Narcisse Ducharme, banquier, de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal ; Henri Bourassa, agronome, de Papineauville ; Cyprien Gélinas, gérant d'assurance, maire de la ville de Saint-Louis ; Jérôme Adolphe Chicoyne, journaliste, de la cité de Sherbrooke ; Télesphore Eusèbe Normand, notaire, de la cité de Montréal. Tous sont sujets britanniques, résidant dans la province de Québec et seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

J. A. CHICOYNE,
Procureur des requérants.

Montréal, 10 avril 1902.

1567-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cette avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "La Compagnie Canadienne de Publicité".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : exploiter des ateliers d'imprimerie, reliure, cliché, et publier et éditer des journaux quotidiens, hebdomadaires ou mensuels, et acheter, louer ou acquérir autrement des biens meubles et immeubles pour l'exercice du but qu'elle se propose.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de dix mille dollars.

5° Le nombre d'actions sera de deux cents, et le montant de chaque action sera de cinquante piastres.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Edouard Charlier, journaliste ; Joseph Marcellin Wilson, négociant ; Gaspard Deserres, banquier ; Alphonse Marcotte, encanteur ; Gonzalve Desaulniers, avocat, tous de la cité et du district de Montréal. Les dits requérants seront les directeurs provisoires.

DESAULNIERS & ARCHAMBAULT,
Procureurs des requérants.

Montréal, 16 avril 1902.

1577-3

Avis est donné que, sous un mois après la dernière publication du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte, par lettres patentes sous le grand Sceau, incorporant les requérants ci-après mentionnés et toutes telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, savoir :

1° Le nom corporatif de la dite compagnie sera "Frenette, Frères & Cie."

Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont le commerce général d'imprimerie, lithographie et cliché, librairie, reliure et toutes autres branches se rattachant à ces dits objets.

2° Le siège principal des affaires de la dite compagnie sera en la ville de Fraserville. Le fonds social sera de \$10,000.00 lequel fonds social divisé en cent parts de \$100.00 chacune, avec droit de porter le capital de la dite compagnie à \$25,000.00.

2. The object for which incorporation is sought for is to publish the journal *Le Pionnier*, in the city of Montreal, and to carry on in said city a general printing and publishing establishment.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal.

4. The amount of capital stock of the company is to be twenty thousand dollars, divided into two thousand shares of ten dollars each.

5. The names in full, address and calling of each of the applicants are as follows : Guillaume Narcisse Ducharme, banker, of the city of Sainte-Cunégonde of Montreal ; Henri Bourassa, agriculturist, of Papineauville ; Cyprien Gélinas, insurance manager, mayor of the town of Saint Louis ; Jérôme Adolphe Chicoyne, journalist, of the city of Sherbrooke ; Télesphore Eusèbe Normand, notary, of the city of Montreal. All are british subjects and reside in the province of Quebec and are to be the first directors of said company.

J. A. CHICOYNE,
Attorney for applicants.

Montreal, 10.h April, 1902.

1568

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for letters patent under the provisions of the "joint stock companies act", incorporating the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is to be : "La Compagnie Canadienne de Publicité".

2. The purposes for which incorporation is sought are : to exploit printing offices, binding, stereotyping and to publish and edit daily, weekly and monthly newspapers, and to buy, rent or acquire otherwise the moveables and immoveables necessary for the carrying on of such business.

3. The principal place of business of the said company will be, in the city of Montreal.

4. The amount of the capital stock of the said company will be ten thousand dollars.

5. The number of shares will be two hundred and the amount of each share fifty dollars.

6. The full names, residence and calling of the petitioners are as follows : Edouard Charlier, publisher ; Joseph Marcellin Wilson, trader ; Gaspard Deserres, banker ; Alphonse Marcotte, auctioneer ; Gonzalve Desaulniers, advocate, all of the city and district of Montreal. The said petitioners will be the *interim* directors.

DESAULNIERS & ARCHAMBAULT,
Attorneys for the applicants.

Montreal, 16th April, 1902.

1578

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for a charter by letters patent of the province of Quebec, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is to be Frenette, Frères & Cie.

The purposes for which incorporation is sought are : to do a general business in printing, lithography, stereotyping, stationery, book binding and all other branches connected with the said objects.

2. The head place of business of the said company will be in the town of Fraserville. The capital stock will be \$10,000.00, divided into one hundred shares of one \$100.00 each, with right to increase the stock of the said company to \$25,000.00.

3° Les requérants sont : MM. Joseph Eugène Frenette, journaliste ; Stanislas Jean Frenette, libraire ; Dame Cécile Lebel, épouse séparée de biens de Jean-Baptiste Eugène Frenette, imprimeur, celle-ci autorisée par son dit mari ; Joseph Alyre Foisy, notaire, et Amédée Danaïs, dentiste, tous de la ville de Fraserville ; lesquels dits requérants tous sujets de Sa Majesté, résidant en Canada, seront les premiers directeurs de la Compagnie.

J. CAMILLE POULIOT,

Procureur des requérants.

Fraserville, 15 avril 1902.

1561-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, de la province de Québec, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, et amendants, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, incorporant les requérants ci-après nommés et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom incorporée de la compagnie sera : "La Compagnie de Médecines Patentées Françaises".

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de faire les affaires de pharmacie en gros et en détail et d'importer des produits chimiques et pharmaceutiques, ainsi que des instruments de chirurgie, avec pouvoir d'acquérir, posséder par achat, loyer ou autrement et en disposer, tel qu'il peut être déterminé, les meubles et immeubles qui peuvent être nécessaires aux fins des dites affaires ou en rapport avec icelles.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

4° La montant proposé du fonds social sera de cinquante mille dollars.

4° Le nombre d'actions sera de cinq cents, de cent piastres chacune.

6 Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Gaston de Werthemer, pharmacien ; Toussaint Evariste Gagner, pharmacien ; Joseph Quenneville, pharmacien ; Ernest Nadeau, pharmacien ; Herménégilde Jeannotte, médecin ; John Barry, commis ; Joseph Henri Brossard, médecin, tous des cité et district de Montréal.

DESAULNIERS & ARCHAMBAULT,

Procureurs des Requérants.

Montréal, 17 avril 1902.

1595-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif de la compagnie sera "The James Muir Co. Limited".

2° L'objet pour lequel l'incorporation de la dite compagnie est demandée, est d'acquérir les affaires ci-devant faites par MM. James Muir & Co., à Québec, et dans le but de faire les affaires de manufacture et de vente de chaussures, cuir et produits du cuir, avec pouvoir de s'associer avec toute autre compagnie ayant les mêmes pouvoirs et objets, ou d'acquérir par achat, loyer ou autrement les droits et privilèges de toute telle compagnie, et d'acquérir, posséder par vente, loyer ou autrement, tel qu'il peut être déterminé, tous tels meubles ou immeubles qui peuvent être nécessaires pour les fins des dites affaires ou en rapport avec icelles et en disposer.

3 La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans les cité et district de Québec.

3. The petitioners are: Messrs Joseph Eugène Frenette, journalist; Stanislas Jean Frenette, bookseller; Dame Cecile Lebel, wife separated as to property of Jean Baptiste Eugène Frenette, printer, authorized by her said husband, Joseph Alyre Foisy, notary, and Amédée Danaïs, dentist, all of the town of Fraserville; which said petitioners, all subjects of His Majesty residing in Canada, will be the first directors of the company.

J. CAMILLE POULIOT,

Attorney for petitioners

Fraserville, 15th April, 1902.

1562

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, an application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for the province of Quebec, under the "Joint Stock Companies Act, and amendments thereto" for a charter of incorporation by letters patent, to incorporate the applicants hereinafter named and such other persons as may become shareholders in the proposed company, under the name and for purposes mentioned :

1. The corporate name of the company is to be : "La Compagnie de Médecines Patentées Françaises."

2. The incorporation is saked for the purpose of carrying on business as wholesale and retail druggist and for the importation of chemical and druggist's supplies, as well as surgical instruments, with power to acquire, hold and dispose of by sale, lease or otherwise, as may be determined, all such moveable or immovable property as may be necessary for the purposes or in connection with the said business.

3. The chief place of business of said company shall be at Montreal, in the district of Montreal.

4. The proposed amount of capital stock is fifty thousand dollars.

5 The number of shares is to be five hundred, of one hundred dollars each.

6. The names in full, address and calling of the applicants are as follows : Gaston de Werthemer, druggist ; Toussaint Evariste Gagner, druggist ; Joseph Quenneville, druggist ; Ernest Nadeau, druggist ; Herménégilde Jeannotte, physician ; John Barry, clerk ; Joseph Henri Brossard, physician, all of the city and district of Montreal.

DESAULNIERS & ARCHAMBAULT,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 17th April, 1902.

1596

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the company shall be "The James Muir Co., Limited".

2. The incorporation of the said company is sought for the purpose of acquiring the business heretofore carried on by Messrs. James Muir & Co., at Quebec, and for the purpose of carrying in the business of manufacturing and selling boots and shoes, leather and leather products, with power to consolidate with any other company with like powers and aims, or to acquire by purchase, lease or otherwise, the rights and privileges of any such company, and to acquire, hold and dispose of by sale, lease or otherwise, as may be determined, all such moveable or immovable property as may be necessary for the purpose of or in connection with the said business.

3. The chief place of business of the said company shall be in the city and district of Quebec.

4 Le montant proposé du fonds social sera de \$40,000.

5° Le nombre d'actions sera de 400 de \$100 chacune.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit: George Allen Childs, des cité et district de Montréal, marchand; James Muir, senior, manufacturier; James Muir, junior, commis; Peter Johnston, gentilhomme; Henry Willis, pharmacien. Les quatre derniers nommés sont de la cité de Québec, et tous sont sujets anglais.

7° Les premiers directeurs de la compagnie seront les dits George A. Childs, James Muir, senior et James Muir, junior.

CARON, PENTLAND,
STUART & BRODIE,
Solliciteurs des requérants.

Québec, 15 avril 1902. 1583-3

4. The proposed amount of capital stock is \$40,000.

5. The number of shares is to be 400 of \$100 each.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows: George Allen Childs, of the city and district of Montreal, merchant; James Muir, senior, manufacturer; James Muir, junior, clerk; Peter Johnston, gentleman; Henry Willis, pharmacist. The four last named of the city of Quebec, and all of above are British subjects.

7. The first directors of the company shall be the said George A. Childs, James Muir, senior and James Muir, junior.

CARON, PENTLAND,
STUART & BRODIE,
Solicitors for applicants.

Quebec, 15th April, 1902. 1584

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Joséphine A. Jackson, (The Montreal Roofing Company), Faillie.

Avis est par le présent donné que la dite Joséphine A. Jackson, a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire, Montréal.

ARTHUR E. SMITH,
Gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 26 avril 1902. 1727

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure*
No 4.

In re Victor Mailloux, marchand, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le vingt-cinquième jour d'avril, mil neuf cent deux, le dit Victor Mailloux a fait abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, pour le district d'Iberville.

C. H. BEAUCHEMIN,
Gardien provisoire.

Saint-Jean, 26 avril 1902. 1717

Province de Québec, }
District de Gaspé. } *Cour Supérieure*

Dans l'affaire de L. A. Jalbert, marchand, Griffin Cove, Gaspé, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 30 mai 1902, date après laquelle ce dividende sera payable et sera envoyer aux créanciers après le 30 mai 1902.

JAS. T. TUZO,
Curateur. 1729

Percé, 26 avril 1902.

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Joseph Cousineau, marchand de charbon de bois, de la cité de Montréal, absent, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé et sera payable à mon bureau, le et après le 23e jour de mai courant, sur production de toutes pièces justificatives.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

1598, rue Notre-Dame,
Montréal, 3 mai 1902. 1747

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Joséphine A. Jackson, (The Montreal Roofing Company,) Insolvent.

Notice is hereby given that the said Joséphine A. Jackson, has, this day, made, in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors,

ARTHUR E. SMITH,
Provisional guardian.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 26th April, 1902. 1728

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 4.

In re Victor Mailloux, merchant, of the town of Saint Johns, district of Iberville, Insolvent.

Notice is hereby given that on the twenty-fifth day of April, one thousand nine hundred and two, the said Victor Mailloux has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, for the district of Iberville.

C. H. BEAUCHEMIN,
Provisional guardian.

Saint Johns, 26th April, 1902. 1718

Province of Quebec, }
District of Gaspé. } *Superior Court*

In the matter of L. A. Jalbert, merchant, Griffin Cove, Gaspé, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 30th May, 1902, after which date this dividend will be payable and will be sent to the creditors after the 30th May, 1902.

JAS. T. TUZO,
Curator. 1730

Percé, 26th April, 1902.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Joseph Cousineau, wood coal dealer, of the city of Montreal, absentee, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office on or after the 23rd day of May instant, upon production of all vouchers.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

1598, Notre Dame street.
Montreal, 3rd May, 1902. 1748

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Noël & Venner, marchands, Québec, Insolubles.
Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 19 mai 1902, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 30 avril 1902. 1749

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
Dans l'affaire de Alf. A. Corbeil, marchand de chaussures, de la cité de Montréal, absent, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé et sera payable dans mon bureau le et après le 20e jour de mai courant, sur production de toutes pièces justificatives.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

1598, rue Notre-Dame.
Montréal, 3 mai 1902. 1745

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re N. F. Bédard, Insoluble ;
et

Bilodeau et Chalifour, Curateurs.
Un premier et final bordereau de collocation a été préparé en cette cause ; les collocations seront payables à nos bureaux à partir du 19 mai 1902.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.

F. X. BILODEAU,
A. O. CHALIFOUR,
Curateurs conjoints.

15, rue Saint-Jacques.
Montréal, 26 avril 1902. 1743

Licitations

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure*
No 6767.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure pour la province de Québec, dans le district de Bedford, siégeant dans le village de Sweetsburg, dit district, le trentième jour de janvier dernier (1902), dans une cause sous le numéro 6767, dans laquelle Harlow E. Teel, cultivateur, du canton de Dunham, dans le dit district de Bedford, est Demandeur ; et Charles Teel, de Tacoma, dans l'état de Washington, un des états-unis d'Amérique ; Dame Sarah Jane Teel, du dit canton de Dunham, épouse commune en biens de Abraham Lampman, du même lieu, et le dit Lampman pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes ; Dame Lucy Teel, de la partie est du canton de Farnham, dans le dit district de Bedford, épouse commune en biens de Henry Wright, du même lieu, et le dit Wright pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes ; Dame Merrill Teel, du village de Cowansville, dans le dit district de Bedford, épouse commune en biens de John Bell, du même lieu, et le dit Bell pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes ; Dame Emily Teel, du dit canton de Dunham, épouse commune en biens de James Dryden, du même lieu, et le dit Dryden pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes ; Dame Melicent Teel, du canton de Hatley, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Thomas Morisson, du même lieu, et le dit Morisson pour

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
In the matter of Noël & Venner, merchants, Québec, Insolvents.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 19th May, 1902, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu and Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 30th April, 1902. 1750

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Alf. A. Corbeil, boot and shoe dealer, of the city of Montreal, absent, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office on and after the 20th day of May instant, upon production of all vouchers.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

1598, Notre-Dame street.
Montreal, 3rd May, 1902. 1746

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re N. F. Bédard, Insolvent ;
and

Bilodeau & Chalifour, Curators.
A first and final bordereau of dividend has been prepared in this cause ; the collocations will be payable at our offices from the 19th May, 1902.

Any contestation to such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. X. BILODEAU,
A. O. CHALIFOUR,
Joint curators.

15, Saint James street.
Montreal, 26th April, 1902. 1744

Licitations

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 6767.

Public notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court for the province of Quebec, in the district of Bedford, sitting at the village of Sweetsburg therein, on the thirtieth day of January last (1902), in a cause under number 6767, in which Harlow E. Teel, of the township of Dunham, in the said district of Bedford, farmer, is Plaintiff ; and Charles Teel, of Tacoma, in the state of Washington, one of the united states of America ; Dame Sarah Jane Teel, of the said township of Dunham, wife common as to property of Abraham Lampman, of the same place, and the said Lampman for the purpose of hereto authorizing his said wife ; Dame Lucy Teel, of the east part of the township of Farnham, in said district of Bedford, wife common as to property of Henry Wright, of the same place, and the said Wright for the purpose of hereto authorizing his said wife ; Dame Merrill Teel, of the village of Cowansville, in said district of Bedford, wife common as to property of John Bell, of the same place, and the said Bell for the purpose of hereto authorizing his said wife ; Dame Emily Teel, of the said township of Dunham, wife common as to property of James Dryden, of the same place, and the said Dryden for the purpose of hereto authorizing his said wife ; Dame Melicent Teel, of the township of Hatley, in the district of Saint Francis, with common as to property of Thomas Morisson, of the same place,

autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes ; Dame Helen Teel, de Haverhill, dans l'état de Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, épouse commune en biens de John Connolly, du même lieu, et le dit Connolly pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes ; Dame Minnie Webb, de la paroisse de Saint-Armand Est, dans le dit district de Bedford, fille majeure et usant de ses droits ; Arthur Webb, du village de Frelighsburg, dans le dit district de Bedford, et George Webb, de Richford, dans l'état de Vermont, un des états-unis de l'Amérique, sont Défendeurs, ordonnant la vente par licitation d'une certaine propriété immobilière, décrite comme suit, savoir :

La moitié sud de la moitié nord du lot numéro vingt-trois, dans le septième rang des lots dans la subdivision primitive du dit canton de Dunham, et étant la moitié sud du lot de terre maintenant connue et désigné comme étant le lot six cent vingt-deux (622), sur les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Dunham ; bornée au nord par la moitié nord du dit numéro 622, au sud par le lot numéro 620, du dit plan officiel, et à l'est et à l'ouest par les chemins publics, et par un autre jugement de la dite cour, rendu le seizième jour d'avril courant (1902), il a été ordonné que le dit immeuble soit vendu à la date et au lieu ci-après mentionnés :

La propriété ci-dessus décrite sera mise à l'enchère et adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur, le TRENTIÈME jour de MAI prochain (1902), à ONZE heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, dans le village de Sweetsburg, dit district de Bedford ; sujette aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charges ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

LEONARD & NOYES,
P. C. S.

J. C. McCORKILL,
Avocat du demandeur.
Sweetsburg, 19 avril 1902. 1635
[Première publication, 26 avril 1902.]

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Trois-Rivières, dans le district des Trois-Rivières, le 22 mars dernier (1902), dans une cause dans laquelle Arsène Girard, cultivateur, du lieu appelé Sainte-Marguerite, dans la paroisse des Trois-Rivières, est Demandeur ; et Dame Esther Girard, de la paroisse des Trois-Rivières, épouse de François-Xavier Levasseur, du même lieu, et ce dernier en autant que besoin est pour assister et autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Philomène Girard, ci-devant de la cité des Trois-Rivières, épouse de Fabien Courtemanche, journalier, aussi ci-devant de la dite cité, et actuellement dans les Etats-Unis d'Amérique, avec sa dite épouse, et le dit Fabien Courtemanche, en autant que besoin est pour assister et autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Mary Girard, Louis Girard, Anna Girard, Eusèbe Girard, Joseph Girard, Albert Girard, Eugénie Girard, Dorilla Girard, ci-devant de la paroisse Saint-Maurice, et actuellement dans les Etats-Unis d'Amérique ; Henriette Levasseur, veuve de feu Joseph Girard, fils de Modeste, aussi ci-devant de la paroisse Saint-Maurice, actuellement dans les Etats-Unis d'Amérique, tant en son propre et privé nom qu'en sa qualité de tutrice à Eva Girard, enfant mineure issue de son mariage avec le dit Joseph Girard, fils de Modeste ; Louis

and the said Morrisson for the purpose of hereto authorizing his said wife ; Dame Helen Teel, of Haverhill, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, wife common as to property of John Connolly, of the same place, and the said Connolly for the purpose of hereto authorizing his said wife ; Dame Minnie Webb, of the parish of Saint Armand East, in said district of Bedford, spinster of the full age of majority and in the exercise of her civil rights ; Arthur Webb, of the village of Frelighsburg, in the district of Bedford, and George Webb, of Richford, in the state of Vermont, one of the united states of America, are Defendants, ordering the sale by way of licitation of a certain immovable property, described as follows, to wit :

The south half of the north half of the lot number twenty-three, in the seventh range of lots in the primitive subdivision of the said township of Dunham, and being the south half of the lot of land now known and designated as lot six hundred and twenty-two (622), on the cadastral plan and in the book of reference of the said township of Dunham ; bounded on the north by the north half of said lot number 622, on the south by lot number 620, of said official plan, and on the east and west by public highways, and which by another judgment of said court, rendered on the sixteenth day of April instant (1902), was so ordered to be sold at the time and place hereinafter mentioned :

The property above described will be put up for sale by auction and adjudged to the last and highest bidder, on the THIRTIETH day of MAY next (1902), at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon, sitting the said court, in the court room of the court house, in the village of Sweetsburg, in said district of Bedford ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, *cahier des charges*, deposited in the office of the prothonotary of said court ; and any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court twelve days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and opposition for payment must be filed within six days next after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LEONARD & NOYES,
P. S. C.

J. C. McCORKILL,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 19th April, 1902. 1636
[First published, 26th April, 1902.]

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Three Rivers, in the district of Three Rivers, on the 22nd of March last (1902), in a cause in which Arsène Girard, farmer, of the place called Sainte Marguerite, in the parish of Three Rivers, is Plaintiff ; and Dame Esther Girard, of the parish of Three Rivers, wife of François-Xavier Levasseur, of the same place, and the latter in so far as need be to assist and to authorize his said wife for the purposes hereof ; Philomène Girard, formerly of the city of Three Rivers, wife of Fabien Courtemanche, laborer, also formerly of the said city, and now in the United States of America, with his said wife, and the said Fabien Courtemanche, in so far as need be to assist and authorize his said wife for the purposes hereof ; Mary Girard, Louis Girard, Anna Girard, Eusèbe Girard, Joseph Girard, Albert Girard, Eugénie Girard, Dorilla Girard, formerly of the parish of Saint Maurice, and actually in the United States of America ; Henriette Levasseur, widow of Joseph Girard, son of Modeste, also formerly of the parish of Saint Maurice, actually in the United States of America, as well in her own and private name as in her quality of tutrix to Eva Girard, minor daughter issue of her marriage with the said Joseph Girard, son of Modeste ; Louis

Girard, fils de feu Joseph, journalier, ci-devant de la cité des Trois-Rivières, et actuellement dans les Etats-Unis d'Amérique ; Virginie Girard, de la cité des Trois Rivières, épouse de Charles Collins, journalier, du même lieu, et ce dernier en autant que besoin est pour assister et autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Annie Girard, de la cité de Montréal, fille majeure et usant de ses droits ; Mary Illuminée Girard, de la cité de Montréal, épouse de Clément Leblanc, journalier, du même lieu, et ce dernier en autant que besoin pour assister et autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Adeline Maheu, de la cité des Trois-Rivières, veuve de feu Olivier Dufresne, en son vivant menuisier, de la dite cité ; Marguerite Maheu, de la cité des Trois-Rivières, veuve de Félix Godin, en son vivant charretier, de la dite cité ; Joseph St. Jean, ci-devant de la paroisse des Trois-Rivières, actuellement aux Etats-Unis d'Amérique ; Uldoric Plante, de la paroisse des Trois-Rivières, tant en son propre et privé nom qu'en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs, Joseph Uldoric, Edouard et Edouardina Plante, issus de son mariage avec Jessie St. Jean ; Anna Plante, de la paroisse des Trois-Rivières, épouse de Albert Ricard, du même lieu, et ce dernier en autant que besoin est pour assister et autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Nazaire Maheu, de la paroisse Sainte-Eulalie, menuisier et cultivateur ; Joseph Maheu, Louis Maheu et Olivier Maheu, tous trois de Stanstead, dans le district de Saint-François ; Azilda Girard, de Stanhope, dans le district de Saint-François, épouse de Louis Girard, fils de Stanislas, journalier, du même lieu, et ce dernier en autant que besoin est pour assister et autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Joseph Girard, fils de feu Claude, ci-devant de la cité des Trois-Rivières et actuellement dans les Etats-Unis d'Amérique ; Honoré Bourque, ci-devant de la cité de Montréal et actuellement dans les Etats-Unis d'Amérique, Georges Lemerise, cultivateur, de la paroisse de la Pointe-du-Lac ; Arthur Lemerise, journalier, de la paroisse de la Pointe-du-Lac ; Louise Lemerise, fille majeure et usant de ses droits, de la dite paroisse de la Pointe-du-Lac ; Ursule Lemerise, de la paroisse de la Pointe-du-Lac, veuve de Ludger Rouette, en son vivant de la dite paroisse ; Mary Levasseur, de la cité des Trois-Rivières, veuve de Joseph Aubry, en son vivant charron, de la dite cité, tant en son propre nom qu'en sa qualité de tutrice à Victor et Victoria Aubry, enfants mineurs issus de son mariage avec le dit feu Joseph Aubry ; Joséphine Aubry, de la cité des Trois-Rivières, épouse de Joseph Beaumier, du même lieu, boucher, et ce dernier en autant que besoin est pour assister et autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Edouard Eusèbe Godin, de la cité des Trois-Rivières, marchand, tant en son propre nom qu'en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs, Louis, Georges et Rolla Godin, issus de son mariage avec feu Elizabeth Aubry ; Philippe Aubry, de la cité des Trois-Rivières, peintre ; Léda Aubry, fille majeure et usant de ses droits, de la cité des Trois-Rivières ; Georgiana Aubry, de la paroisse Sainte-Flore, épouse de Edouard Gélinas, fils de Thomas Lallemant Gélinas, du même lieu, cultivateur, et ce dernier en autant que besoin est pour assister et autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Mary Aubry, de la paroisse de Saint-Théophile du Lac, épouse d'Adélard Dorais, du même lieu, et ce dernier en autant que besoin est pour assister et autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Georges Aubry, ci-devant de la cité des Trois-Rivières et actuellement aux Etats-Unis d'Amérique ; Emma Aubry, fille majeure et usant de ses droits, ci-devant de la cité des Trois-Rivières, et actuellement aux Etats-Unis d'Amérique ; Louis Girard, fils de feu Urbain, de la paroisse Sainte-Monique, cultivateur, François alias France Girard, de la paroisse Sainte-Monique, cultivateur ; Albert Girard, fils de feu Urbain, cultivateur, de la paroisse Sainte-Brigitte des Saults ; Joseph Girard, fils de feu Urbain, de la paroisse Saint-Célestin ; Hermine Girard, ci-devant de la paroisse

Girard, son of the late Joseph, laborer, formerly of the city of Three Rivers, and actually in the United States of America ; Virginie Girard, of the city of Three Rivers, wife of Charles Collins, laborer, of the same place, and this latter in so far as need be to assist and authorize his said wife for the purposes hereof ; Annie Girard, of the city of Montreal, spinster, in the enjoyment of her rights ; Mary Illuminée Girard, of the city of Montreal, wife of Clement Leblanc, laborer, of the same place, and this latter in so far as need be to assist and authorize his said wife for the purposes hereof ; Adeline Maheu, of the city of Three Rivers, widow of the late Olivier Dufresne, in his lifetime joiner, of the said city ; Marguerite Maheu, of the city of Three Rivers, widow of Felix Godin, in his lifetime carter, of the said city ; Joseph St. Jean, formerly of the parish of Three Rivers, actually in the United States of America ; Uldoric Plante, of the parish of Three Rivers, as well in his own and private name as in his quality of tutor to his minor children, Joseph, Uldoric, Edouard and Edouardina Plante, issue of his marriage with Jessie St-Jean ; Anna Plante, of the parish of Three Rivers, wife of Albert Ricard, of the same place, and this latter in so far as need be to assist and authorize his said wife for the purposes hereof ; Nazaire Maheu, of the parish of Sainte Eulalie, joiner and farmer ; Joseph Maheu, Louis Maheu and Olivier Maheu, all three of Stanstead, in the district of Saint Francis ; Azilla Girard, of Stanhope, in the district of Saint Francis, wife of Louis Girard, son of Stanislas, laborer, of the same place, and this latter in so far as need be to assist and authorize his said wife for the purposes hereof ; Joseph Girard, son of the late Claude, formerly of the city of Three Rivers, and actually in the United States of America ; Honoré Bourque, formerly of the city of Montreal, and actually in the United States of America ; Georges Lemerise, farmer, of the parish of La Pointe du Lac ; Arthur Lemerise, laborer, of the parish of La Pointe du Lac ; Louise Lemerise, spinster in the enjoyment of her rights, of the said parish of La Pointe du Lac ; Ursule Lemerise, of the parish of La Pointe du Lac, widow of Ludger Rouette, in his lifetime of the said parish ; Mary Levasseur, of the city of Three Rivers, widow of Joseph Aubry, in his lifetime wheelwright, of the said city, as well in her own name as in her quality of tutrix to Victor and Victoria Aubry, minor children issue of her marriage with the said late Joseph Aubry ; Josephine Aubry, of the city of Three Rivers, wife of Joseph Beaumier, of the same place, butcher, and this latter in so far as need be to assist and authorize his said wife for the purposes hereof ; Edouard Eusèbe Godin, of the city of Three Rivers, merchant, as well in his own name as in his quality of tutor to his minor children, Louis, Georges and Rolla Godin, issue of his marriage with the late Elizabeth Aubry ; Philippe Aubry, of the city of Three Rivers, painter ; Leda Aubry, spinster in the enjoyment of her rights, of the city of Three Rivers ; Georgiana Aubry, of the parish of Sainte Flore, wife of Edouard Gelin, son of Thomas Lallemant Gelin, of the same place, farmer, and this latter in so far as need be to assist and authorize his said wife for the purposes hereof ; Mary Aubry, of the parish of Saint Théophile du Lac, wife of Adélard Dorais, of the same place, and this latter in so far as need be to assist and authorize his said wife for the purposes hereof ; Georges Aubry, formerly of the city of Three Rivers and actually of the United States of America ; Emma Aubry, spinster in the enjoyment of her rights, formerly of the city of Three Rivers and actually in the United States of America ; Louis Girard, son of the late Urbain, of the parish of Sainte Monique, farmer ; François alias France Girard, of the parish of Sainte Monique, farmer ; Albert Girard, son of the late Urbain, farmer, of the parish of Sainte Brigitte des Sault ; Joseph Girard, son of the late Urbain, of the parish of Saint Célestin ; Hermine

Sainte-Monique, actuellement aux Etats-Unis d'Amérique, veuve de Hercule St. Clair, en son vivant du même lieu; Henriette Girard, ci-devant de la paroisse Sainte-Monique et actuellement dans les Etats-Unis d'Amérique, épouse de François Constant, du même lieu, et ce dernier en autant que besoin est pour assister et autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; Urbain Girard, ci-devant de la paroisse Sainte-Monique et actuellement aux Etats-Unis d'Amérique; Eloïse Girard, de la paroisse Saint-Grégoire, épouse de Cyrille Thibodeau, cultivateur, du même lieu, et ce dernier en autant que besoin est pour assister et autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir: la moitié nord-est d'une terre située en la paroisse des Trois-Rivières, étant connue et désignée aux plan et livres de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse des Trois-Rivières par le No quarante-trois (43), contenant en total le dit lot No 43, soixante-dix-sept arpents en superficie—circonstances et dépendances.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le SEIZIEME jour de MAI prochain (1902), à ONZE heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Trois-Rivières; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

L. N. DUPLESSIS,
Procureur du demandeur.

Trois-Rivières, 7 avril 1902. 1483-2
[Première publication, 12 avril 1902.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Beauce.

Beauce, à savoir: { NARCISSE DROUIN, Demandeur; contre GEDEON MAHEU, Défendeur, savoir:

Un terrain situé en la paroisse de Saint-Martin, contenant deux arpents et un quart de front sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins, connu et désigné au cadastre officiel sous le numéro six C (6 C) du premier rang du canton de Shenley—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Beauce, en la paroisse de Saint-François de la Beauce, le CINQUIEME jour de JUIN prochain, à MIDI.

JOS. POIRIER, Shérif.

Bureau du Shérif, Village de Saint-Joseph, Beauce, 28 avril 1902.

[Première publication, 3 mai 1902.]

Girard, formerly of the parish of Sainte Monique, actually in the United States of America, widow of Hercule St. Claire, in his lifetime of the same place; Henriette Girard, formerly of the parish of Sainte Monique, and actually in the United States of America, wife of François Constant, of the same place, and this latter in so far as need be to assist and authorize his said wife for the purposes hereof; Urbain Girard, formerly of the parish of Sainte Monique, and actually in the United States of America; Eloïse Girard, of the parish of Saint Grégoire, wife of Cyrille Thibodeau, farmer, of the same place, and this latter in so far as need be to assist and authorize his said wife for the purposes hereof, are Defendants, ordering the licitation of a certain immovable described as follows, to wit: The north east half of a land situate in the parish of Three Rivers, being known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of registration for the said parish of Three Rivers as No. forty-three (43), said lot No. 43 containing in all seventy-seven arpents in area—circumstances and dependencies.

The property above described will be put up for sale by auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SIXTEENTH, day of MAY next (1902), at ELEVEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the court house of Three Rivers; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of said court; and any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court twelve days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and oppositions for payment must be filed within six days next after the adjudication; and, failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

N. L. DUPLESSIS,
Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 7th April, 1902. 1484
[First published, 12th April, 1902.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Beauce.

Beauce, to wit: { NARCISSE DROUIN, Plaintiff; against GEDEON MAHEU, Defendant, to wit:

A lot situate in the parish of Saint Martin, containing two arpents and a quarter in front by twenty arpents in depth, more or less, known and designated on the official cadastre under number six C (6 C), of the first range of the township of Shenley—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the county of Beauce, in the parish of Saint François de la Beauce, on the FIFTH day of JUNE next, at NOON.

JOS. POIRIER, Sheriff.

Sheriff's office, Village of Saint Joseph, Beauce, 28th April, 1902.

[First published, 3rd May, 1902.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **DEMOISELLE HER-**
District de Bedford. } **D** **MINE MARC-AUREL,**
No 6900. } du canton de Sainte-Cécile de Milton, dans le district de Bedford, fille seule majeure et usant de ses droits, Demanderesse; contre les effets et terres d'**OLIVIER BACHAND**, ci-devant du canton de Roxton, dans le dit district de Bedford, cultivateur, mais maintenant absent de la province de Québec, Défendeur.

La partie sud du lot numéro dix-huit, arpentage primitif, du premier rang du canton de Roxton, dans le district de Bedford, et maintenant connu sur les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Roxton, sous le numéro seize (16), (sauf et excepté les huit arpents sud-est), (plus ou moins), (du dit lot appartenant à Agapit Belanger). La dite partie du lot contenant cent vingt-cinq acres, plus ou moins; bornée comme suit: au nord par le lot numéro dix-sept, à l'est par le chemin Roxton Falls et les terres d'Agapit Belanger, au sud par la ligne de division entre les cantons de Roxton et Shefford, et la terre du dit Agapit Belanger, et à l'ouest par le lot numéro quinze.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joachim de Shefford, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le **SEPTIEME** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 25 avril 1902. 1701
[Première publication, 3 mai 1902.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } **DEMOISELLE HER-**
District of Bedford. } **D** **MINE MARC-AUREL,**
No. 6900. } of the township of Sainte Cécile de Milton, in the district of Bedford, spinster *fille seule majeure et usant de ses droits*, Plaintiff; against the goods and lands of **OLIVIER BACHAND**, heretofore of the township of Roxton, in the said district of Bedford, farmer, but now absent from the province of Quebec, Defendant.

The south part of lot number eighteen, primitive survey, in the first range of the township of Roxton, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Roxton, as lot number sixteen (16), (save and except the south east eight arpents), (more or less), (of said lot belonging to one Agapit Belanger). The said part of lot containing one hundred and twenty-five acres, more or less; bounded as follows: on the north by lot number seventeen, on the east by the Roxton Falls road and the lands of Agapit Belanger, on the south by the line-road between the townships of Roxton and Shefford, and the land of said Agapit Belanger, and on the west by lot number fifteen.

To be sold at the parish church door of Saint Joachim de Shefford, in the county of Shefford and district of Bedford, on the **SEVENTH** day of **JUNE** next, at the hour of **TEN** of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 25th April, 1902. 1702
[First published, 3rd May, 1902.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure de Joliette.

Joliette, à savoir: } **MEDERIC FOREST, Es-**
No 3322. } **QUALITÉ, Demandeur;**
contre **DAMASE DEBRISAT** dit **ST. GERMAIN**, Défendeur.

1° Une terre située dans la paroisse de l'Assomption, du côté nord du Ruisseau du Point du Jour, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro cent cinquante-cinq (155), contenant un arpent et neuf perches et douze pieds de front sur trente-neuf arpents de profondeur, contenant une superficie de soixante et huit arpents et quatre-vingt-trois perches, plus ou moins.

2° Une autre terre située au même lieu, connue et désignée aux dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de l'Assomption, sous les numéros cent cinquante et un et cent cinquante-deux (151 et 152), contenant cent quatre-vingt-dix arpents en superficie, plus ou moins—avec maisons et autres bâties dessus construites.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de l'Assomption, le **QUATRIEME** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 28 avril 1902. 1719
[Première publication, 3 mai 1902.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court of Joliette.

Joliette, to wit: } **MEDERIC FOREST, Es-.**
No. 3322. } **QUALITY, Plaintiff; against**
DAMASE DEBRISAT dit **ST. GERMAIN**, Defendant.

1. A land situate in the parish of l'Assomption, on the north side of Ruisseau du Point du Jour, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said parish, under number one hundred and fifty-five (155), containing one arpent and nine perches and twelve feet in front by thirty-nine arpents in depth, containing an area of sixty-eight arpents and eighty-three rods, more or less.

2. Another land situate at the same place, known and designated on the said official plan and in the book of reference of the said parish of l'Assomption under numbers one hundred and fifty-one and one hundred and fifty-two (151 and 152), containing one hundred and ninety arpents in superficies, more or less—with houses and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of l'Assomption, on the **FOURTH** day of **JUNE** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 28th April, 1902. 1720
[First publication, 3rd May, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure de Joliette*

Joliette, à savoir : { **FRANÇOIS ARCHAM-**
 No 3303. { **BAULT, Défendeur ;**
 contre **LA COMPAGNIE MANUFACTURIERE**
DE SAINT-GABRIEL DE BRANDON, Défende-
resse.

1° Un terrain situé dans la concession Saint-David, du village de Saint-Gabriel de Brandon, mesurant 150 pieds de largeur sur 130 pieds de profondeur ; tenant en front à la rue Michaud, en arrière au terrain désigné au paragraphe suivant, d'un côté à Joseph Hénault, fils, et de l'autre côté à T. Michaud, faisant partie du lot No 149, de la subdivision du lot No 231 (231-149), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, comprenant tout le lot No 148, de la subdivision du dit lot No 231 (231-148), et comprenant aussi 13 pieds de longueur sur 130 pieds de profondeur dans le lot No 147, de la subdivision du dit lot No 231 (231-147).

2° Un autre terrain situé au même lieu, mesurant environ 280 pieds de largeur sur 145 pieds de profondeur, faisant partie du lot No 231, des dits plan et livre de renvoi officiels ; tenant par un bout au terrain désigné au paragraphe précédent, d'un côté à T. Michaud, de l'autre côté partie au chemin de fer et partie au terrain désigné au paragraphe suivant, et par derrière à une rue projetée.

3° Un autre terrain situé au même lieu, mesurant environ 66 pieds de largeur sur 72 pieds de profondeur, faisant aussi partie du lot No 231 ; tenant en front au chemin de fer, en arrière à la rue projetée, d'un côté à la rue Pascal, et de l'autre côté au terrain désigné au paragraphe précédent—avec la manufacture y érigée, et les machineries, engin, bouilloires, moulin à scier et tous accessoires de la dite manufacture et se trouvant sur les terrains sus-désignés.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, le TREIZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du shérif,
 Joliette, 7 avril 1902.

Shérif.
 1446-2

[Première publication, 12 avril 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Superior Court of Joliette.*

Joliette, to wit : { **FRANÇOIS ARCHAM-**
 No. 3303. { **BAULT, Plaintiff ; against**
LA COMPAGNIE MANUFACTURIERE DE
SAINT-GABRIEL DE BRANDON, Defendant.

1. A lot situate in the Saint David concession, in the village of Saint-Gabriel de Brandon, measuring 150 feet in width by 130 feet in depth ; bounded in front by Michaud street, in rear by the lot described in the following paragraph, on one side by Joseph Hénault, junior, and on the other side by T. Michaud, forming part of the lot No. 149, of the subdivision of lot No. 231 (231-149), of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Gabriel de Brandon, comprising the whole of lot No. 148, of the subdivision of the said lot No. 231 (231-148), and also comprising 13 feet in length by 130 feet in depth on lot No. 147, of the subdivision of the said lot No. 231 (231-147.)

2. Another lot situate at the same place, measuring about 280 feet in width by 145 feet in depth, forming part of the lot No. 231, of the said official plan and book of reference ; bounded at one end by the lot described in the preceding paragraph, on one side by T. Michaud, on the other side partly by the railway and partly by the lot described in the following paragraph, and in rear by a projected street.

3. Another lot situate at the same place, measuring about 66 feet in width by 72 feet in depth, forming also part of lot No. 231 ; bounded in front by the railway, in rear by the projected street, on one side by Pascal street, and on the other side by the lot described in the preceding paragraph—with the factory thereon erected, and the machinery, engine, boilers, saw mills and all the accessories of the said factory and found on the lots hereinabove described

To be sold at the church door of the parish of Saint Gabriel de Brandon, on the THIRTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD.

Sheriff's Office.

Joliette, 7th April, 1902.

[First published, 12th April, 1902.]

Sheriff.
 1446

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux escriptifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Kamouraska.*

Fraserville, à savoir : { **JOSEPH CAMILLE**
 No 2835. { **POULIOT, avocat, de la**
 ville de Fraserville, Demandeur ; contre les im-
 meubles de **LUC MARTIN, FILS D'EUGÈNE, cul-**
tivateur, de la paroisse de la Rivière Ouelle, Défende-
ur, à savoir :

1° Une terre située en la paroisse de la Rivière Ouelle, dans le comté de Kamouraska, à l'endroit appelé "La Petite Anse", connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse sous les numéros (140 et 144) cent quarante et cent quarante-quatre—avec les bâtisses dessus construites.

2° Un circuit de terre situé au même endroit et connu sous le numéro (167) cent soixante-sept, du même cadastre—sans bâtisse.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de la Rivière Ouelle, MARDI, le TROISIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif,
 Fraserville, 26 avril 1902.

Shérif.
 1703

[Première publication, 3 mai 1902.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Kamouraska.*

Fraserville, to wit : { **JOSEPH CAMILLE POU-**
 No. 2835. { **LIOT, advocate, of the**
 town of Fraserville, Plaintiff ; against the immovables
 of **LUC MARTIN, SON OF EUGÈNE, farmer, of the**
 parish of Rivière Ouelle, Defendant, to wit :

1. A land situate in the parish of Rivière Ouelle, in the county of Kamouraska, at the place called "La Petite Anse", known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish as numbers (140 and 144) one hundred and forty and one hundred and forty-four—with buildings thereon erected.

2. A circuit of land situate at the same place and known as number (167) one hundred and sixty seven, of the same cadastre—without any building.

To be sold at the church door of the parish of Rivière Ouelle, on TUESDAY, the THIRD day of JUNE next, at TWO of the clock in the afternoon. Writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's office,

Fraserville, 26th April, 1902.

[First published, 3rd May, 1902.]

Sheriff.
 1704

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.
 Fraserville, à savoir : } **GEORGE HUDON** dit
 No 2947. } **BEAULIEU**, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Anne de Lapocatière, Demandeur ; contre les immeubles de **FRANCOIS-XAVIER SIMARD**, de la même paroisse, Défendeur, à savoir :

1° Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Anne de Lapocatière, dans le comté de Kamouraska, connu et désigné sous le numéro (205) deux cent cinq, du cadastre de la dite paroisse—avec maison et autres bâties dessus construites ; à charge par l'acquéreur de payer, le premier de mai de chaque année, une rente constituée de douze piastres à la corporation du collège de Sainte-Anne de Lapocatière.

2° Un emplacement attenant à l'immeuble ci-dessus (No 205), d'une superficie d'environ cinq perches, étant l'angle nord-est du numéro (192) cent quatre-vingt-douze, du même cadastre ; et borné comme suit : au sud au dit No 205, au nord-est au numéro (179) cent soixante-dix-neuf, au sud-ouest et au nord à l'autre partie du dit No 192—avec bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

3° Un terrain situé partie sur le premier rang de la paroisse de Saint-Onésime, dans le comté de Kamouraska, et partie sur le troisième rang de la paroisse de Sainte-Anne, étant les numéros (35 et 36) trente-cinq et trente-six, de la première série du cadastre de la dite paroisse de Saint-Onésime, et faisant partie des lots numéros (825 et 826) huit cent vingt-cinq et huit cent vingt-six, du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Anne, étant la partie sud-est des dits numéros 825 et 826 ; tenant au nord-ouest aux autres parties de ces mêmes numéros, au nord-est aux numéros huit cent vingt-trois et huit cent vingt-quatre, au sud-ouest au numéro huit cent vingt-sept, et au sud-est à la paroisse de Saint-Onésime—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sainte-Anne de Lapocatière, **MARDI**, le **TROISIEME** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif,
 Fraserville, 25 avril 1902.

Shérif.
 1699

[Première publication, 3 mai 1902.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
 Montréal, à savoir : } **FRANCOIS BENOIT**, marchand, de la ville de Longueuil, dans le district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **J. ANDRE STE-MARIE**, commis, du même lieu, Défendeur.

1° Deux emplacements situés dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, et composés : 1° des lots numéros sept et huit (7 et 8), de la subdivision du lot numéro quatre-vingt (80), des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, et 2° d'une petite partie du numéro neuf (9), de la dite subdivision, la dite partie du lot étant de forme triangulaire et contenant cinq pieds et quarante centièmes de largeur sur la rue Moreau, et allant en rétrécissant sur une profondeur de cent pieds pour aboutir en pointe à la rue Sainte-Catherine ; bornée au nord-est par la rue Sainte-Catherine ;

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.
 Fraserville, to wit : } **GEORGE HUDON** dit
 No. 2947. } **BEAULIEU**, farmer, of the parish of Sainte Anne de Lapocatière, Plaintiff ; against the immovables of **FRANCOIS XAVIER SIMARD**, of the same parish, Defendant, to wit :

1. A lot situate in the parish of Sainte Anne de Lapocatière, in the county of Kamouraska, known and described as number (205) two hundred and five, of the cadastre of the said parish—with house and other buildings thereon erected ; subject to the charge upon the purchaser of paying, on the first of May of every year, a constituted rent of twelve dollars to the corporation of the collège of Sainte Anne de Lapocatière.

2. A lot adjoining the lot hereinabove described (No. 205), containing in superficies about five perches, being the north east angle of number one hundred and ninety-two (192), of the same cadastre ; and bounded as follows : on the south by the said No. 205, on the north east by number one hundred and seventy-nine (179), on the south west and on the north by the other part of the said No. 192—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. A lot situate partly on the first range of the parish of Saint Onésime, in the county of Kamouraska, and partly on the third range of the parish of Sainte Anne, being numbers (35 and 36) thirty-five and thirty-six, of the first series of the cadastre of the said parish of Saint Onésime, and forming part of lots numbers (825 and 826) eight hundred and twenty-five and eight hundred and twenty-six, of the cadastre of the said parish of Sainte Anne, being the south east part of the said numbers 825 and 826 ; bounded on the north west by the other parts of these same numbers, on the north east by numbers eight hundred and twenty-three and eight hundred and twenty-four, on the south west by number eight hundred and twenty-seven, and on the south east by the parish of Saint Onésime—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Sainte Anne de Lapocatière, on **TUESDAY**, the **THIRD** day of **JUNE** next, at **TEN** of the clock in fore-noon. Said writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office,

Fraserville, 25th April, 1902.

Sheriff.

1700

[First published, 3rd May, 1902.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
 Montreal, to wit : } **FRANCOIS BENOIT**, of the town of Longueuil, in the district of Montreal, merchant, Plaintiff ; against the lands and tenements of **J. ANDRE STE-MARIE**, of the same place, clerk, Defendant.

1. Two lots situate in the Hochelaga ward, of the city of Montreal, and made up : 1. of lots numbers seven and eight (7 and 8), of the subdivision of lot number eighty (80), of the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, and 2. of a small part of number nine (9), of the said subdivision, the said part of lot being of triangular shape and containing five feet and forty hundredths in width on Moreau street, and narrowing to a depth of one hundred feet to end at a point to Sainte Catherine street ; bounded to the north east by the Sainte Catherine street, and on the south east side

rine, et du côté sud-est, par le dit No 8—avec deux maisons en pierre et brique et autres bâtisses, avec droit de passage en commun avec d'autres dans une ruelle en arrière des dits lots.

2° Deux emplacements situés au même lieu et composés des lots numéros douze et treize (12 et 13), de la dite subdivision du numéro quatre-vingt (80), des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, et d'une petite partie nord-ouest du lot numéro onze (11), de la même subdivision, la dite partie du lot étant de forme triangulaire et contenant six pieds de largeur au nord-est, et allant en rétrécissant sur une profondeur de cent pieds pour se terminer en une pointe de soixante centièmes de pieds; bornée au sud-ouest par la rue Moreau, au nord-est par le lot No 76, du côté nord-ouest par le dit lot No 12, et du côté sud-est par la dite rue Sainte-Catherine—avec deux maisons en pierre et en briques et autres bâtisses, et droit de passage en commun avec d'autres dans une ruelle en arrière des dits emplacements.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 29 mai 1902. 1723
[Première publication, 3 mai 1902.]

MANDAT DU CURATEUR FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JOSEPH OCTAVE BERNIER, comptable, de la cité et du district de Montréal, Curateur et Requé- rant, à ce dûment autorisé sous l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateur aux biens de J. H. AIMÉ BLAIS, plombier, de la cité et du district de Montréal, Insolvable.

Un lot de terre situé en la ville de Sainte-Anne de Bellevue, connu et désigné sous le numéro trois (3), de la subdivision officielle du No cent vingt-six (126), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Anne du Bout de l'Île.

Un autre lot de terre situé au même lieu, et désigné sous le numéro quatre (4), de la subdivision officielle du No cent vingt-six (126), des mêmes plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses érigées sur les dits deux lots, lesquels devront être vendus comme un seul lot, étant une seule et même exploitation; les dits lots étant bornés en front par le chemin public appelé rue Ottawa.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 9 avril 1902. 1405-2
Première publication du 5 avril 1902 est nulle.
[Première publication, 12 avril 1902.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } O VILA CHENIER, de la No 365. } cité de Hull, district d'Ottawa, hôtelier, Demandeur; contre ABRAHAM OSBORNE, du canton de Templeton, dit district, commerçant, Défendeur, à savoir :

by the said number 8—with two stone and brick houses and other buildings, with the right of a passage in common with others in a lane in rear of the said lots.

2. Two lots situate at the same place and made up of lots numbers twelve and thirteen (12 and 13), of the said subdivision of number eighty (80), of the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, and of a north west small part of lot number eleven (11), of the same subdivision, the said part of lot being of triangular shape and containing six feet in width to the north east, and narrowing on a depth of one hundred feet to end in a point of sixty hundredths feet; bounded to the south west by Moreau street, to the north east by lot No. 76, on the north west side by the said lot No. 12, and on the south east side by the said Sainte-Catherine street—with two stone and brick houses and other buildings and right of passage in common with others in a lane in rear of the said lots.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 29th May, 1902. 1724
[First published, 3rd May, 1902].

CURATOR'S WARRANT FIERI FACIAS DE TERRIS

District of Montreal.

Montreal, to wit : } JOSEPH OCTAVE BERNIER, accountant, of the city and district of Montreal, Curator and Petitioner, hereunto duly authorized under article 879 of the code of civil procedure of the province of Quebec, as curator to the property of J. H. AIMÉ BLAIS, plumber, of the city and district of Montreal, Insolvent.

A lot of land situate in the town of Sainte Anne de Bellevue, known and described as number three (3), of the official subdivision of number one hundred and twenty-six (126), of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Anne du Bout de l'Île.

Another lot of land situate at the same place, and known and described as number four (4), of the official subdivision of lot No. one hundred twenty-six (No. 126), of the same official plan and book of reference—with the buildings erected on the said two lots, which are to be sold as one single lot, and being one and the same plot of ground; said two lots bounded in front by the public road, called Ottawa street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 9th April, 1902. 1406
First publication of the 5th of April, 1902, is null.
[First published, 12th April, 1902.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } O VILA CHENIER, of the city No. 365. } of Hull in the district of Ottawa, hotel-keeper, Plaintiff; against ABRAHAM OSBORNE, of the township of Templeton, in the said district, trader, Defendant, to wit :

Tout ce terrain situé dans le canton de Templeton et comté de Wright, étant composé de la moitié ouest du lot No treize A (13 A), du quatrième rang du dit canton, borné comme suit : à l'est par la moitié est du même lot, à l'ouest par le lot quatorze A, au nord par la cinquième concession, et au sud par le lot No treize B, du dit quatrième rang, contenant cinquante acres en superficies, plus ou moins — avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement dans la cité de Hull, le TREIZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 9 avril 1902. 1485-2
[Première publication, 12 avril 1902.]

All that part of land situate in the township of Templeton, and county of Wright, being composed of the west half of the lot number thirteen A (13 A), of the fourth range of the said township, bounded as follows : to the east by the east half of the same lot, to the west by lot fourteen A, to the north by the fifth concession, and to the south by lot number thirteen B, of the said fourth range, containing fifty acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the THIRTEETH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 9th April, 1902. 1486
[First published, 12th April, 1902.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et à l'heure respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **L** A CITE DE QUEBEC ;
No 2449. } contre MARY KELLY,
de la cité de Québec, dans le district de Québec, veuve de Hugh Campbell, et l'un des héritiers de feu Hugh Campbell, à savoir :

Le lot No 4123, (quatre mille cent vingt-trois), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Eustache — circonstances et dépendances. Sujet en faveur du lot No 4122, du dit cadastre, à un droit de passage de sept pieds de largeur sur vingt-huit pieds de longueur, sur le côté nord du dit lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SIXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Député shérif.
Québec, 1er mai 1902. 1773
[Première publication, 3 mai 1902.]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir : } **D** ANS une cause où Joseph
No 2556. } Bédard, de Charlesbourg, cordonnier, était demandeur, et Georges Cloutier, de Charlesbourg, était défendeur ; le dit Défendeur, GEORGES CLOUTIER ; contre le dit Demandeur, JOSEPH BEDARD, à savoir :

La partie ouest du lot, No 339-6 (trois cent trente-neuf-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, étant un emplacement situé sur le chemin public, au lieu appelé Trait-Quarré, — avec maison en bois, dessus construite, mais sans communication avec et sans droit sur le hangar et son prolongement érigés sur la partie est du dit lot No 339-6 (trois cents trente-neuf-six) ; borné à l'est par la partie est du dit lot No 339-6, (trois cent trente-neuf-six), appartenant à Georges Cloutier, sur la quelle partie est se trouve un hangar et son prolongement comme susdit, à l'ouest par le chemin public, au sud par le lot No 340, (trois cent quarante), du dit cadastre, au nord par le numéro 339 (trois cent trente-neuf), du dit cadastre, le dit emplacement allant du chemin public jusqu'au dit hangar et son prolongement, — circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 17 avril 1902. 1571-2
[Première publication, 19 avril 1902.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } **T** HE CITY OF QUEBEC ;
No. 2449. } against MARY KELLY, of the city of Quebec, in the district of Quebec, widow of Hugh Campbell, and one of the heirs of the late Hugh Campbell, to wit :

Lot No. 4123 (four thousand one hundred and twenty-three), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Saint Eustache street, — circumstances and dependencies. Subject in favor of lot No. 4122, of the said cadastre, to a right of passage of seven feet in width by twenty-eight feet in length, on the north side of the said lot.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SIXTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Québec, 1st May, 1902. 1774
[First published, 3rd May, 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **I** N a cause in which Joseph
No. 2556. } Bedard, of Charlesbourg, shoemaker, was plaintiff, and Georges Cloutier, of Charlesbourg, was Defendant, the said Defendant, GEORGES CLOUTIER ; against the said Plaintiff, JOSEPH BEDARD, to wit :

The west part of lot No. 339-6 (three hundred and thirty-nine-six), of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, being a lot situate on the public road, at the place called Trait-Quarré—with a wooden house thereon erected, but without communication with and without any right to the shed and its prolongation erected on the east part of the said lot No. 339-6 (three hundred and thirty-nine-six) ; bounded on the east by the east part of the said lot number 339-6 (three hundred and thirty-nine-six), belonging to Georges Cloutier, on which east part is a shed and its prolongation as aforesaid, on the west by the public road, on the south by lot No. 340 (three hundred and forty), of the said cadastre, on the north by number 339 (three hundred and thirty-nine), of the said cadastre, going from the public road to the said shed and its prolongation — circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Charlesbourg, county of Quebec, on the TWENTY-SECOND day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 17th April, 1902. 1572
[First published, 19th April, 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } OCTAVE JACQUES, de
No 557. } Québec, marchand de pro-
visions ; contre ARTHUR POITRAS, de Québec, à
savoir :

Le lot No 56 (cinquante-six), des subdivisions du lot No 3755 (trois mille sept cent cinquante-cinq), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Jean de la cité de Québec, moitié est ; borné niveau nord-ouest de la rue Richelieu, contenant 23 pieds de front sur la dite rue, sur 60 pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise ; borné à l'est par la rue Taschereau, à l'ouest à l'autre moitié du dit lot appartenant à Eugène Poitras, à distraire de sa profondeur, 4 pieds réservés à la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Richelieu — avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$7.00, payable le premier mai à l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Québec, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif,

Québec, 17 avril 1902.

Shérif.

1573-2

[Première publication, 19 avril 1902.]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir, } HORMIDAS ULDERIC
No 85. } FRANCCEUR, de Québec,
marchand ; contre EDMOND GRENIER, de
Beauport, à savoir :

Partie du lot No 510 (cinq cent dix), du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, mesurant 32 pieds de front sur 102 pieds de profondeur ; borné au front et au nord-ouest au chemin public, au nord-est et au sud-est au terrain de Joseph Lemelin le vendeur, au sud-ouest par le lot No 511, du dit cadastre, étant un emplacement situé sur le chemin public—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Beauport, comté de Québec le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif,

Québec, 17 avril 1902.

Shérif.

1575-2

[Première publication, 19 avril 1902.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } DAME MARIE EUGENIE
No 21524. } CHARLOTTE GADOURY,
ET VIR, Demandeurs ; contre MAXIME JOINVILLE, Défendeur.

1° Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-David, concession Sainte-Sarah, étant le lot numéro six cent soixante et dix-neuf (No 679), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-David, circonstances et dépendances.

2° Une terre située en la paroisse de Saint David, concession Saint-Patrice, étant le lot numéro huit cent vingt-cinq (No 825), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-David—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale, de la paroisse de Saint-David, le QUATRIEME jour du mois de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif,

Sorel, 30 avril 1902.

Shérif.

1755

[Première publication, 3 mai 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } OCTAVE JACQUES, of Que-
No 557. } bec, provision merchant ;
against ARTHUR POITRAS, of Québec, to wit :

Lot No. 56 (fifty-six), of the subdivisions of the lot No. 3755 (three thousand seven hundred and fifty-five), of the official cadastre of Saint John's ward of the city of Québec, east half ; bounded on the north west by the alignment of Richelieu street, containing 23 feet in front on the said street, by 60 feet in depth, more or less, english measure ; bounded on the east by Taschereau street, on the west by the other half of the said lot belonging to Eugène Poitras, deducting from its depth 4 feet reserved for the city of Québec, being a lot situate in Richelieu street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a yearly rent of \$7.00, payable on the first of May to the Hotel Dieu de Québec.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY-THIRD day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS LANGELIER,

Sheriff's office,

Québec, 17th April, 1902.

Sheriff.

1574

[First published, 19th April, 1902.]

FIERI FACIAS

Québec, to wit : } HORMIDAS ULDERIC
No. 85. } FRANCCEUR, of Québec,
merchant ; against EDMOND GRENIER, of Beau-
port, to wit :

Part of lot No. 510 (five hundred and ten), of the official cadastre for the parish of Beauport, measuring 32 feet in front by 102 feet in depth ; bounded in front and on the north west by the public road, on the north east and south east by the lot of Joseph Lemelin, the vendor, on the south west by lot No. 511, of the said cadastre, being a lot situate on the public road,—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Beauport, county of Québec, on the TWENTY-SECOND day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office,

Québec, 17th April, 1902.

Sheriff.

1576

[First published, 19th April, 1902.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Circuit Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } DAME MARIE EUGENIE
No. 21524. } CHARLOTTE GADOURY
ET VIR, Plaintiffs ; against MAXIME JOINVILLE, Defendant.

1. A piece of land situate in the parish of Saint David, Sainte Sarah concession, being lot number six hundred and seventy-nine (679), of the official cadastre of the said parish of Saint David—circumstances and dependencies.

2. A land situate in the parish of Saint David, Saint Patrick concession, being lot number eight hundred and twenty-five (825), of the official cadastre of the said parish of Saint David—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint David, on the FOURTH day of the month of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office,

Sorel, 30th April, 1902.

Sheriff

1756

[First published, 3rd May, 1902.]

Ventes par le Shérif—St-François

Sheriff's Sales—St. Francis

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } **STEIN J. CARON,**
No 451. } Demandeur; contre
PIERRE BENOIT, Défendeur :

1° Un lot de terre situé dans le canton de Orford, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme lot numéro un (No 1), dans le rang B, du dit canton d'Orford, contenant cent quatre-vingt-seize acres en superficie, plus ou moins; borné en front par le chemin de Montreal, en arrière par un lac, d'un côté par la ligne de ville entre les cantons de Orford et Stukely, et de l'autre côté par la terre de Augustin Surprenant—sans bâtisses.

2° Une terre située dans le canton de Orford, dans le district de Saint-François, composée des lots numéros huit et neuf (Nos 8 et 9), du rang E, et huit et neuf (Nos 8 et 9), du rang F, du dit canton d'Orford, contenant cent quatre-vingt-six acres en superficie, plus ou moins; la dite terre étant bornée à un bout par le Lac Long, à l'autre bout par un étang, d'un côté par la terre du dit Pierre Benoit, et de l'autre côté par la terre de Emanuel Dubuc—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus au bureau du registraire pour la division d'enregistrement de Sherbrooke, dans la cité de Sherbrooke, le **TREIZIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 9 avril 1902. 1477-2
[Première publication, 12 avril 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Saint-François, à savoir: } **LA BANQUE DES**
No 6911. } **CANTONS DE**
L'EST, Demanderesse; contre **PIERRE BENOIT,** Défendeur.

1° Ces étendues ou morceaux de terre sis et situés dans le canton de Orford, dans le district de Saint-François, connus et désignés, premièrement: partie du lot numéro trois, dans le rang B, du dit canton d'Orford, et contenant vingt acres, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, mais tel que le dit morceau de terre se poursuit et comporte; bornée vers le nord par le chemin public conduisant à Sherbrooke, vers l'est et vers le sud par The British American Land Company ou représentants; et vers l'ouest par la terre de Margaret Conlan ou représentants, tel que acquis par feu William Bonnallie de George Bonnallie, par acte passé devant C. Têtu, N. P., le 28 mars 1865, enregistré dans le bureau d'enregistrement de Sherbrooke, sous le numéro 203, volume 17. Deuxièmement: la partie ouest du lot numéro quatre, dans le rang A, du dit canton d'Orford, et contenant cinquante acres de terre, plus ou moins; bornée au nord partie par le lot numéro un et partie par le lot numéro deux, du rang F, au sud par le chemin public, à l'est par les quarante-neuf acres est du dit lot numéro quatre, dans le dit rang A, et à l'ouest par la ligne divisant les lots numéros trois et quatre, dans le dit rang. Troisièmement: Une petite partie de la partie est du lot numéro trois, dans le dit rang A, du dit canton d'Orford, formant un triangle, et bornée en front par le dit chemin, à l'est par la ligne de division entre les lots trois et quatre, du dit rang A, et sur le troisième côté par une ligne tracée sur le dit chemin et la ligne de division ouest du ruisseau, formant environ deux acres, plus ou moins, de

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } **STEIN J. CARON,**
No 451. } Plaintiff; against
PIERRE BENOIT, Defendant :

1. A lot of land situate in the township of Orford, in the district of Saint Francis, known and designated as the lot number one (No 1), in the range B, of the said township of Orford, containing one hundred and ninety-six acres in superficies, more or less; bounded in front by the Montreal road, in rear by a lake, on one side by the town line between the townships of Orford and Stukely, and on the other side by land belonging to Augustin Surprenant—without buildings.

2. A farm situate in the township of Orford, in the district of Saint Francis, composed of the lots numbers eight and nine (Nos 8 and 9), of the range E, and eight and nine (Nos 8 and 9), of the range F, of the said township of Orford, containing one hundred and eighty-six acres in superficies, more or less; said farm bounded on one end by Long Lake, and on the other end by a pond, on one side by land belonging to the said Pierre Benoit, and on the other side by land belonging to Emanuel Dubuc—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of Sherbrooke, in the city of Sherbrooke, on the **THIRTEENTH** day of **MAY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 9th April, 1902. 1478
[First published, 12th April, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Bedford.

Saint Francis, to wit: } **THE EASTERN**
No. 6911. } **TOWNSHIPS**
BANK, Plaintiff; against **PIERRE BENOIT,** Defendant.

1. Those certain tracts or parcels of land situate and being in the township of Orford, in the district of Saint Francis, known and distinguished, first: part of lot number three, in range B, of the said township of Orford, and containing twenty acres, more or less, without any warranty as to measurement, but as the said parcel of land is and extends; bounded northerly by the highway leading to Sherbrooke, easterly and southerly by the British American Land Company, or representatives, and westerly by land of Margaret Conlan or representatives, as acquired by the late William Bonnallie from George Bonnallie, by deed executed before C. Têtu, N. P., the 28th March, 1865, registered in the Sherbrooke registry office, under number 203, volume 17. Secondly: the west part of lot number four, in the range A, of the said township of Orford, and containing fifty acres of land, more or less; bounded on the north partly by lot number one and partly by lot number two, of the range F, on the south by the public highway, on the east by the easterly forty-nine acres of said lot number four, in said range A, and on the west by the line dividing lots numbers three and four, in said range. Thirdly: A small portion of the east part of the lot number three, in the said range A, of the said township of Orford, forming a triangle, and bounded in front by said road, on the east by the division line between lots three and four, of the said range A, and on the third side by a line drawn on said road and the division line west of the brook, enclosing about two acres, more or less, so as to

manière à couvrir la flottaison à haute marée de l'écluse sur le dit ruisseau, et étant la même terre acquise par le dit Bonnallie de The British American Land Company, le 8 septembre 1889—avec le moulin à scie, moulin à farine, toutes les machines pour écluses, dalles, roues, courroies, appareils et toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

2° Lot numéro sept, dans le rang E, du dit canton de Orford; borné en front par le chemin public, en arrière par le Lac Long, au nord par la terre de Pierre Benoit, et au sud par le lot numéro six, dans le dit rang E, contenant quarante et un acres de terre, plus ou moins—circonstances et appartenances.

3° Lot numéro sept, dans le rang F, du dit canton d'Orford, contenant quarante-huit acres et trois quarts de terre, plus ou moins; borné au nord par la terre de Pierre Benoit, au sud par le lot numéro six, dans le dit rang F, en front par le chemin public et en arrière par un étang—circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau du registraire de la division d'enregistrement de Sherbrooke, dans la cité de Sherbrooke, le TREIZIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEYER,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 9 avril 1902. Shérif. 1479-2
[Première publication, 12 avril 1902.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.

District de Terrebonne, } **WILFRID**
Sainte-Scholastique, à savoir : } **BRUNO**
No 813. } **NANTEL**, Deman-
deur; contre **THOMAS SCULLY**, Défendeur, }
savoir :

Une moitié indivise dans un terrain indivis située en la paroisse de Sainte-Sophie, district de Terrebonne, étant les lots numéros cent quatre-vingt-seize et cent quatre-vingt-dix-sept (Nos 196 et 197), aux plan et livre de renvoi officiels faits pour la dite paroisse de Sainte-Sophie, de la contenance de dix arpents, plus ou moins, en superficie—avec un moulin à scie et autres bâtisses y érigées, et pouvoir d'eau qui longe le dit terrain.

Pour être vendue à la porte de l'église catholique du village de Sainte-Sophie, dit district, le QUATRIÈME jour de JUIN, à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 28 avril 1902. Shérif. 1713
[Première publication, 3 mai 1902.]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil en date du douze avril 1902, d'adjoindre à la commission de la paix, pour le district de Montréal, Charles Lamothe, forgeron, de Verdun, dans le comté d'Hochelaga; Nicholas Pinsonnault, cultivateur, de Saint-Jacques le Mineur, comté de Laprairie; John Wesley Palmer, 1745, rue Notre-Dame, marchand, Montréal; John Crosby, cultivateur, de Pointe Fortune; William Sanderson, cultivateur, et Arthur William Mullan, marchand, de Como; et John Simpson, cultivateur, de Saint-Lazare, comté de Vaudreuil.

1769

cover the flowage at high water of the dam on said brook, and being the same land acquired by said Bonnallie from the British American Land Company, the 8th September, 1889—with the saw-mill, the grist-mill, all the machinery, dams, flumes, wheels, belts, gearing and all buildings and improvements thereon.

2. The lot number seven, in the range E, of the said township of Orford; bounded in front by the public highway, in rear by Long Lake, northerly by land of Pierre Benoit, and southerly by lot number six, in said range E, containing forty-one acres of land, more or less—with the appurtenances thereunto belonging.

3. The lot number seven, in the range F, of the said township of Orford, containing forty-eight acres and three quarters of land, more or less; bounded northerly by land of Pierre Benoit, southerly by lot number six, in said range F, in front by the public highway, and in rear by a pond—with the appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registry office of the registration division of Sherbrooke, in the city of Sherbrooke, on the THIRTEENTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLMEYER,

Sheriff's Office. Sherif.
Sherbrooke, 9th April, 1902. 1480
[First published, 12th April, 1902.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

District of Terrebonne, } **WILFRID BRUNO**
Sainte Scholastique, to wit: } **NANTEL**, Plain-
No. 813. } tiff; against **THOMAS**
SCULLY, Defendant, to wit :

One undivided half in a undivided lot situate in the parish of Sainte Sophie, district of Terrebonne, being lots numbers one hundred and ninety-six and one hundred and ninety-seven (Nos. 196 and 197), on the official plan and book of reference made for the said parish of Sainte Sophie, containing ten arpents, more or less, in superficies—with a saw mill and other buildings thereon erected, and water power along the said lot.

To be sold at the catholic church door of the village of Sainte Sophie, said district, on the FOURTH day of JUNE, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sherif.
Sainte Scholastique, 28th April, 1902. 1714
[First published, 3rd May, 1902.]

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twelfth of April, 1902, to associate to the commission of the peace, for the district of Montreal, Charles Lamothe, blacksmith, of Verdun, county of Hochelaga; Nicholas Pinsonnault, farmer, of Saint-Jacques le Mineur, county of Laprairie; John Wesley Palmer, 1745, Notre-Dame street, merchant, Montréal; John Crosby, farmer, of Point Fortune; William Sanderson, farmer, and Arthur William Mullan, merchant, of Como; and John Simpson, farmer, of Saint Lazare, county of Vaudreuil.

1770

Proclamations

Canada,
Province de }
Québec.
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**TTENDU qu'en
Proc. genl. } vertu de l'article 2461 des Statuts Refondus de la province de Québec, il est décrété : le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, fixer, de temps à autre, les époques auxquelles commencent les termes de la Cour du Banc du Roi, dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matières criminelles, dans tous les districts et peut les changer pareillement.

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos, par et avec l'avis et le consentement du Conseil Exécutif de Notre dite province de changer, pour l'avenir, l'époque de la tenue du terme de la Cour du Banc du Roi, siégeant en première instance, en matières criminelles pour le district d'Iberville et la fixer au vingt-deuxième jour d'octobre, chaque année ;

A CES CAUSES, et sous l'autorité des Statuts ci-dessus cités, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes, réglons et ordonnons que pour l'avenir, l'époque de la tenue du terme de la Cour du Banc du Roi, siégeant en première instance, en matières criminelles, pour le district d'Iberville, est changée et est fixée au vingt-deuxième jour d'octobre, chaque année.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TRENTIÈME jour du mois d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

JOS. BOIVIN,

1761

Sous-secrétaire de la province.

Canada,
Province de }
Québec.
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**TTENDU qu'en
Proc. Général. } vertu de l'article 2354 des Statuts Refondus de la province de Qué-

Proclamations

Canada,
Province of }
Quebec.
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King Defender of the Faith Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W**HEREAS in vir-
Atty. Genl. } tue of the provisions of article 2461 of the revised statutes of the province of Quebec, it is enacted that the lieutenant-governor may, by proclamation, from time to time, fix the periods at which the terms of the Court of King's Bench, in the exercise of its original criminal jurisdiction, shall commence in all the district, and may alter the same in like manner ;

AND WHEREAS we have deemed proper, by and with the advice and consent of the Executive Council of our said province, to alter, for the future, the date of the opening of the term of the Court of Queen's Bench, in the exercise of its original criminal jurisdiction, for the district of Iberville, and to fix it for the twenty second day of October, of every year ;

NOW KNOW YE, that under the authority of the Statutes herein above cited, We have ruled and ordered, and do hereby rule and order, that in future, the date of the opening of the term of the Court of King's Bench, in the exercise of its criminal jurisdiction for the district of Iberville, is altered and fixed.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable Sir LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTIETH day of the month of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, and in the second year of Our Reign.

JOS. BOIVIN,

1762

Deputy secretary of the province.

Canada,
Province of }
Quebec.
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W**HEREAS in vir-
Atty General } tue of articles 2353 and 2354 of the revised statutes of the pro-

bec, il est entre autres choses décrété : le Lieutenant-Gouverneur peut changer de temps à autre, les termes de la cour de circuit, de sorte que pas moins de trois termes soient tenus par année dans tout district ou comté, excepté dans les comtés de Gaspé et Bonaventure.

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos, par et avec l'avis et le consentement du Conseil Exécutif de Notre dite province de changer les époques auxquelles les termes de la cour de circuit, dans et pour le district d'Iberville, doivent être tenus, et de les fixer comme suit, pour l'avenir :

1° La cour de circuit, dans et pour le district d'Iberville, siégeant à Saint-Jean, les trois jours juridiques qui suivront le neuf de chaque mois, excepté les mois de janvier, juillet, août et septembre.

2° La cour de circuit, dans et pour le comté d'Iberville, à Iberville, le quinze des mois de février, mai et octobre.

3° La cour de circuit, dans et pour le comté de Napierville, à Napierville, le dix-sept des mois de février, mai et octobre.

A CES CAUSES, et sous l'autorité des statuts ci-dessus cités, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes réglons et ordonnons, que les époques auxquelles les termes de la cour de circuit, dans et pour le district d'Iberville, doivent être tenus, sont changés et sont fixés comme suit, pour l'avenir :

1° La cour de circuit, dans et pour le district d'Iberville, siégeant à Saint-Jean, les trois jours juridiques qui suivront le neuf de chaque mois, excepté les mois de janvier, juillet, août et septembre.

2° La cour de circuit, dans et pour le comté d'Iberville, à Iberville, le quinze de février, mai et octobre.

3° La cour de circuit, dans et pour le comté de Napierville, à Napierville, le dix-sept des mois de février, mai et octobre.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TRENTIÈME jour de d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

1777

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec. }
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que, sur
Proc.-Genl. } présentation au conseil municipal du comté de Verchères d'une requête des deux-tiers des électeurs municipaux qui

vince of Quebec, it is among other things enacted : " that the lieutenant-governor may, from time to time, alter the terms of the Circuit Court : so that not less than three terms shall be held in every year, in any district or county, except in the counties of Gaspé and Bonaventure."

AND WHEREAS We have deemed it expedient by and with the advice and consent of the Executive Council of Our said province, to change the times at with the terms of the Circuit Court for the district of Iberville should be held, and to fix them in future, as follows :

1. The Circuit Court for the district of Iberville, sitting at Saint-John's, the three juridical days following the ninth of every month, except the months of January, July, August and September.

2. The Circuit Court for the county of Iberville, at Iberville, on the fifteenth of the months of February, May and October.

3. The Circuit Court for the county of Napierville, at Napierville, on the seventeenth of the months of February, May and October.

NOW KNOW YE that, under the authority of the statutes above cited, We have ruled and ordained, and do hereby rule and ordain that the times at which the terms of the Circuit Court in and for the district of Iberville should be held, are altered and are fixed, in future, as follows :

1. The Circuit Court for the district of Iberville, sitting at Saint John's, on the three juridical days following the ninth of every month, except the months of January, July, August of September.

2. The Circuit Court of the county of Iberville at Iberville, on the fifteenth of February, May and October.

3. The Circuit Court for the county of Napierville, at Napierville, on the seventeenth of the months of February, May and October.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNES, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec,

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTIETH day of APRIL in the year of Our Lord one thousand nine hundred and two, and in the second year Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial secretary.

1778

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Quebec. }
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } W H E R E A S, on
Atty.-Genl. } presentation to the municipal council of the county of Verchères, of a petition from the two-thirds of the muni

sont en même temps propriétaires habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la paroisse de Contrecoeur, dans le dit comté, dans Notre province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Verchères, a nommé Joseph Hermyle Leclair, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué par le laps de temps écoulé conformément à l'article 59 du code municipal.

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport ;

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

Vers le nord-ouest par le fleuve Saint-Laurent, vers le sud-est par une ligne tracée parallèlement à l'axe du chemin de fer de la Rive Sud, à trois cent soixante (360) pieds, mesure française, au sud-est du dit axe de ce chemin de fer, vers le nord-est par la ligne de division entre les lots numéros cent quatre-vingt-un (181) et cent quatre-vingt (180), du cadastre officiel de la paroisse de Contrecoeur, et vers le sud-ouest par la ligne qui sépare les lots numéros deux cent quatorze (214) et deux cent quinze (215), du même cadastre, qui est un démembrement de la municipalité de la paroisse de Contrecoeur, est formé d'une partie de la première concession de la dite paroisse, mesurant seize (16) arpents cinq (5) perches et trois (3) pieds dans sa ligne sud-ouest, dix (10) arpents et une (1) perche dans celle du nord-est, et environ dix-sept (17) arpents et neuf (9) pieds dans sa limite sud-est, ce village couvre une superficie d'à peu près deux cent dix-huit arpents et demi (218 arpents $\frac{1}{2}$), sera détaché de la municipalité de la paroisse de Contrecoeur, et formera une municipalité séparée sous le nom de la "municipalité du village de Contrecoeur," à partir de ce jour.

Et par les présentes, Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons le dit village de Contrecoeur, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TRENTIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.

cial electors who are at the same time proprietors residing in a certain territory therein mentioned, situated in the municipality of the parish of Contrecoeur, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of this territory into a village municipality, the said council of the said county of Verchères, has named Mr. Joseph Hermyle Leclair, special superintendent, charged to visit the said territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to make a report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has made a report to the said council mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the territory hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been homologated, by lapse of time, pursuant to article 59 of the municipal code.

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report ;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

All the territory bounded as follows, to wit :

On the north west, by the river Saint Lawrence, on the south east by a line run parallel with the axis of the South Shore railway, at three hundred and sixty (360) feet, french measure, on the south east of the said axis of this railway, on the north east by the division line between lots numbers one hundred and eighty-one (181) and one hundred and eighty (180), of the official cadastre of the parish of Contrecoeur, and on the south west by the line which separates lots numbers two hundred and fourteen (214) and two hundred and fifteen (215), of the same cadastre, which is a dismemberment of the municipality of the parish of Contrecoeur, and is made up of a part of the first concession of the said parish, measuring sixteen (16) arpents, five (5) perches and three (3) feet on the south west line, ten (10) arpents and one (1) perch in that on the north east, and about seventeen (17) arpents and nine (9) feet on the south east side, this village covers an area of nearly two hundred and eighteen arpents and a half (218 $\frac{1}{2}$ arpents), shall be detached from the municipality of the parish of Contrecoeur, and shall form a separate municipality under the name of "the municipality of the village of Contrecoeur," from and after this day.

And we do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Contrecoeur, a village municipality, in conformity with the provisions of the municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed :
WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec.
At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTIETH day of APRIL, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and two, and in the second year of Our Reign.

By command,

ADELARD TURGEON,
Provincial secretary.

Canada,
Province de }
Québec. }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**TTENDU qu'en
Proc.-Gén. } vertu de l'article
2333 des Statuts Refondus de la province de Québec, il est entre autre choses décrété : le lieutenant-gouverneur peut, de temps à autre, fixer, par proclamation, les époques auxquelles les termes de la Cour Supérieure doivent être tenus dans tout autre district que ceux de Québec, Montréal, Trois-Rivières, Saint-François et Saint-Hyacinthe, et peut, de la même manière les changer ;

Et ATTENDU que Nous avons jugé à propos, par et avec l'avis et le consentement du Conseil Exécutif de Notre dite province, de changer pour l'avenir, les époques auxquelles les termes de la cour supérieure pour la province de Québec, siégeant dans le district d'Iberville, doivent être tenus et les fixer aux six premiers jours juridiques des mois de février, mars, avril, mai, juin, octobre, novembre et décembre et aux six premiers jours juridiques qui suivront le quatorzième jour de septembre, chaque année.

A CES CAUSES, et sous l'autorité des statuts ci-dessus cités, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes réglons et ordonnons que pour l'avenir les époques auxquelles les termes de la cour supérieure pour la province de Québec, siégeant dans le district d'Iberville doivent être tenus, sont changés et sont fixés aux six premiers jours juridiques des mois de février, mars, avril, mai, juin, octobre, novembre et décembre et aux six premiers jours juridiques qui suivront le quatorzième jour de septembre, chaque année.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TRENTIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

1763

Canada,
Province of }
Quebec. }
[L. S.]

[L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W**HEREAS by the
Atty. Genl. } first paragraph of
article 2333 of the revised statutes of the province of Quebec, it is amongst other things enacted : "that the Lieutenant Governor may, from time to time, by proclamation, fix the periods at which the terms are to be held in any district other than those of Montreal, Three-Rivers, Saint Francis and Saint Hyacinthe, and may in like manner alter the same ;"

AND WHEREAS We have deemed it expedient by and with the advice and consent of the Executive Council of Our said province, to alter for the future, the times at which the terms of the Superior Court for the province of Quebec, sitting in the district of Iberville, should be held and to fix them, for the first six days of the months of February, March, April, May, June, October and December, and the first six judicial days following the fourteenth day of September of every year.

NOW KNOW YE that, under the authority of the statutes above cited, We have ruled and ordained, and do hereby rule and ordain that in future, the times at which the terms of the Superior Court for the province of Quebec, sitting in the district of Iberville, should be held, shall be altered and fixed for the first six judicial days of the months of February, March, April, May, June, October, November and December, and the first six judicial days following the fourteenth day of September, of every year.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTIETH day of the month of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, and in the second year of Our Reign.

By Command,

JOS. BOIVIN,

Deputy-provincial secretary

1764

Avis du Gouvernement

No 316.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Demande érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Saint-Aimé, comté de Richelieu, les numéros suivants du cadastre de la paroisse de Saint-Aimé, savoir : No 1 jusqu'au No 331 inclusivement, et les ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Narcisse de Richelieu".

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1902.

1771

No 639.02

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité de "Sainte-Marie de Monnoir," comté de Rouville, les arrondissements No 1 et No 2, contenant les lots et subdivision de lots suivants, savoir :—Nos 65, 43, 149, P. 135, 182, P. 17 B. 256, 257, 258, 217, 218, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 26, 36, 28, 106, sud 98, P. 137, P. 62, 59, 164, 56, 55, 42, P. 159 C, P. 160, 111, P. 115, P. 116, 87, 139, 200, 145, P. 146, 148, $\frac{1}{2}$ nord 147, 152, 153, 159, 160, 183, 184, 180, 195, 193, 279, 280, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 273, 274, 275, 286, 287, 297, nord 298, 301, 302, 22, 21, P. 2, P. 10, P. 11, P. 13, P. 11, P. 16, P. 97, 101, P. 134, P. 135, P. 137, P. 49, 162, 168, 167, P. 135, P. 116, P. 117, 271, 281, 282, 103, 115 A, 215, P. 41, 23, 20, P. 4, P. 64, P. 62, P. 35, P. 62, P. 62, 60, 170, 187, P. 147, 192, 191, 234, 236, 237, 238, 239, 252, 253, 254, 255, 276, 277, P. 135, P. 95, P. 25, 19, 102, P. 64, P. 63, P. 63, P. 146, P. 147, 118, 117, 306, P. 116, P. 116, 124, 125, P. 134, P. 147, P. 181, 178, 179, 235, 227, 228, 229, 291, 292, 230, 270, 285, $\frac{1}{2}$ 284, $\frac{1}{2}$ 37, P. 25, 34, P. 13, 12, 100, P. 66, P. 62, P. 135, 161, 158, 142, 174, 169, 190, 241, 242, 243, P. 233, 309, 310, P. 308, 90, 91, P. 2, P. 10, P. 11, 17 A, 52, P. 66, 265, 266, 267, 110, 128, 129, 130, 250, 150, 151, 166, 165, 201, 202, 203, P. 2, P. 116, P. 49, 296, 295, 73, 74, 68, 58, 57, 54, 141, 53, 173, $\frac{1}{2}$ sud 147, P. 135, 186, 197, 196, 189, P. 135, P. 135, P. 135, 288, 289, 290, 303, 304, P. 35, 305, P. 16, P. 17 B, 99, 72, P. 71, 67, 109, 80, 81, 82, 83, P. 137, P. 137, P. 135, P. 135, P. 135, 122, 123, 142, 188, 240, 272, $\frac{1}{2}$ 37, 132, 133, 244, 245, 246, 247, 248, 251, 307, P. 303, 88, 32, 24, 213, P. 41, P. 2, P. 64, 44, P. 50 et 51, P. 50 et 51, P. 27, 107, P. 147, 33, P. 4, P. 71, 70, P. 64, P. 115, P. 116, 165, 185, 177, 140, P. 233, 209, 208, 278, P. 116, P. 116, P. 116, 29, 77, 78, 79, 212, 211, 210, P. 62, P. 61, 154, 155, 144, 173, 157, 156, 176, 199, 198, 293, 294, 299, 300, P. 116, 216, 18, P. 116, 214, 45, 112, 113, 106, 114, 136, 175, P. 171, P. 181, 283, $\frac{1}{2}$ 284, 205, 204, 3, 108, 36, 35, 33, 194, P. 31, P. 31, P. 25, P. 10, P. 61, 92, 126, 127, 269, P. 135, 44, 46, 171.

2° Certains Nos du cadastre de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, savoir : Nos 248, 249, 250, 251, 252, 156 P. ouest 256, 253, 261, 254, $\frac{1}{2}$ nord 255, P. ouest 257, 258, 169, 170, P. est 256, 142, 150, P. est 257, 258, 171, 172, P. 246, P. 159 C, P. 159 B, $\frac{1}{2}$ P. 161, 162, 247, 157, 159, 159 A, P. 159 B, 262, 152, 153, 154, $\frac{1}{2}$ 255, 264, 272, 273, 158, P. 159 B, 163, P. 161, 144, 145, 146, 271, 266, 269, P. 268, P. 258, 259, 260, 270, 273 A, P. est

Government Notices

No. 316.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Application for the erection of a new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Aimé, county of Richelieu, the following cadastral numbers of the parish of Saint Aimé, to wit : Nos. 1 to 331, included and to erect them into a distinct school municipality by the name of "Saint Narcisse de Richelieu".

This erection if it is authorized, is to take effect only on the 1st of July next, 1902.

1772

No. 639.02

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Application of erection of a new school municipality.

Application is made to detach from the municipality of "Sainte-Marie de Monnoir," county of Rouville, the rounding No. 1 and No. 2, containing the lots and subdivision of the followings lots, to wit :—Nos. 65, 43, 149, P. 135, 182, P. 17 B. 256, 257, 258, 217, 218, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 26, 36, 28, 106, south 98, P. 137, P. 62, 59, 164, 56, 55, 42, P. 159 C, P. 160, 111, P. 115, P. 116, 87, 139, 200, 145, P. 146, 148, $\frac{1}{2}$ north 147, 152, 153, 159, 160, 183, 184, 180, 195, 193, 279, 230, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 273, 264, 275, 286, 287, 297, north 298, 301, 302, 22, 21, P. 2, P. 10, P. 11, P. 13, P. 11, P. 16, P. 97, 101, P. 134, P. 135, P. 137, P. 49, 162, 163, 167, P. 135, P. 116, P. 117, 271, 281, 282, 103, 115 A, 215, P. 41, 23, 20, P. 4, P. 64, P. 62, P. 35, P. 62, P. 62, 60, 170, 187, P. 147, 192, 191, 234, 236, 237, 238, 239, 252, 253, 254, 255, 276, 277, P. 135, P. 95, P. 25, 19, 102, P. 64, P. 63, P. 63, P. 146, P. 147, 118, 117, 306, P. 116, P. 116, 124, 124, P. 125, P. 134, P. 147, P. 181, 178, 179, 235, 227, 228, 229, 291, 292, 230, 270, 285, 284, $\frac{1}{2}$ 37, P. 25, 34, P. 13, 12, 100, P. 66, P. 62, P. 135, 161, 153, 142, 174, 169, 190, 241, 242, 243, P. 233, 309, 310, P. 308, 90, 91, P. 2, P. 10, P. 11, 17 A, 52, P. 66, 265, 266, 267, 110, 128, 129, 130, 250, 150, 151, 166, 165, 201, 202, 203, P. 2, P. 116, P. 49, 296, 295, 73, 74, 68, 58, 57, 54, 141, 53, 173, $\frac{1}{2}$ south 147, P. 135, 186, 197, 196, 189, P. 135, P. 135, 288, 289, 290, 303, 304, P. 35, 305, P. 16, P. 17 B, 99, 72, P. 71, 67, 109, 80, 81, 82, 83, P. 137, P. 137, P. 135, P. 135, P. 135, 122, 123, 142, 188, 240, 272, $\frac{1}{2}$ 37, 132, 133, 244, 245, 246, 247, 248, 251, 307, P. 303, 88, 32, 24, 213, P. 41, P. 2, P. 64, 44, P. 50 et 51, P. 50 et 51, P. 27, 107, P. 147, 33, P. 4, P. 71, 70, P. 64, P. 115, P. 116, 165, 185, 177, 140, P. 233, 209, 208, 278, P. 116, P. 116, P. 116, 29, 77, 78, 79, 212, 211, 210, P. 62, P. 61, 154, 155, 144, 173, 157, 156, 176, 199, 198, 293, 294, 299, 300, P. 116, 216, 18, P. 116, 214, 45, 112, 113, 106, 114, 136, 175, P. 171, P. 181, 283, $\frac{1}{2}$ 284, 205, 204, 3, 108, 36, 35, 33, 194, P. 31, P. 31, P. 25, P. 10, P. 61, 92, 126, 127, 269, P. 135, 44, 46, 171.

2. Certain Nos. of cadastre of the parish of Sainte Marie de Monnoir, to wit : Nos. 248, 249, 250, 251, 252, 156, west P. 256, 253, 261, 254, $\frac{1}{2}$ north 255, west P. 257, 258, 169, 170, east P. 256, 142, 150, east P. 257, 258, 171, 172, P. 246, P. 159 C, P. 159 B, $\frac{1}{2}$ P. 161, 162, 247, 157, 159, 159 A, P. 159 B, 262, 152, 153, 154, $\frac{1}{2}$ 255, 264, 272, 273, 158, P. 159 B, 163, P. 161, 144, 145, 146, 271, 266, 269, P. 268, P. 258, 259, 260, 270, 273 A, east P. 268,

268, 143, 148, 267, 147, 149, 164 et 174, et ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Marierville."

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1902. 1779

143, 148, 267, 147, 143, 164 et 174, and erects this territory in school municipality, distinguished under the name of "Marierville."

This erection, if it is authorized, is to take effect only on the 1st of July next, 1902. 1780

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No. 43.

Dame Marie Alma Gobeille, de la paroisse de Saint-Pie, dit district, épouse de Louis Morris *alias* Maurice, cultivateur, autrefois de la paroisse de Saint-Césaire, dit district, et maintenant des états-unis d'Amérique, dument autorisée à ester en justice, pour poursuivre son dit époux en séparation de biens, ce qu'elle a fait ce jour.

BEAUPARLANT & MARIN,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 30 avril 1902. 1781

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 43.

Dame Marie Alma Gobeille, of the parish of Saint-Pie, said district, wife of Louis Morris *alias* Maurice, farmer formerly of the parish of Saint Césaire, said district, and now of the united states of America, duly authorized to appear in judicial proceedings, to sue her husband of separation of property, which she does this day.

BEAUPARLANT & MARIN,

Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinthe, 30th April, 1902. 1782

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour supérieure.*
In re Ovide Moreau, marchand, Montréal, Failli ;

et

Lamarche & Benoit,

Subrogés gardiens provisoires.

Avis est donné que le 1er jour de mai 1902, le dit failli a déposé son bilan au greffe de la Cour Supérieure du district de Montréal.

LAMARCHE & BENOIT,

Subrogés gardiens provisoires.

2, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 1er mai 1902. 1783

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Ovide Moreau, merchant, Montreal, Insolvent ;

and

Lamarche & Benoit,

Subrogate provisional guardians.

Notice is hereby given that on the 1st day of May, 1902, the said insolvent debtor has made a judicial abandonment fit at the office of the Superior Court for the district of Montreal.

LAMARCHE & BENOIT,

Subrogate provisional guardians.

2, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 1st May, 1902. 1784

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 18.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 18.

ANNEXIONS DE MUNICIPALITÉS :—Demande d' :—Divers lots de la municipalité de Témiscamingue au canton Guigues, comté de Pontiac, 921 ; Divers lots de la paroisse de Saint-Grégoire le Thaumaturge, la municipalité de Saint-Grégoire le Thaumaturge, 921.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 919.

AVIS :—Autorisé à faire des opérations, 924 ; The Ladies of the Maccabees of the world, 922 ; La Cie limitée d'aqueduc générale de Sainte-Thècle, 924 ; Règlements concernant les établissements industriels de la province de Québec, 924 ; Requête pour enregistrer acte de vente, 946.

AVIS DE CANCELLATION :—Cantons de :—Addington, 922 ; Demeules, 922 ; Dequen, 922 ; Neigette, 922 ; Normandin, 922.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 941 ; Conseil législatif, 940.

FAILLIS :—Bedard, 954 ; Corbeil, 954 ; Cousineau, 953 ; Jalbert, 953 ; Mailloux, 953 ; Moreau, 971 ; Noël & Venner, 954.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—Canadian Aluminum Works, 950 ; Canadian Pneumatic Tool Coy, 949 ; Frenette, Frères & Cie, 951 ; La Cie Canadienne de Publicité, 951 ; La Cie de médecines patentées française, 952 ; La Cie de téléphone de la Petite Nation, 948 ; La Cie du Pionnier, 950 ; The Howard Trust and Investment Coy, 950 ; The James Muir Coy, 952 ; The Matane Gold Copper Mining Coy, 948 ; The Quebec Building Coy, 947 ; The Sainte Anne Poyer Coy, 946 ; White Elephant Club, 947.

LETTRES PATENTES EMISES :—The Hull Brewing and Malting Coy, 923 ; The J. F. Moore Coy, 923.

LICITATION :—Girard vs Dme Girard *et al*, 955 ; Tell vs Teel *et al*, 954.

MINUTES DE NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT :—De Amable Bernard à Zép. Nap. Raymond, 923.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—Municipalité du village de Villers, comté de Nicolet, 923.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : Demande d'ériger en :—Parc Amherst, comté d'Hochelaga, 921 ; Saint-Narcisse de Richelieu, comté de Richelieu, 970 ; Marierville, comté de Rouville, 970 ; Papineau, comté d'Ottawa, 921.

NOMINATIONS :—Commissaire d'écoles :—Municipalité de Roberval, comté du Lac Saint-Jean, 919.

Juges de paix :—District de Beauce 919 ; Montréal, 965.

PROCLAMATIONS :—Convocation des Chambres, 920 ; Terme de la cour du Banc du Roi, 966 ; Termes de la cour supérieure, district d'Iberville, 969 ; Village de Contrecoeur, comté de Verchères, érigé en municipalité de village, 969 ; Termes de la cour de circuit, district d'Iberville et de Napierville, 967.

MUNICIPALITIES ANNEXED :—Application for :—Several lots of the municipality of Témiscamingue to the township of Guigues, county of Pontiac, 921 ; Several lots to the parish of Saint Grégoire le Thaumaturge, the municipality of Saint Grégoire le Thaumaturge, 921.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices &c. 919.

NOTICES :—Authorized to carry on business, 924 ; The Ladies of the Maccabees of the world, 922 ; La Cie limité d'aqueduc générale de Sainte Thècle, 923 ; Regulations respecting industrial establishments in the province of Québec, 934 ; Petition to register a deed of sale, 946.

NOTICES OF CANCELLATION :—Townships of :—Addington, 922 ; Demeules, 922 ; Dequen, 922 ; Neigette, 922 ; Normandin, 922.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices Respecting the :—Legislative Assembly, 941 ; Legislative Council, 940.

INSOLVENTS :—Bedard, 954 ; Corbeil, 954 ; Cousineau, 953 ; Jalbert, 953 ; Mailloux, 953 ; Moreau, 971 ; Noël & Venner, 954.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—Canadian Aluminum Works, 950 ; Canadian Pneumatic Tool Coy, 949 ; Frenette, Frères & Cie, 951 ; La Cie Canadienne de Publicité, 951 ; La Cie de médecines patentées françaises, 952 ; La Cie de téléphone de la Petite Nation, 948 ; La Cie du Pionnier, 950 ; The Howard Trust and Investment Coy, 950 ; The James Muir Coy, 952 ; The Matane Gold Copper Mining Coy, 948 ; The Quebec Building Coy, 947 ; The Sainte Anne Power Coy, 946 ; White Elephant Club, 947.

LETTERS PATENT ISSUED :—The Hull Brewing and Malting Coy, 923 ; The J. F. Moore Coy, 923.

LICITATION :—Girard vs Dme Girard *et al*, 955 ; Teel vs Teel *et al*, 954.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR :—From Amable Bernard to Zép. Nap. Raymond, 923.

MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :—Municipality of the village of Villers, county of Nicolet, 923.

SCHOOL MUNICIPALITY : Application to erect into :—Parc Amherst, county of Hochelaga, 921 ; Saint Narcisse de Richelieu, county of Richelieu, 970 ; Marierville, county of Rouville, 970 ; Papineau, county of Ottawa, 921.

APPOINTMENTS :—School commissioner :—Municipality of Roberval, county of Lake Saint John, 919.

Justices of the peace :—District of Beauce 919 ; Montreal, 965.

PROCLAMATIONS :—Parliament convoked, 920 ; Term of the court of King's Bench, 966 ; Terms of the superior court, district of Iberville, 969 ; Village of Contrecoeur, county of Verchères, erected into a village municipality, 969 ; Terms of the circuit court, district of Iberville and of Napierville, 967.

SÉPARATIONS DE BIENS:—Dmes Cormier vs Larivière, 945 ; Cormier vs Smith, 945 ; Demers vs Deslauriers, 944 ; Guay vs Bolduc, 944 ; Gobeil vs Morris, 971 ; Laporte vs Beaudoin, 945 ; Létourneau vs Plouffe, 944 ; Macrae vs Waldron, 943 ; Roy vs Bachand, 944 ; Sisco vs Heath, 943 ; Thompson vs Brunet, 944.

SÉPARATIONS DE CORPS ET DE BIENS :—Murphy vs Dme Adams, 946 ; Dme Paré vs Grenon, 945.

VENTE DE LIMITES A BOIS, 937.

VENTE PAR LES SHÉRIFS :

BEAUCE:—Drouin vs Maheu, 957.

BEDFORD:—Delle Marc-Aurel vs Bachand, 958.

JOLIETTE:—Archambault vs La Cie manufacturière de Saint-Gabriel de Brandon, 959 ; Forest *ès-qualité* vs St. Germain, 958.

KAMOURASKA:—Beaulieu vs Simard, 960 ; Pouliot vs Martin, 959.

MONTRÉAL:—Blais, insolvable, 961 ; Benoit vs Sainte-Marie, 960.

OTTAWA:—Chenier vs Osborne, 961.

QUÉBEC:—Cloutier vs Bédard, 962 ; Francœur vs Grenier, 963 ; Jacques vs Poitras, 963 ; La cité de Québec vs Mary Kelly, 962.

RICHELIEU:—Dme Gaboury *et vir* vs Joinville, 963.

SAINT-FRANÇOIS:—Caron vs Benoit, 964 ; Banque des Cantons de l'Est vs Benoit, 964.

TERREBONNE:—Nantel vs Scully, 965.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY:—Dmes Cormier v Larivière, 945 ; Cormier vs Smith, 945 ; Demers vs Deslauriers, 944 ; Guay vs Bolduc, 944 ; Gobeil vs Morris, 971 ; Laporte vs Beaudoin, 945 ; Létourneau vs Plouffe, 944 ; Macrae Waldron, 943 ; Roy vs Bachand, 944 ; Sisco vs Heart, 943 ; Thompson vs Brunet, 944.

SEPARATIONS AS TO BED AND BOARD:—Murphy vs Dme Adams, 946 ; Dme Paré vs Grenon, 945.

SALE OF TIMBER LIMITS, 937.

SHERIFF'S SALES:

BEAUCE:—Drouin vs Maheu, 957.

BEDFORD:—Miss Marc-Aurel vs Bachand, 958.

JOLIETTE:—Archambault vs La Cie manufacturière de Saint-Gabriel de Brandon, 959 ; Forest *ès-qualité* vs St. Germain, 958.

KAMOURASKA:—Beaulieu vs Simard, 960 ; Pouliot vs Martin, 959.

MONTREAL:—Blais, insolvable, 961 ; Benoit vs Sainte-Marie, 960.

OTTAWA:—Chenier vs Osborne, 961.

QUEBEC:—Cloutier vs Bédard, 962 ; Francœur vs Grenier, 963 ; Jacques vs Poitras, 963 ; The city of Quebec vs Mary Kelly, 962.

RICHELIEU:—Dme Gaboury *et vir* vs Joinville, 963.

SAINT FRANCIS:—Caron vs Benoit, 964 ; The Eastern Townships Bank vs Benoit, 964.

TERREBONNE:—Nantel vs Scully, 965.

